

REPUBLIQUE TOGOLAISE
Travail-Liberté-Patrie

PROGRAMME DES NATIONS UNIES
POUR LE DEVELOPPEMENT

MINISTERE DE L'ENVIRONNEMENT
ET DES RESSOURCES FORESTIERES

PROJET N° 00051153

DIRECTION DE L'ENVIRONNEMENT

**PROJET AUTO EVALUATION NATIONALE DES
CAPACITES A RENFORCER POUR LA GESTION DE
L'ENVIRONNEMENT AU NIVEAU MONDIAL ET
NATIONAL (ANCR)**

**RAPPORT FINAL SUR LA CONDUITE DU PROCESSUS
DE MISE EN ŒUVRE AU TOGO**

Décembre 2008

SOMMAIRE

Introduction	3
1 Rappel sur la préparation et la validation du document de projet	3
2. Lancement officiel du Projet	4
2.1. Cérémonie d'ouverture de l'atelier.....	4
2.2. Travaux de l'atelier.....	7
2.2.1. Présentation du projet.....	7
2.2.2.Présentation du projet d'arrêté mettant en place le Comité de Pilotage du Projet (CPP), le Comité Directeur de Coordination du Projet (CDCP) et les Groupes thématiques.....	7
2.2.3. Débat.....	8
2.3. Cérémonie de clôture de l'atelier	9
3. Rappel des objectifs du projet.....	10
4. Mise en œuvre du projet et résultats obtenus	10
4.1. Organes de gestion et de suivi du projet	10
4.2. Principaux travaux de la Coordination Nationale	11
4.3. Processus de recrutement des consultants	11
4.4. Etudes réalisées et méthodologie suivie	11
4.4.1. Etudes réalisées.....	11
4.4.2. Méthodologie suivie.....	12
4.4.3. Acceptation des études par le Coordonnateur National.....	12
4.4.4. Validation des rapports.....	13
4.4.4.1 Validation par les comités	13
4.4.4.2 Validation par les régions	13
4.4.4.3 Les ateliers nationaux.....	14
4.4.4.4 : Prise en compte des observations formulées lors des ateliers	14
5. Adoption de la stratégie en Conseil des Ministres	14
6. Edition du document de stratégie.....	15
7. Résultats attendus de la mise en œuvre du projet	15
8. Difficultés	15
9. Leçons apprises au cours du processus	16
Conclusion et Recommandations	17
Annexes	19

Introduction

Le Togo a signé et ratifié plusieurs Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME), dans le souci de prendre part à la gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement, aux côtés de la communauté internationale. Dans cette optique, il a adhéré au processus d'élaboration des documents de projets sur le renforcement des capacités nationales, grâce à l'assistance technique et financière du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD). Financé au cours du deuxième semestre de l'année 2006, **le Projet Auto évaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement au niveau Mondial et National (ANCR)**, a connu son début d'exécution en novembre de la même année. La mise en œuvre du projet a été conduite dans un cadre largement participatif. Conformément à l'arrêté N°007/MERF du 21 mars 2007 pris par le Ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières, portant création, attributions et fonctionnement du Comité de Pilotage et du Comité Directeur de Coordination du Projet, la Coordination et la Direction Nationales du Projet ont travaillé en collaboration avec les institutions compétentes et autres acteurs concernés par ledit projet.

Le chronogramme d'exécution du projet, au départ prévu pour une durée de vie de dix huit (18) mois, a été actualisé pour tenir compte de la prorogation de six (06) mois de contrat de l'équipe de coordination, afin de permettre à celle-ci de pouvoir poursuivre et d'achever les activités du projet.

Les résultats obtenus sont résumés ci-dessous.

1 Rappel sur la préparation et la validation du document de projet

Dans le cadre de la préparation du document de projet, le Togo a accueilli, du 2 au 19 Juillet 2003, la mission du **Dr Trinto Mugangu**, Consultant International en Renforcement des Capacités. Il était assisté de **Monsieur Akoétevi Kouglénou**, Consultant National Principal.

Les objectifs de la mission étaient de:

- informer les parties prenantes du pays sur le processus de l'Auto-Evaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la gestion de l'environnement Mondial (ANCR-GEM), et ;
- préparer et de faciliter la validation participative du premier draft du document de projet de l'ANCR-GEM du Togo à soumettre au Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) pour financement.

Le document a été préparé et validé en atelier national à Lomé le 17 juillet 2003. Il a été par la suite transmis au PNUD pour son acheminement au FEM pour le

financement. Après deux ans d'attente, la Direction de l'Environnement a relancé vers la fin de 2005 le processus de financement du projet. Le document a été repris et actualisé. En 2006, le projet a été financé.

2. Lancement officiel du Projet

Le Ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières a procédé au lancement officiel du projet le jeudi 21 décembre 2006, à l'Hôtel IBIS à Lomé. Il était entouré du Ministre de la Ville et de la Représentante Résidente du PNUD.

L'atelier de lancement avait pour objectifs de :

- faire connaître le projet, ses objectifs et les résultats attendus ;
- préciser les liens de l'ANCR avec les processus passés et actuels en matière de renforcement de capacités dans le domaine de l'environnement ;
- valider la liste des différentes parties prenantes ciblées et analyser leur niveau d'implication dans le processus ANCR ;
- promouvoir une compréhension partagée sur le processus de préparation de la stratégie et du plan d'action de l'ANCR.

L'atelier avait connu la participation des représentants des principales institutions publiques, privées, des ONGs et de la société civile, concernées par le projet.

L'atelier s'est déroulé en deux étapes : la cérémonie d'ouverture et les travaux proprement dits.

2.1. Cérémonie d'ouverture de l'atelier

Trois (03) interventions ont meublé la cérémonie d'ouverture : (i) le mot de bienvenue du Coordonnateur National du Projet ; (ii) l'allocution de Madame la Représentante Résidente du PNUD et, (iii) le discours d'ouverture de son Excellence, Monsieur le Ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières.

- Prenant le premier la parole, Monsieur ESSIOMLE U. Kossivi, Coordonnateur National du Projet a d'abord souhaité la bienvenue aux participants avant de préciser l'objectif final recherché à travers les trois conventions de Rio (Changements climatiques, diversité biologique et Lutte contre la désertification), qui est celui de promouvoir le développement durable qui tienne compte à la fois des objectifs sociaux, économiques et environnementaux en vue de permettre aux générations présentes de satisfaire leurs besoins tout en assurant la satisfaction de ceux des générations futures. Il a donné les principaux objectifs :

- déterminer les lacunes, les contraintes et les priorités pour le développement et le renforcement des capacités individuelles, institutionnelles et systémiques ;
- formuler une stratégie et un plan d'action pour le développement des capacités ;
- formuler des indicateurs vérifiables et pertinents pour la lutte contre la pauvreté et pour le suivi et évaluation de la mise en œuvre de la stratégie formulée ;
- élaborer la Stratégie et le Plan d'Action ANCR.

Il a précisé que la thématique Eau, Pollutions et Assainissement est la quatrième thématique qui a été ajoutée aux trois conventions ; elle a été retenue par le Togo, en raison des problèmes d'eau et des crises récurrentes d'inondations et d'assainissement que connaît le pays.

Enfin, le Coordonnateur a donné les cinq (05) principales étapes de la conduite du projet :

- l'étape 1 consistera à identifier les parties prenantes au processus et le meilleur mode de leur participation ;
- la deuxième étape fera le bilan de mise en œuvre antérieure des quatre thématiques par le pays afin d'en tirer le meilleur parti, surtout en ce qui concerne l'évaluation des contraintes, forces et faiblesses;
- la troisième étape se focalisera sur des évaluations sectorielles pour analyser les obligations et les possibilités offertes au pays au titre de chacune des thématiques;
- l'étape 4 identifiera les besoins communs et les synergies possibles entre les conventions ;
- enfin l'étape 5 sera celle de l'élaboration de la Stratégie et le Plan d'Action sur le renforcement des capacités.

Le Coordonnateur a terminé ses propos en souhaitant la contribution de tous les acteurs des différents secteurs au processus ANCR.

Succédant au Coordonnateur National, Madame la Représentante Résidente du PNUD, Madame Rosine SORI-COULIBALY, a exprimé son grand plaisir de prendre part à l'atelier de lancement officiel du Projet qui vise à permettre la réalisation des engagements que le Togo a pris à l'égard de la communauté internationale à travers les Accords Multilatéraux dont ceux des conventions de Rio. Elle a parlé de l'Initiative de Renforcement des Capacités (IRC) du FEM qui a permis entre ce dernier et le PNUD de réaliser une évaluation des besoins

communs en matière de capacités à renforcer au sein des pays et à élaborer une stratégie pour répondre à leurs besoins, d'où le financement du programme de l'ANCR. Elle a invité les participants au processus ANCR du Togo à rechercher le maximum de synergie avec les autres initiatives en cours dans le pays et a émis le vœu que les besoins prioritaires qui seront identifiés soient cohérents et complémentaires des choix préalablement établis sur la base des politiques et stratégies déjà adoptées. Elle s'est engagée au nom du PNUD à soutenir les efforts de développement du pays visant la durabilité dans la gestion de ses ressources environnementales.

Enfin, dans son discours d'ouverture, le Ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières, Monsieur OKOULOU-KANTCHATI a situé le projet ANCR comme étant une suite des processus participatifs d'identification des problèmes environnementaux du pays dont le Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE), adopté en juin 2001 par le Gouvernement. Ce plan est progressivement complété par d'autres stratégies et plans d'actions, entre autres : le Programme d'Action de lutte contre la désertification, la stratégie de conservation et d'utilisation durables de la biodiversité, la stratégie nationale de mise en œuvre de la convention sur les changements climatiques. Il a passé en revue les principaux problèmes identifiés qui sont : la déforestation, la dégradation des sols et le déclin de leur fertilité, la réduction des superficies des aires protégées et la raréfaction de la faune, etc..... L'ignorance de l'homme, a-t-il ajouté, est la principale cause de ces problèmes.

Le Ministre s'est réjoui que le FEM et le PNUD se préoccupent grandement de la dégradation inquiétante des ressources naturelles et de l'environnement et aient accepté de cofinancer le projet.

Il a précisé que le processus ANCR intégrera les autres initiatives passées et en cours sur le développement durable dans le pays, dont le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) de deuxième génération, la stratégie de développement axée sur les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD).

La conduite du processus ANCR nécessite la participation des principaux acteurs des différents secteurs d'activités du pays. Il a souhaité que le processus aboutisse à de meilleurs choix des besoins et actions prioritaires, qui tiendront compte des réalités de nos cinq Régions Economiques, en vue de permettre, à terme, à notre pays, d'améliorer véritablement les capacités des individus, de ses institutions et de ses systèmes. Après avoir réitéré, au nom du Gouvernement et du Président de la République, ses vifs remerciements aux responsables du PNUD et du FEM, qui ont cofinancé le projet, le Ministre a émis le vœu que les partenaires au développement du Togo ne manqueront pas, avec le nouveau contexte du pays, de l'accompagner dans la préparation et l'exécution des programmes et projets de développement de façon globale et particulièrement de renforcement de capacités

qui découleront de ce processus, pour une meilleure gestion de l'environnement. C'est sur ce vœu qu'il a déclaré officiellement lancé le Projet ANCR.

Travaux de l'atelier

Ils ont consisté en la présentation du projet ANCR et du projet d'arrêté mettant en place les organes de gestion et de suivi et les groupes thématiques du projet. La présentation a été suivie de débats.

2.2.1. Présentation du projet

Le Coordonnateur National a d'abord situé le contexte du projet qui était caractérisé par la nécessité pour la communauté internationale de protéger l'environnement par la signature des trois conventions de Rio. Cette signature est accompagnée du financement par le FEM d'activités habilitantes dans les pays non Annexes I. Mais leur exécution a révélé les limites des capacités de mise en oeuvre. En vue de permettre la réalisation de l'évaluation des besoins communs en matière de capacités dans les pays, le FEM a lancé l'Initiative de Renforcement des Capacités (IRC) à la fin de 1990 dont l'ANCR tire son origine. Il a retracé le parcours du projet depuis le financement du PDF-A par le FEM en 2003 jusqu'à son financement, à la disponibilité des fonds et au lancement officiel.

Le Coordonnateur a rappelé les principaux objectifs du projet ci-dessus cités. Il a aussi abordé le cadre institutionnel du projet : national et international dominé principalement par la Coordination Régionale du PNUD/FEM basée à Dakar, le Réseau des Équipes nationales de l'ANCR et le Programme Mondial d'Appui au Renforcement des Capacités (GSP).

Le projet est cofinancé par le FEM pour 200 000 \$ US et couvre les trois thématiques sur les conventions, et par le PNUD pour 25 000 \$ US pour ce qui concerne la thématique Eau, Pollutions et Assainissement. La contrepartie nationale est estimée à 25 000 \$ US.

Abordant la stratégie de gestion du projet et ses liens avec les processus passés et en cours, le Coordonnateur National a précisé que le processus ANCR sera largement participatif et s'appuiera sur les stratégies, plans, programmes et toutes les activités tels que le Programme d'Action de lutte contre la désertification, la stratégie de conservation et d'utilisation durable de la biodiversité, le cadre national de biosécurité, la communication nationale sur les changements climatiques etc...

Il a terminé son exposé par la présentation des cinq principales étapes de préparation de l'ANCR dont il a déjà parlé plus haut dans son mot de bienvenue.

2.2.2. Présentation du projet d'arrêté mettant en place le Comité de Pilotage du Projet (CPP), le Comité Directeur de Coordination du Projet (CDCP) et les Groupes thématiques

Cette présentation a été faite par le Directeur de l'Environnement et Directeur National du Projet. Il a donné lecture des grandes lignes de l'arrêté, notamment les

attributions de chaque organe et les principales parties prenantes au processus. Il s'agit :

- du Comité de Pilotage du Projet (CPP), organe de supervision politique et intersectorielle, donne les orientations générales de conduite du projet, suit l'exécution du projet, œuvre pour la mobilisation des ressources techniques et financières nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie et du Plan d'Action de l'ANCR ;
- du Comité Directeur de Coordination du Projet (CDCP), définit les domaines d'actions prioritaires en matière de renforcement des capacités pour les quatre thématiques du projet, supervise la gestion du projet par rapport au chronogramme établi, émet des avis et fait des recommandations sur la conduite du projet; étudie et valide les termes de référence et les études à mener dans le cadre du projet;
- des quatre groupes thématiques (Changements Climatiques, Lutte contre la Désertification, Diversité Biologique et Eau, Pollutions et Assainissement), sont les démembrements du CDCP, (Cf annexe). Ils se réunissent chaque fois que de besoin, sur l'initiative du Coordonnateur National du Projet et à l'invitation de leur président pour débattre des questions relatives à chaque groupe.

2.2.3. Débat

Les deux présentations ont été suivies d'un débat au cours duquel il y a eu des contributions, des questions d'éclaircissement et des échanges de points de vues. Les points abordés ont principalement porté sur :

- la durée du projet ;
- l'amélioration du projet d'arrêté qui prendra en compte de nouvelles parties prenantes ciblées et des réaménagements au niveau de ses composantes;
- la représentativité et la participation des femmes au processus ;
- les exemples de lacunes et faiblesses des capacités dans la mise en œuvre des conventions ;
- le chronogramme d'exécution du projet ;
- les activités du projet financées par le FEM et le PNUD ;
- la contribution des institutions nationales à la mise en œuvre des conventions ;
- la prise en compte des collectivités locales dans le processus par rapport à la thématique « Eau, pollutions et assainissement ».

A toutes les préoccupations soulevées, le Directeur de l'Environnement et le Coordonnateur National ont donné des réponses appropriées. Le Directeur de l'Environnement a saisi l'occasion pour expliquer les responsabilités des parties

prenantes dans la mise en œuvre des conventions, notamment les plans d'actions et stratégies élaborés pour leur mise en œuvre : chaque secteur d'activité devra retirer des plans et stratégies les actions proposées se rapportant à leurs domaines de compétences pour la mobilisation des ressources en vue de leur mise en œuvre. Il a ajouté que pendant longtemps, les institutions et acteurs concernés ont cru que la mise en œuvre des plans et stratégies était du ressort exclusif du Ministère en charge de l'environnement. Il faudrait, a-t-il dit, corriger cette vision des choses. S'agissant des résultats attendus du processus ANCR, il a précisé que les différents secteurs d'activités devront les approprier et que le renforcement des capacités devra être intégré dans leurs actions.

Au titre des lacunes et faiblesses, des exemples ont été donnés par les exposants, notamment, la sensibilisation discontinue du public sur les défis environnementaux : les activités de sensibilisation financées dans le cadre des projets cessent dès l'épuisement des fonds sans qu'intervienne une structure de l'Etat pour en assurer le relais ; la non intégration des questions environnementales dans les programmes d'enseignement.

Les participants, dans le souci de l'efficacité et du respect du principe d'équité genre, ont fait des apports en ce qui concerne la composition des comités par l'intégration d'autres institutions techniques spécifiques aux différentes thématiques.

2.3. Cérémonie de clôture de l'atelier

L'atelier a été clôturé par le Directeur de l'Environnement, au nom de son Ministre de tutelle. Il a remercié les participants pour leur disponibilité et le sérieux dont ils ont fait preuve au cours des travaux de l'atelier. Il a informé les participants que toutes les dispositions sont prises pour que le Comité de Pilotage puisse démarrer ses activités dès la première quinzaine du mois de janvier 2007. Il a enfin rappelé à l'attention des participants que le Ministère de l'Environnement, du Tourisme et des Ressources Forestières a davantage besoin de leur disponibilité pour la conduite des activités du projet avant de déclarer clos les travaux de l'atelier.

Somme toute, les travaux de l'atelier se sont bien déroulés. L'atelier a permis aux participants de mieux connaître le projet, les activités programmées, les étapes de préparation de la stratégie et du plan d'action. Il a également favorisé un échange de points de vues qui ont permis d'améliorer le projet d'arrêté mettant en place les comités de gestion et les groupes thématiques du projet.

3. Rappel des objectifs du projet

Les principaux objectifs du Projet ANCR sont :

- déterminer les lacunes, les contraintes et les priorités pour la création, le développement et le renforcement de capacités individuelles, institutionnelles et systémiques nécessaires pour mieux gérer les ressources de l'environnement en les utilisant durablement pour soutenir l'effort national de développement et de lutte contre la pauvreté ;
- formuler une stratégie et un plan d'action pour le développement des capacités à gérer les ressources de l'environnement ;
- formuler des indicateurs vérifiables et pertinents pour la lutte contre la pauvreté et pour le suivi et évaluation de la mise en œuvre de la stratégie formulée ;
- développer des réseaux nationaux et régionaux de dialogue, d'échange d'informations et de coopération dans la gestion de l'environnement national et mondial.

4. Mise en œuvre du projet et résultats obtenus

Les activités du projet sont menées conformément au descriptif du projet et au plan de travail. Dans la mise en œuvre des activités, la Coordination Nationale a bénéficié de l'appui technique de la Direction Nationale du Projet, du Comité de Pilotage et du Comité Directeur de Coordination, des directions techniques nationales et régionales concernées par le projet, du Chargé du portefeuille de l'environnement au bureau local du PNUD à Lomé, de celui de l'Unité Régionale du FEM/PNUD de Dakar et de Monsieur Peter PAAP, Consultant Indépendant.

4.1. Organes de gestion et de suivi du projet

La Coordination Nationale du Projet est placée sous l'autorité de la Direction de l'Environnement qui est la Direction Nationale du Projet. Les travaux sont suivis par un Comité de Pilotage du Projet (CPP) et un Comité Directeur de Coordination du Projet (CDCP). Les deux comités sont mis en place par arrêté du Ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières ; l'arrêté est en annexe au présent rapport.

4.2. Principaux travaux de la Coordination Nationale

L'essentiel des travaux conduits par la Coordination Nationale se résume :

- à l'élaboration des termes de références des études, des ateliers et pour le recrutement des consultants ;
- au suivi de la réalisation des études ;
- à la préparation et à l'organisation des réunions techniques et ateliers, régionaux et nationaux de validation des études ;
- à l'organisation de la table ronde des bailleurs de fonds ;
- à la préparation des documents pour l'adoption de la stratégie par le Conseil des Ministres ;
- à l'édition du document de stratégie, et ;
- aux activités de sensibilisation des différentes parties prenantes au projet.

4.3. Processus de recrutement des consultants

Les consultants sont recrutés par le Bureau local du PNUD à Lomé, sur la base d'une liste restreinte établie à partir des CV des consultants identifiés par la Coordination Nationale.

4.4. Etudes réalisées et méthodologie suivie

4.4.1. Etudes réalisées

Les études réalisées sont :

- l'étude sur le bilan de mise en œuvre de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques ;
- l'étude sur le bilan de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique ;
- l'étude sur le bilan de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification ;
- l'étude sur le bilan de mise en œuvre des programmes et projets en matière d'eau, de pollutions et d'assainissement ;
- l'élaboration du document synthèse sur le bilan de mise en œuvre ;

- l'étude sur l'évaluation des besoins nationaux en matière de renforcement des capacités ;
- l'élaboration de la stratégie nationale sur le renforcement des capacités.

4.4.2. Méthodologie suivie

La méthodologie suivie pour la réalisation des études se résume comme suit :

- réunions techniques du Coordonnateur National et du Directeur National du Projet avec les consultants pour une compréhension partagée des termes de référence (TDR) ;
- revue documentaire par les consultants ;
- enquêtes et interviews menées auprès des institutions et personnes ressources par les consultants ;
- sorties de terrain pour collecter les informations complémentaires à celles de la documentation. Lors de la réalisation des études sur le bilan de mise en œuvre des conventions, des programmes et projets en matière d'eau, pollutions et assainissement, les consultants ont sillonné tout le pays en quête des informations.

Ces informations ont été exploitées et complétées par d'autres personnes ressources lors de la rédaction des autres études.

- dépouillement, analyse et interprétation, puis rédaction des rapports d'études par les consultants.

4.4.3. Acceptation des études par le Coordonnateur National

Toutes les études sont lues par le Coordonnateur National, appuyé souvent par certains personnels de la Direction de l'Environnement. Il tient compte des observations formulées par **Monsieur Peter PAAP**, précédemment chargé du portefeuille des ANCR à l'Unité Régionale du FEM/PNUD basée à Dakar, aujourd'hui Consultant Indépendant domicilié au Pays-Bas, par son successeur **Monsieur Nicolas DRUNET** et par **Monsieur Bernard HIEN** du Bureau local du PNUD à Lomé. Les observations sont transmises aux consultants pour leur prise en compte. C'est après acceptation de la version améliorée des rapports que ceux-ci sont multipliés et transmis aux institutions et acteurs concernés pour leur validation.

4.4.4. Validation des rapports

Les validations se font à trois niveaux :

- par le Comité de Pilotage du Projet (CPP), et par le Comité Directeur de Coordination du Projet (CDCP) avec ses quatre (04) Groupes thématiques (Changements Climatiques, Désertification, Diversité Biologique, Eau, pollution et assainissement) ;
- dans les chefs-lieux des cinq (05) Régions Economiques du pays pour tenir compte des spécialités régionales, et ;
- au cours des ateliers nationaux.

4.4.4.1 Validation par les comités

Les deux comités ci-dessus cités sont composés de spécialistes pour chacune des quatre (04) thématiques. Leur participation aux réunions de validation est une garantie d'un examen sérieux des rapports et de la formulation des observations pertinentes et spécifiques à chaque thématique.

Pour permettre aux membres des deux (02) comités de disposer du temps nécessaire pour la lecture des rapports des études, la Coordination Nationale est tenue de leur faire parvenir ces rapports au moins deux (02) semaines avant les dates des réunions de travail. Il en est de même pour les ateliers régionaux et nationaux.

La prorogation de six (06) mois du mandat de la Coordination s'explique en partie par ce long processus.

4.4.4.2 Validation par les régions

Les cinq (05) Régions Economiques du pays ont chacune leurs spécificités aux plans environnemental, économique et social que seuls les représentants des populations de ces régions sont à même d'exprimer pour être intégrées aux rapports.

Dans le cadre des ateliers régionaux, outre les présentations des rapports des études et les discussions qui s'en suivent, la Direction et la Coordination Nationales du Projet ont choisi des thèmes pour sensibiliser les participants. Les thèmes ont été animés par le Coordonnateur National, des cadres de la Direction de l'Environnement ou par les Directeurs Régionaux de l'Environnement pour ce qui concerne les exposés portant spécifiquement sur les régions. Les thèmes choisis sont :

- Concept de besoins en renforcement de capacités : processus d'identification et de hiérarchisation ;

- Etat des lieux en matière de problématique des changements climatiques, de lutte contre la désertification et de préservation de la diversité biologique ;
- Notions de changements climatiques et de lutte contre les changements climatiques ;
- Approches sur les mesures d'atténuation et d'adaptation aux changements climatiques ;
- La synergie entre les Conventions couvertes par le Projet ANCR ;
- Changements climatiques et les risques majeurs aux plans régional et national ;
- Les pratiques endogènes et la conservation de la diversité biologique ;
- Etat des lieux sur la problématique des pollutions, nuisances et l'assainissement

4.4.4.3 Les ateliers nationaux

Ils font suite aux ateliers régionaux. C'est au cours des ateliers nationaux que les études sont validées de façon consensuelle par tous les acteurs impliqués dans le processus.

4.4.4.4 : Prise en compte des observations formulées lors des ateliers

La participation des différentes parties prenantes au projet a été d'un grand atout aussi bien pour la Coordination Nationale que pour les consultants. En raison de la spécificité des régions du pays et de chacune des quatre (04) thématiques couvertes par le projet, il était difficile au Coordonnateur National et aux consultants d'appréhender avec exactitude tous les contours des études. Les apports de chaque participant ont beaucoup contribué à l'enrichissement des rapports. Toutefois, ce sont les observations arrêtées de façon consensuelle en ateliers qui sont intégrées dans les documents validés dont celui de la stratégie nationale de renforcement des capacités.

5. Adoption de la stratégie en Conseil des Ministres

Il est prévu l'adoption de la stratégie en Conseil des Ministres pour lui donner le poids politique nécessaire de manière à encourager et susciter le soutien financier des bailleurs de fonds pour sa mise en œuvre.

6. Edition du document de stratégie

Après son adoption, la stratégie sera éditée en plusieurs exemplaires pour être largement diffusée.

7. Résultats attendus de la mise en œuvre du projet

Les résultats attendus de l'exécution du projet sont les différents rapports produits, l'appropriation de leur contenu par les parties prenantes, l'adoption de la stratégie en Conseil des Ministres, une large diffusion du document de stratégie et sa mise en oeuvre effective.

Les rapports sont ceux des études ci-dessus citées au point 3.3.1. Ils sont disponibles à la Coordination Nationale du Projet et auprès des membres du Comité de Pilotage. La version électronique est également disponible auprès de certains membres du Comité de Pilotage et du Comité de Coordination qui les ont demandés.

L'appropriation du contenu des rapports d'études a été une préoccupation des autorités du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières. Ainsi, la Coordination et la Direction Nationales ont-elles eu à faire connaître les contenus des rapports aux membres des comités de suivi et au public par des présentations, à travers les réunions, ateliers et par des interviews sur les ondes des radios, (Radio-Lomé et les radios rurales), par la Télévision Togolaise (TVT) et par la presse écrite par le biais de l'Agence Togolaise de Presse (ATOP).

L'adoption de la stratégie en Conseil des Ministres est la manifestation de la volonté politique des plus hautes autorités du pays d'inscrire la stratégie dans les priorités nationales.

Il convient de préciser que les études ont mis en exergue les forces et faiblesses, les contraintes et menaces de la mise en œuvre des AME par le Togo. Des besoins en renforcement des capacités ont été identifiés et des axes stratégiques pour le renforcement des capacités ont été proposés.

De tout ce qui précède, nous pouvons dire que les résultats sont atteints.

8. Difficultés

Les principales difficultés rencontrées au cours du processus de mise en œuvre du projet ont été :

- le problème de délestage. Lorsqu'il survient, les activités de bureau sont de facto bloquées ;

- les participations irrégulières de certains membres du Comité Directeur de Coordination du Projet et de ses groupes thématiques : plusieurs personnes assistent aux réunions de façon alternative au titre de leurs institutions et n'ont que des informations partielles sur le projet.
- les problèmes de calendriers. Du fait du chevauchement de dates de plusieurs réunions et autres activités du Ministère, certaines réunions au titre du projet sont décalées de plusieurs jours, voire de plus d'une semaine. Le décalage de dates a agi sur le chronogramme de travail.

9. Leçons apprises au cours du processus

Les principales leçons apprises sont les suivantes :

- l'étendue des insuffisances, lacunes et contraintes nationales révélées par les études ;
- l'engouement manifesté par les parties prenantes pour le projet ; elles étaient convaincues de la nécessité du projet et des retombées locales, nationales et mondiales de la mise en œuvre de la stratégie nationale qui en est issue ;
- le renforcement des capacités de la Coordination Nationale à travers principalement : (i) les échanges d'expériences avec les bureaux local et régional du PNUD ; (ii) les échanges d'expériences avec **Monsieur Peter PAAP**, précédemment chargé du portefeuille des ANCR à l'Unité Régionale du FEM/PNUD basée à Dakar, aujourd'hui Consultant Indépendant domicilié au Pays-Bas ; (iii) les échanges d'expériences avec les membres du Comité de Pilotage et du Comité Directeur de Coordination du Projet et avec les consultants ; (iv) par la lecture des rapports d'études et autres documents pertinents relatifs au projet ;
- le renforcement des capacités des membres des deux comités qui ont beaucoup appris sur le projet.

Conclusion et Recommandations

L'exécution du *Projet Auto évaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement au niveau Mondial et National (ANCR)*, a aujourd'hui permis au Togo de :

- mesurer le chemin déjà parcouru et celui qui reste à poursuivre dans le domaine de l'environnement à travers la mise en œuvre des AME, grâce aux études sur le bilan de mise en œuvre ;
- évaluer ses capacités techniques et financières par rapport aux résultats obtenus, aux efforts qu'il a consentis et à l'assistance multiforme apportée par les bailleurs de fonds, particulièrement par le Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) et par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) ;

Tenant compte des résultats des études sur le bilan de mise en œuvre des AME et sur les besoins sectoriels et intersectoriels, le Togo devra, entre autres :

- inscrire l'environnement comme l'une des grandes priorités nationales, car aucune activité et aucun développement ne peuvent se réaliser sans les ressources de l'environnement ;
- mobiliser de façon conséquente des moyens humains qualifiés, financiers et techniques suffisants pour la cause de l'environnement de façon générale;
- promouvoir la participation des populations à la gestion de l'environnement sans exception, particulièrement celle des femmes et des jeunes ;
- améliorer les mécanismes de négociations avec les donateurs et les bailleurs de fonds pour la mobilisation des ressources financières internes et externes.

Il importe que le Ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières fasse diffuser les grandes décisions des grandes rencontres internationales sur les AME, notamment les Conférences des Parties, sur les Changements climatiques, la Diversité Biologique, la Désertification, les Polluants Organiques Persistants et sur la Couche d'Ozone. Il pourra, au besoin, faire au moins une fois l'an, une communication en Conseils des Ministres pour permettre à certains départements ministériels clefs du pays d'intégrer ces décisions dans leur politique de développement. Il s'agit notamment des ministères en charge des finances, de l'eau, de l'agriculture, de l'énergie, des transports, de l'enseignement et de l'urbanisme.

Enfin, il est impérieux que le pays fasse en sorte que des ressources financières nécessaires soient mobilisées pour mettre en œuvre les projets contenus dans la stratégie nationale de renforcement des capacités pour la gestion durable de l'environnement. C'est par la mobilisation nationale que les partenaires au développement seront eux aussi davantage mobilisés pour nous accompagner dans la mise en œuvre de la stratégie.

Fait à Lomé, le

Le Coordonnateur National

Kossivi U. ESSIOMLE

ANNEXES

ARRÊTÉ N° 007 /MERT

Portant création, attributions et fonctionnement du Comité de Pilotage et du Comité Directeur de Coordination du Projet Auto-évaluation des Capacités Nationales du Togo à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement au niveau Mondial et National « ANCR »

LE MINISTRE DE L'ENVIRONNEMENT ET DES RESSOURCES FORESTIERES

Vu la constitution de la IV^e République du 14 octobre 1992 ;

Vu la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques du 09 mai 1992 ratifiée le 08 mars 1995 et son Protocole de Kyoto du 11 décembre 1997 ratifié le 02 juillet 2004;

Vu la Convention des Nations Unies sur la Diversité Biologique du 05 juin 1992 ratifiée le 04 octobre 1995 et son Protocole de Cartagena ratifié le 02 juillet 2004;

Vu la Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification du 17 juin 1994 ratifiée le 04 octobre 1995 ;

Vu la loi N°88-14 du 03 novembre 1988 instituant Code de l'Environnement notamment ses articles 1, 2, 6 et 7 ;

Vu le décret N°2005-095/PR du 04 octobre 2005 portant attributions et organisation du Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières ;

Vu le décret N°2006-120/PR du 20 septembre 2006 portant composition du gouvernement ;

Vu les décisions des Conférences des Parties aux Conventions des Nations Unies sur les Changements Climatiques et de son Protocole de Kyoto, sur la Diversité Biologique et son Protocole de Cartagena, sur la Lutte contre la Désertification, relatives à la collaboration avec d'autres conventions et au développement de la synergie avec les conventions pertinentes ;

Vu la nécessité d'assurer la participation des différentes institutions et acteurs concernés par lesdites Conventions ;

Sur rapport du Directeur de l'Environnement ;

ARRETE :

Article 1^{er} : Il est créé le Comité de Pilotage et le Comité Directeur de Coordination du Projet Auto-évaluation des Capacités Nationales du Togo à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement au niveau Mondial et National « ANCR » ci-après dénommés « Comités ».

CHAPITRE I : DES ATTRIBUTIONS DU COMITE DE PILOTAGE

Article 2 : Le Comité de Pilotage du Projet (CPP) est l'organe de supervision politique et intersectorielle du projet. Il est notamment chargé de:

- donner les orientations générales en matière de besoins de renforcement des capacités nécessaires à la gestion de l'environnement national et mondial dans le cadre du développement durable ;
- suivre la mise en œuvre du projet ;
- approuver les révisions budgétaires du Projet ;
- adopter le Rapport de l'ANCR;
- œuvrer pour la mobilisation des ressources techniques et financières nécessaires à la mise en œuvre de la Stratégie et du Plan d'Action de l'ANCR.

CHAPITRE II : DE LA COMPOSITION DU COMITE DE PILOTAGE

Article 3: Le Comité de Pilotage du Projet est composé comme suit :

1. Le représentant du Ministre chargé de l'Environnement ;
2. Le représentant du Ministre chargé du Développement ;
3. Le représentant du Ministre chargé des Finances;
4. Le représentant du Ministre chargé des Ressources en Eau et de l'Assainissement ;
5. Le représentant du Ministre chargé de l'Agriculture et de l'Élevage ;
6. Le représentant du Ministre chargé de la Promotion Féminine ;
7. Le représentant du Ministre chargé de la Santé ;
8. Le représentant du Ministre chargé de la Ville ;
9. Le Point Focal Politique du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) ;
10. Le Point Focal Opérationnel du Fonds pour l'Environnement Mondial (FEM) ;
11. Le Directeur de l'Environnement ;
12. Le représentant du Conseil National du Patronat ;

13. Le représentant de l'Université de Lomé (Faculté des Sciences);
14. Le représentant du Consortium des ONG en matière d'Environnement au Togo (COMET);
15. Le représentant de l'Union des ONG du Togo (UONGTO).

Article 4 : Les partenaires au développement et les personnes ressources peuvent être invités à prendre part aux travaux.

CHAPITRE III : DU FONCTIONNEMENT DU COMITE DE PILOTAGE

Article 5 : Le Comité de Pilotage du Projet est dirigé par un bureau composé de :

- un Président ;
- un Vice-Président ;
- deux rapporteurs.

Article 6 : Le bureau est présidé par le représentant du Ministre de l'Environnement et des Ressources Forestières.

Le représentant du Ministre chargé du Développement en est le Vice-Président. Les rapporteurs sont élus parmi les autres membres.

Article 7 : Le Comité de Pilotage du Projet se réunit tous les six (06) mois pour apprécier, sur la base des rapports, les activités du Projet et donner des orientations si nécessaires.

Le secrétariat est assuré par la Direction de l'Environnement.

CHAPITRE IV : DES ATTRIBUTIONS DU COMITE DIRECTEUR DE COORDINATION DU PROJET

Article 8 : Le Comité Directeur de Coordination du Projet (CDCP) est l'organe technique du projet. Il regroupe les représentants des institutions et acteurs concernés ou compétents, susceptibles d'apporter leurs contributions aux travaux des groupes thématiques sur les changements climatiques, la diversité biologique, la lutte contre la désertification, les pollutions et l'assainissement.

Article 9 : Le Comité Directeur de Coordination du Projet est notamment chargé de :

- définir les domaines d'actions prioritaires en matière de renforcement des capacités pour les quatre thématiques du projet ;

- superviser la gestion du projet par rapport au chronogramme établi ;
- promouvoir la synergie entre les conventions et les efforts nationaux en matière de développement et de lutte contre la pauvreté;
- émettre des avis et faire des recommandations sur la conduite du projet;
- étudier et valider les termes de référence et les études à mener dans le cadre du projet.

CHAPITRE V : DE LA COMPOSITION DU COMITE DIRECTEUR

Article 10 : Le Comité Directeur est composé des membres des institutions et acteurs ci-après :

1. Ministère chargé de l'Environnement et des Ressources Forestières

- un (1) représentant de la Direction de l'Environnement ;
- un (1) représentant de la Direction de la Planification ;
- le Point Focal Changements Climatiques;
- le Point Focal Opérationnel FEM ;
- le Point Focal Désertification;
- le Point Focal Diversité Biologique ;
- le Coordonnateur du Plan d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques (PANA);
- le Coordonnateur de la Deuxième Communication Nationale sur les Changements Climatiques ;
- la Coordinatrice du Projet d'Appui à la Mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du PAN;

2. Ministère chargé de l'Agriculture

- un (1) représentant de la Direction de la Planification et des Ressources Humaines;
- un (1) représentant de l'Institut Togolais de la Recherche Agronomique (ITRA);

3. Ministère chargé des Finances

- un (1) représentant de la Direction des Finances;
- un (1) représentant de la Cellule chargée du Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP);

4. Ministère chargé du Développement

- un (1) représentant de la Direction de la Planification;

- un (1) représentant de la Cellule chargée des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD);

5. Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

- un (1) représentant de la faculté des Sciences ;

6. Ministère chargé de la Ville

- un (1) représentant de la Direction Générale de l'Urbanisme et de l'Habitat
- un (1) représentant de la Direction des Services Techniques (DST);

7. Ministère chargé de la Santé

- un (1) représentant de la Direction Générale ;

8. Ministère chargé des Affaires Sociales

- un (1) représentant de la Direction Générale ;

9. Ministère chargé de l'Eau et de l'Assainissement

- un (1) représentant de la Direction de l'Assainissement ;

10. Ministère chargé de l'Aménagement du Territoire

- un (1) représentant de la Direction de la Décentralisation;

11. Secteur privé et parapublic

- un (1) représentant du Patronat ;
- un (1) représentant de CITAFRIC ;

12. ONGs et Associations

- un (1) représentant de l'UONGTO;
- un (1) représentant de COMET;

13. Agence d'exécution du FEM

- un (1) représentant du PNUD ;

Article 11 : Les autres Agences d'exécution du FEM, ainsi que les autres partenaires au développement et les personnes ressources, peuvent être invitées à prendre part aux travaux.

CHAPITRE VI : DU FONCTIONNEMENT DU COMITE DIRECTEUR

Article 12 : Le CDCP est dirigé par un bureau composé de :

- un (1) Président ;
- un (1) Vice-Président;
- deux (02) rapporteurs.

Article13 : La présidence du bureau du CDCP est assurée par le Directeur de l'Environnement.

Le Point Focal Opérationnel du FEM en est le Vice-Président.
Les rapporteurs sont élus parmi les autres membres du comité.

Article14 : Le secrétariat du comité est tenu par le Coordonnateur du Projet.

Article15 : Le Comité Directeur de Coordination du Projet se réunit au démarrage du projet, une fois par trimestre et chaque fois que de besoin, sur convocation de son Président.

CHAPITRE VII : DES GROUPES THEMATIQUES

Article 16 : Il est constitué des groupes thématiques de travail qui ont pour tâche d'identifier pour chacun des quatre (04) domaines définis à l'article 8 les besoins prioritaires en renforcement de capacités.

Article 17 : Les groupes thématiques se réunissent chaque fois que de besoin, sur l'initiative du Coordonnateur National du Projet et à l'invitation de leur président.

Les groupes thématiques se répartissent comme suit :

A/ THEMATIQUE CHANGEMENTS CLIMATIQUES

1. Ministère chargé de l'Environnement et des Ressources Forestières

- un (1) représentant de la Direction de l'Environnement ;
- le Point Focal Changements Climatiques;
- le Coordonnateur de la Deuxième Communication Nationale sur les Changements Climatiques;
- le Coordonnateur du PANA;

2. Ministère chargé de l'Agriculture

- un (1) représentant de la Planification et des Ressources Humaines ;
- un (1) représentant de la Direction de l'Agriculture ;
- un (1) représentant de l'Institut Togolais de la recherche agronomique (ITRA);

3. Ministère chargé de l'Énergie

- un (1) représentant de la Direction Générale de l'énergie;
- un (1) représentant de la Direction de la Planification;

4. Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur

- un (1) représentant de la Chimie de l'Atmosphère;
- un (1) représentant de FLESH (Climatologie) ;
- un (1) représentant du Centre de Gestion Intégré du Littoral et de l'Environnement (CGILE);

5. Ministère chargé des Finances

- un (1) représentant ;
- un (1) représentant de la Cellule de DSRP;

6. ONGs et Associations

- un (1) représentant de COMET ;

B/ THEMATIQUE DESERTIFICATION

1. Ministère chargé de l'Environnement et des Ressources Forestières

- le Point Focal Opérationnel FEM ;
- le Point Focal Désertification ;
- la Coordinatrice du Projet d'Appui à la Mobilisation des ressources financières pour la mise en œuvre du PAN ;

2. Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur

- un (1) représentant du Laboratoire de Biologie Végétale ;
- un (1) représentant de l'École Supérieure d'Agronomie;

3. Ministère chargé de l'Agriculture

- un (1) représentant de la Direction Générale de l'Institut Togolais de la Recherche Agronomique (ITRA) ;
- un (1) représentant de la Planification et des Ressources Humaines;

4. Ministère chargé du Développement

- un (1) représentant de la Cellule chargée des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD);

5. Ministère chargé des Mines et de l'Energie

- un (1) représentant de la Direction Générale des Mines;
- un (1) représentant de la Direction Générale de l'Energie;

6. Ministère chargé de la Promotion de la Femme

- un représentant de la Direction du Développement Communautaire;

7. Secteur Privé

- un (1) représentant du Patronat;

8. ONGs et Associations

- un (1) représentant de UONGTO ;

C/ THEMATIQUE DIVERSITE BIOLOGIQUE

1. Ministère chargé de l'Environnement et des Ressources Forestières

- un (1) représentant de la Direction de l'Environnement ;
- un (1) représentant de la Direction de la Planification ;
- un (1) représentant de la Direction des Eaux et Forêts ;
- un (1) représentant de la Direction de la Faune et de la Chasse ;

2. Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur

- un (1) représentant de l'École Supérieure d'Agronomie ;
- un (1) représentant de la Faculté des Sciences (Biologie Végétale) ;

3. Ministère chargé du Développement

- un (1) représentant de la Cellule de la DSRP ;

4. Ministère chargé de l'Agriculture

- un (1) représentant de la Direction de l'Agriculture ;

5. ONGs

- un (1) représentant de l'ONG la Colombe ;

D/ THEMATIQUE EAU, POLLUTIONS ET ASSAINISSEMENT

1. Ministère chargé de l'Environnement et des Ressources Forestières

- un (1) représentant de la Direction de l'Environnement ;
- un (1) représentant du Projet « *Gestion Intégrée du Bassin du Fleuve Volta* » ;

2. Ministère chargé de l'Enseignement Supérieur

- un (1) représentant de l'ESTEBA ;
- un (1) représentant du Centre de Gestion, Traitement et Valorisation des Déchets ;
- un (1) représentant du Laboratoire de Chimie des Eaux ;

3. Ministère chargé de la Ville

- un (1) représentant de la DST ;

4. Ministère chargé de la Santé

- un (1) représentant de la Division de l'Hygiène et de l'Assainissement ;

5. Ministère chargé de l'Économie et du Développement

- un (1) représentant ;

6. Ministère chargé de l'Eau

- un (1) représentant de la Direction chargée de l'assainissement ;

7. Ministère chargé de l'Agriculture

- un (1) représentant de la Direction de l'Agriculture ;

8. Ministère chargé de l'Aménagement du Territoire et de la Décentralisation

- un (1) représentant de la Direction de la décentralisation;
- un (1) représentant de la Direction de l'Aménagement du Territoire;

10. Ministère chargé de la formation Civique

- un (1) représentant de la Direction de la Formation Civique;

11. Ministère chargé de la Promotion de la Femme

- un (1) représentant de la Direction de l'Education et de la Formation de la Femme et de la Jeune Fille

12. ONGs et Associations

- un (1) représentant de COMET ;
- un (1) représentant de l'UONGTO ;
- un (1) représentant de CREPA ;

13. Syndicat des Sociétés de Vidanges

- un (1) représentant ;

14. Secteur Privé et Parapublic

- un (1) représentant du Patronat ;
- un (1) représentant de CITAFRIC;

CHAPITRE VIII : DES DISPOSITIONS COMMUNES

Article 18 : La fonction de membre des Comités est bénévole. Toutefois, les frais de déplacement des membres sont pris en charge par le Projet.

Article 19 : Les Comités établissent leur règlement intérieur pour compléter les présentes dispositions.

Article 20 : Le Directeur de l'Environnement est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Article 21 : Le présent arrêté qui prend effet à partir de sa date de signature, sera publié au Journal Officiel de la République Togolaise.

Fait à Lomé, le **21 MAR. 2007**

Le Ministre de l'Environnement
et des Ressources Forestières

SIGNE

Issifou OKOULOU-KANTCHATI

AMPLIATIONS

Présidence de la République	1
Primature.....	1
Assemblée.....	1
Tous les Ministères.....	26
Cabinet MERF.....	1
Directions Centrales.....	6
Directions Régionales.....	5
Patronat.....	1
PNUD.....	1
ONGs.....	2
J.O.R.T.....	1

Pour ampliation

Le Directeur de Cabinet

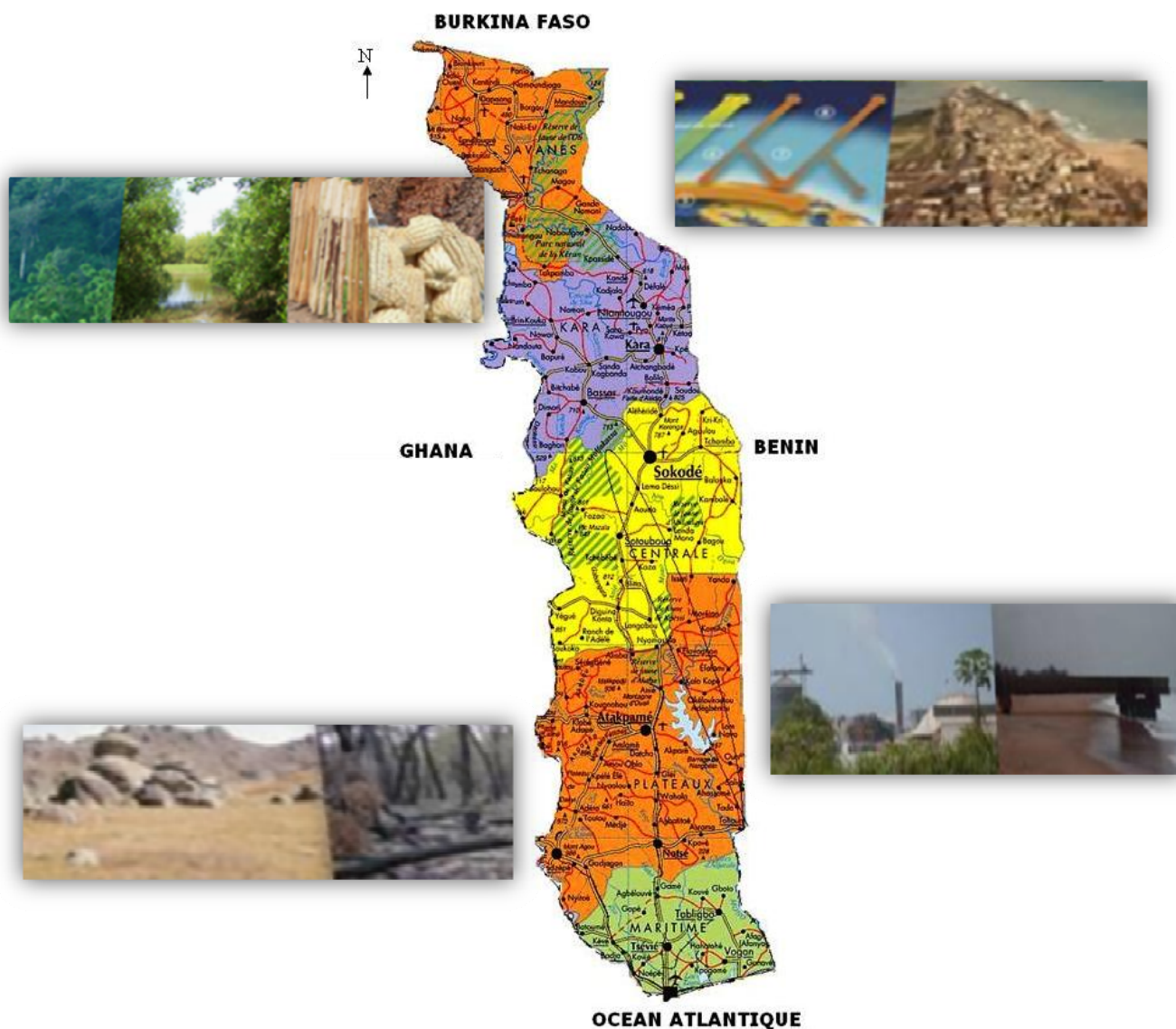


OURO-DJERI Essowê



ANCR TOGO

NATIONAL CAPACITY BUILDING STRATEGY FOR ENVIRONMENTAL MANAGEMENT



October, 2008

Cover photographs

On the top left	<i>Forest, Eco-florist zone IV, Kfeto Prefecture</i> <i>Mangroves, Port de Lomé, Golfe Prefecture</i> <i>Corn and millet cobs, Est-Mono Prefecture</i>
On the bottom left	<i>Field preparation through forest burning</i> <i>Massif deteriorated by poor management of natural resources</i>
In the middle	<i>Map of Togo</i>
On the top right	<i>Diagram of the greenhouse effect, natural phenomenon of which intensification brings about global warming and climate changes;</i> <i>Town of Aného under the effect of coastal erosion, showing the pass between the ocean and the lagoon.</i>
On the bottom right	<i>NIOTO Factory, April 2007</i> <i>Point of discharge at sea of effluents issued from Togo phosphate processing, April.</i>

ACRONYMS AND ABBREVIATIONS

AFD	Agence Française de Développement
AGR	Activité génératrice de revenu/Income Generating Activity
AME	Accords Multilatéraux sur l'Environnement
ANCR	Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer
ANCR-GEM	Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement Mondial
BAD	Banque Africaine de Développement
BCH	Biosafety Clearing House/ Centre d'échange sur la prévention des risques biotechnologiques
BIRD	Banque Internationale pour la Reconstruction et le Développement
BM	Banque Mondiale / World Bank
BOAD	Banque Ouest Africaine pour le Développement
CC	Changements Climatiques / Climate Changes
CCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDB	Convention sur la Diversité Biologique
CEDEAO	Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest
CFA	Communauté Financière Africaine
CHM	Clearing House Mechanism / Centre d'échange sur la diversité biologique
CNI	Communication Nationale Initiale sur les changements climatiques
CNUED	Conférence des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement
COM-STABEX	Cadre d'Obligations Mutuelles de Stabilisation des Exportations
CREPA	Centre Régional d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement à faible coût
CVD	Comité Villageois de Développement
DGE	Direction Générale de l'Énergie
EIE	Étude d'Impact sur l'Environnement/Environmental Impact Assessment
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture

FEM (ou GEF)	Fonds pour l'Environnement Mondial (ou Global Environment Facility)
GES	Gaz à Effet de Serre
GIEC (ou IPCC)	Groupe d'experts Intergouvernemental sur l'Évolution du Climat (ou Intergovernmental Panel on Climate Change)
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
GTZ	Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
IEC	Information, Education and Communication
IGES	Inventaire des GES
INFA/TOVE	Institut National de Formation Agricole de Tové
ITRA	Institut Togolais de Recherche Agronomique
MDP	Mécanisme pour un Développement Propre
MED	Ministère de l'Économie et du Développement
MERF	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières
METRF	Ministère de l'Environnement, du Tourisme et des Ressources Forestières
OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Économique
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PACIPE	Programme d'Assistance à la Communication et à l'Information sur la Protection de l'Environnement
PAN	Programme d'Action National de lutte contre la désertification
PAR/GIRE/AO	Plan d'Action Régional de Gestion Intégrée des Ressources en Eau de l'Afrique de l'Ouest.
PK	Protocole de Kyoto
PMARC	Programme Mondial d'Appui au Renforcement des Capacités
PNAE	Plan National d'Action pour l'Environnement
PNE-TOGO	Partenariat National de l'Eau du Togo
PNGE	Programme National de Gestion de l'Environnement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
POPs	Polluants Organiques Persistants
QUIBB	Questionnaire des Indicateurs de Base du Bien-être
RN	Ressources Naturelles
SAO	Substances Appauvrissant la couche d'Ozone
SWOT :	Strengths (forces), Weaknesses (faiblesses), Opportunities (opportunités), Threats (menaces)

TdE	Togolaise des Eaux
UE	Union Européenne
UEMOA	Union Économique Monétaire Ouest Africaine
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture
UNICEF	Organisation des Nations Unies pour l'Enfance
UREC	Unités de Réduction d'Émissions Certifiées
USAID	United State Agency for International Development
UTCATF	Utilisation des Terres, Conversion et Affectation des Terres et Foresterie
V&A	Vulnérabilité et Adaptation
WACAF	Convention relative à la coopération en matière de protection de l'environnement marin et côtier dans les régions de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

PREFACE

Togo is taking a step forward in its difficult but sure progress towards the improvement of environmental management and promotion of sustainable development. In fact, for over two decades now, the government has placed environmental protection in the national priorities and despite the numerous efforts made, the expected results are still far to be achieved. The support of various stakeholders for the process of identification of environmental issues, which Togo is experiencing, the determination and the manifest will of the Government to cope with them, allow for firmly making progress towards suitable solutions in environmental management.

Indeed, by common consensus and with the technical and financial support of our development partners, Togo has adopted a number of instruments for the environmental management. I can mention inter alia, the National Policy on Environment, the National Action Plan for Environment (PNAE), the framework act on environment, the law on forest code, the National Action Programme for the control of Deforestation, the strategy for the sustainable conservation and use of biological diversity, the national bio-safety framework, the national plan for the implementation of the Stockholm Agreement, the national strategy for the implementation of the United Nations Framework Convention on Climate Change, etc. The expression of the findings and recommendations of all these instruments on the field significantly contributes to the improvement of our environment.

However, the control of environmental degradation must be constant. It is against this logic that Togo has subscribed to national Project for self-assessment of national capacities to be built for the environmental management at national and global levels (ANCR). Through the Global Environment Facility (GEF) and the United Nations Development Programme (UNDP) to which I extend the gratitude of the Togolese Government, Togo exactly knows its strengths and weaknesses in the implementation of Multilateral Environmental Agreements (MEA) that it has signed and ratified.

I am convinced that through the outcomes achieved by the ANCR project, the national capacity building that will result from the implementation of this national Strategy will help the entire Togolese population to integrate without difficulty the environmental concerns contained in the agreements in their daily practices and to reduce the persistence of poverty that is today the first cause of environmental degradation.

I commit myself on behalf of the Togolese Government to mobilise necessary internal and external resources for the development and building national capacities,

at institutional, individual and systemic levels for a better contribution of Togo to the sustainable management of national and global environment.

I am still hopeful that our usual development partners will not fail, with the new context, to support Togo in the phase of building our national capacities for environmental management.

**The Minister of Environment,
and Forest Resources**

Kossivi AYIKOE

EXECUTIVE SUMMARY

This national strategy for environmental management capacity building follows on the documents below on which results it mainly draws on. These are:

- the assessment on the implementation of the MEAs and the management of issues relating to water, sanitation and pollution in Togo and,
- the subsequent assessment of sectoral and cross-sectoral needs in capacity building for the implementation of the MEAs.

Participatory approach

This strategy development process led to the documentary review thereof and the analysis of the strengths, weakness, opportunities and threats associated to the MEA implementation. The process is based on the principle of consensus-building and participation of various stakeholders.

The documentary review mainly involved the study reports prepared within the framework of the ANCR project and the framework documents or sectoral strategies developed by the Togolese Government in biological diversity, climate changes, desertification and soil degradation and in management of issues relating to water, sanitation and pollution. Furthermore, the national progress reports on the implementation of the various MEAs and the website of the MEA secretariats as well as the texts of the major MEAs were consulted.

The consensus-building was based on a consultative approach conducted with the National Directorate and Project Management to agreed on the directions of the study and with the various stakeholders involved in the four areas covered by the thematic studies in order to collect their project ideas.

The participation of the stakeholders in the process was through the five (5) regional workshops in the administrative centres of the economic regions and one (1) national workshop held in Lomé. The regional workshops brought together one hundred and seventy five (175) representatives of socio-professional groups of the country and particularly the stakeholders in the area of biological diversity management, climate changes, desertification and soil degradation, as well as issues relating to water, sanitation and pollution. They enabled the stakeholders to ensure that their respective concerns are taken into consideration and their contributions added to the document. As far as the national workshop is concerned, it brought together about fifty participants from various technical official institutions, NGOs, and socio-professional groups concerned by the environmental management and issues relating to water, sanitation and pollution. It enabled the participants to review, validate and take over the content of the document.

Assessment of the environmental management

The various diagnoses conducted on the status of the environment, namely during the National Action Plan for Environment (PNAE) development process show that Togo is facing environmental problems with multiple causes. The main issues identified are: deforestation and plant cover degradation, soil degradation and depletion of soil fertility, degradation of protected areas and fauna, silting of streams, water bodies and lagoons, contamination and degradation of fresh water quality, degradation of littoral resources and living environment.

To address these problems, Togo adopted a number of instruments for the environmental management. Hence:

- from a political point of view, the Government has adopted on 23 December, 1998 the National Environmental Policy. Through this policy, the Government set two major objectives in environmental protection, namely: the promotion of a rational management of natural resources and environment in all scope of activity and the consolidation of economic recovery measures meant to build development on ecologically sustainable foundations. In addition and in accordance with this environmental policy, the global framework of planning called National Action Plan for Environment has been developed, which is the tool for operationalising the environmental policy. In order to complete the development of the mechanism for the environmental policy implementation, the document on the National Programme of Environmental Management (PNGE) has also been developed;
- from a legal point of view, legislative and regulatory texts have been adopted to establish or strengthen the legal framework of environmental management. We can mention particularly: the Law N° 88-14 of 3 November, 1988 on the code of environment, the Law N° 96-004/PR of 26 February, 1996 on the code of mining, the Law n° 96-007/PR of 3 July, 1996 pertaining to plant protection, the Law N° 99-003 of 18 February, 1999 on the code of hydrocarbons of the Togolese Republic, the Law N° 2008-005 of 30 May, 2008 on the framework law on environment, and the Law N° 2008-009 of 19 June, 2008 on the code of forest.
- from technical point of view, scientific productions, namely background documents in one of the areas related to environmental management have been produced. These are inter alia: fauna, flora and ecosystem assessments, national Reports on biological diversity, monograph of the biological diversity, assessment of greenhouse gas (GHG), National Preliminary Communication on Climate Changes, Diagnosis of Hygiene and Sanitation Situation in Togo, national preliminary assessment of polychlorinated biphenyls and apparatus containing them in Togo, initial assessment of POP pesticides.

Major components of the strategy

Rationale

The advantage that Togo can take of the implementation of the MEAs largely depends on the capacities of the population and institutions to effectively implement these MEAs and find appropriate responses to the environmental concerns in the country. Therefore, capacity building at systemic, institutional and individual levels is necessary. With respect to diversity and importance of the identified needs, this capacity building must be in line with a consistent approach based on a well evolved planning with appropriate institutional mechanisms, and supported by a clear vision on the future environment. Thus, it will enable Togo to fully honour its obligations vis-à-vis the international community in the area of environmental management.

Overall principles

The overall principles on which the strategic approach is based with respect to capacity building for a better implementation of the MEAs are the following:

- *accountability* of all the development stakeholders in order to promote a better participation in environmental management actions;
- *prevention* in the management of development and environment by using the best techniques available at economically affordable costs as well as the adaptation of imported technologies to the national context;
- *internalisation* by each development stakeholder of the costs of environmental protection in the financing of activities likely to undermine the natural resources or damage the living environment;
- *search of synergy actions* in the environmental planning and management.

Vision

The vision that underlies this strategy is to build by 2015, at national level, sufficient and appropriate capacities that help to ensure a rational and effective management of natural resources and environment in order to ensure better living conditions for the current and future generations.

Strategic pillars

The strategy is based on six major pillars taking into consideration capacity building at cross-sectoral and sectoral levels. These pillars are the following: (i) ecological awareness building, (ii) updating or adoption of political and legal frameworks for synergy development, (iii) capacity building in climate change management, (iv) capacity building in biological diversity management, (v) capacity building in the control of desertification and soil degradation and (vi) capacity building in water, sanitation and pollution management.

Pillar 1: Ecological awareness building

This pillar is meant to build the ecological awareness and behaviour necessary for a commitment to rationally manage natural resources. To that effect, the following actions are planned to be carried out: (i) IEC by information institutions through public meetings, sketches and other communication channels, (ii) sensitisation of private sector decision-makers and project planners on the text governing the environmental impact assessment and its systematic consideration in development programmes and projects, (iii) support to environmental education actions and (iv) support to teaching of environmental notions in primary and secondary schools.

Pillar 2: Updating or adoption of political and legal frameworks for synergy development

The objective within the framework of this pillar is to update the existing political and legal frameworks in order to adapt them to the provisions of the MEAs or adopt new ones in line with these provisions in order to ensure a better implementation of the MEAs in Togo. To that effect, the necessary actions are: (i) definition of the collaboration mechanisms between the stakeholders for synergy development, (ii) consolidation of the legal framework for environmental management and monitoring, (iii) institutional capacity building for the synergy development and leverage of the effects of stakeholders' actions, (iv) improvement of the documentation and information centre at the MERF, (v) training of the executives and technicians in project management and environmental integrated and participatory management, and (vi) development of interdisciplinary competences in the management of biological diversity, climate change issues, control of deforestation and water, sanitation and pollution management in the area of EIA.

Pillar 3: Capacity building in climate change management

This relates to the improvement of national capacities to better manage climate changes for a sustainable development. It comprises six specific projects: (i) information and training of decision-makers in the development opportunities offered by the implementation of the CCNUCC and the Kyoto Protocol, (ii) establishment of a national system for acquisition, use and dissemination of data on activities and information relating to climate changes, (iii) capacity building of Togolese delegates for an active and beneficial participation of the country in negotiations on climate, (iv) support to the organisation of stakeholders in a harmonious institutional framework for continuous implementation of the CCNUCC in Togo, (v) support to the apprehension by the private sector stakeholders of the advantages and opportunities offered by the implementation of the CCNUCC and KP, (vi) support to reforestation activities and (vii) strengthening of actions to popularise improved furnaces.

Pillar 4: Capacity building in biological diversity management

This pillar aims at capacity building in biological diversity management through (i) update of the National Strategy for Sustainable Conservation and Use of Biological

Diversity, (ii) support to the improvement of the national legal framework on biological diversity, (iii) institutional capacity building in the area of biological diversity management, (iv) material and technical capacity building of laboratories and experimentation centres and the rehabilitation of a quarantine centre, (v) individual capacity building in sustainable management of biological diversity, (vi) restoration and sustainable management of fragile ecosystems and protected areas and (vii) strengthening of actions for agro biodiversity promotion.

Pillar 5: Capacity building in control of desertification and soil degradation

This pillar will promote capacity building in control of desertification and soil degradation. It is made up of the following projects: (i) reinforcement of the population's participation in the control of desertification, (ii) promotion of endogenous practices, techniques and technologies of the control of desertification and soil degradation, (iii) institutional capacity building in the area of desertification and soil degradation, (iv) support to the recovery of plant cover and soils, (v) support to the generalisation and use of improved charcoal furnaces and improvement of wood carbonization techniques, (vii) support to the promotion of the use of butane gas in substitution to classic energies in urban areas in Togo.

Pillar 6: Capacity building in water, sanitation and pollution management

The objective of this pillar is to build capacities in water, sanitation and pollution management. The pillar comprises the following project: (i) improvement of access to potable water and hygiene conditions, (ii) improvement of information and communication, (iii) operational capacity building of sanitation services, (iv) support to actions on the field in water management, (v) support to actions on the field in sanitation, (vi) support to actions on the field in pollution control.

These six pillars are in line with four major directions namely, ecological awareness building, strengthening of political and legal frameworks, strengthening of institutional frameworks and human capacity building.

Implementation

The implementation of the national strategy of capacity building will be entrusted, at institutional level, to organisations of the permanent institutional framework for the satisfaction of the identified sectoral needs and through a specific institutional framework made up of a technical organisation of the ministry in charge of environment and a National Coordination Committee with respect to identified cross-sectoral needs. In both cases, the implementation of the national strategy of capacity building will require the mobilisation of necessary financial resources by resorting to internal resources, mechanisms of the MEAs and/or classic partnership.

The estimates for the implementation of the entire actions planned under this strategy amount to CFAF 79,555,441,900 broken down as follows among the strategic pillars: Pillar 1: CFAF 2,259,750,000, Pillar 2: CFAF 720,750,000, Pillar 3:

CFAF 4,875,000,000, Pillar 4: CFAF 11,134,641,900, Pillar 5: CFAF 44,785,500,000 and Pillar 6: CFAF 15,779,800,000. This budget allocates roughly CFA F 2.98 billion to capacity building at cross-sectoral level, and CFAF 76.57 billion for capacity building at sectoral level.

The successful implementation of the strategy will depend on the support and participation of technical and financial partners, the effective mobilisation of internal resources for development and building national capacities at systemic, institutional and individual levels. The success in the implementation of the strategy will enable Togo to further make its contribution to the sustainable management of the global environment.

TOGO



Projet Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement Mondial (ANCR-GEM)

EVALUATION DES BESOINS NATIONAUX EN MATIERE DE RENFORCEMENT DE CAPACITES POUR LA GESTION DE L'ENVIRONNEMENT



Juillet 2008

Photos de couverture

Forêt, Zone éco-floristique IV, Préfecture de Kloto

Epis de Maïs et de mil, Préfecture de l'Est-Mono

Mangroves, Port de Lomé, Préfecture du Golfe

Troupeau de vaches, Préfecture de l'Oti

Schéma de l'effet de serre, phénomène naturel dont l'intensification induit le réchauffement de la planète et les changements climatiques ;

Ville d'Aného sous l'effet de l'érosion côtière, montrant la passe entre l'océan et la lagune.

Préparation du champ par brûlis de la forêt

Massif dégradé par une mauvaise gestion des ressources naturelles

Concession inondée (Agbalépédo GTA, Lomé) Juin 2007

Usine NIOTO, Avril 2007

Point de rejet en mer des effluents issus du traitement humide des phosphates du Togo, Avril 2007

SOMMAIRE

Liste des tableaux	ii
Sigles et Abréviations	iv
Résumé exécutif	vi
Introduction	1
I- Rappel sur l'état des lieux des principaux problèmes environnementaux du pays	7
II- Evaluation des besoins sectoriels en matière de renforcement de capacités	15
2.1 Rappel des principales obligations résultant des AME	15
2.1.1 Obligations relatives à la diversité biologique	15
2.1.2 Obligations relatives aux Changements climatiques	16
2.1.3 Obligations relatives à la désertification et à la dégradation des sols	17
2.1.4 Obligations internationales relatives à l'eau, à l'assainissement et à la pollution	18
2.2 Principaux efforts réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des AME	19
2.3 Forces identifiées en matière de mise en œuvre des AME au Togo	23
2.4 Faiblesses dans la mise en œuvre des AME	25
2.5 Opportunités identifiées en matière de mise en œuvre des AME au Togo	29
2.6 Menaces à la mise en œuvre des AME	30
2.7 Synthèse des besoins en renforcement des capacités	35
2.7.1 Hiérarchisation des besoins en renforcement des capacités identifiés au plan systémique	35
2.8 Actions prioritaires à entreprendre	56
III- Evaluation intersectorielle des besoins en matière de renforcement de capacités	65
3.1 Forces et faiblesses communes	65
3.1.1 Forces dans la mise en œuvre des conventions	65
3.1.2 Faiblesses dans la mise œuvre des AME	66
3.2 Liens et synergies	67
3.2.1 Synergie théorique	69
3.2.2 Synergie pratique	70
3.3 Identification des forces, faiblesses, opportunités et menaces au niveau intersectoriel	79
3.4 Besoins prioritaires intersectoriels de renforcement de capacités	83
3.5 Intégration des secteurs d'intervention des AME dans les politiques, stratégies, plans, programmes et projets nationaux	92
Conclusion	94
Bibliographie	96
Annexes	98

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Synthèse des problèmes environnementaux majeurs _____	9
Tableau 2 : Principaux efforts réalisés par le Togo _____	20
Tableau 3 : Forces _____	23
Tableau 4 : Faiblesses au plan systémique _____	25
Tableau 5 : Faiblesses au plan institutionnel _____	26
Tableau 6 : Faiblesses au plan individuel _____	28
Tableau 7 : Opportunités _____	29
Tableau 8 : Menaces au plan systémique _____	30
Tableau 9 : Menaces au plan institutionnel _____	32
Tableau 10 : Menaces au plan individuel _____	33
Tableau 11 : Classification des besoins en renforcement de capacités au plan systémique dans le domaine de la diversité biologique _____	36
Tableau 12 : Classification des besoins en RC au plan systémique dans le domaine des changements climatiques _____	38
Tableau 13 : Classification des besoins en RC au plan systémique dans le domaine de la désertification et de la dégradation des sols _____	40
Tableau 14 : Classification des besoins en renforcement de capacités au plan systémique dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de la pollution _____	41
Tableau 15 : Classification des besoins en RC au plan institutionnel dans le domaine de la diversité biologique _____	43
Tableau 16 : Classification des besoins en RC au plan institutionnel dans le domaine des changements climatiques _____	44
Tableau 17 : Classification des besoins en RC au plan institutionnel dans le domaine de la désertification et de la dégradation des sols _____	48
Tableau 18 : Classification des besoins en RC au plan institutionnel dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de la pollution _____	49
Tableau 19 : Classification des besoins en RC au plan individuel dans le domaine de la diversité biologique _____	51
Tableau 20 : Classification des besoins en RC au plan humain dans le domaine des changements climatiques _____	52
Tableau 21 : Classification des besoins en RC au plan individuel dans le domaine de la désertification et de la dégradation des sols _____	54
Tableau 22 : Classification des besoins en RC au plan individuel dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de la pollution _____	55
Tableau 23 : Actions prioritaires à entreprendre au plan systémique _____	56
Tableau 24 : Actions prioritaires à entreprendre au plan institutionnel _____	59
Tableau 25 : Actions prioritaires à entreprendre au plan individuel _____	61
Tableau 26 : Liens de synergie au niveau des dispositions des AME _____	69
Tableau 27 : Principales implications institutionnelles de la gestion intersectorielle _____	70

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Tableau 28 : Développement communautaire et approche participative appliquée à la gestion des infrastructures de base _____	73
Tableau 29 : Principales données transversales requises dans la gestion intégrée de la mise en œuvre des AME _____	74
Tableau 30 : Prise en compte des exigences des principaux AME par le PNAE du Togo _____	75
Tableau 31 : Forces, faiblesses, opportunités et menaces au niveau intersectoriel _____	79
Tableau 32 : Classification des besoins prioritaires intersectoriels et actions à mener au plan systémique _____	84
Tableau 33 : Classification des besoins de capacités à renforcer et actions à mener au plan institutionnel _____	87
Tableau 34 : Classification des besoins de capacités à renforcer et actions à mener au plan humain _____	90

SIGLES ET ABBREVIATIONS

AND	Autorité Nationale Désignée du MDP
AME	Accords Multilatéraux sur l'Environnement
ANCR	Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer
ANCR-GEM	Autoévaluation Nationale des Capacités à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement Mondial
BCH	Biosafety Clearing House
BM :	Banque Mondiale
BOAD :	Banque Ouest Africain pour le Développement
CCD	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification
CCNUCC	Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques
CDB	Convention sur la Diversité Biologique
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CHM	Clearing House Mechanism
CNUED	Conférence des Nations Unies pour l'Environnement et le Développement
COM-STABEX	Cadre d'Obligations Mutuelles de Stabilisation des Exportations
CREPA	Centre Régional d'Approvisionnement en Eau Potable et Assainissement à faible coût
CVD	Comité Villageois de Développement
EIE	Etude d'impact sur l'environnement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FEM (ou GEF)	Fonds pour l'Environnement Mondial (ou Global Environment Facility)
FEM :	Fonds pour l'Environnement Mondial
GES	Gaz à Effet de Serre
GIEC (ou IPCC)	Groupe Intergouvernemental d'experts sur l'Evolution du Climat (ou Intergovernmental Panel on Climate Change)
GIRE	Gestion Intégrée des Ressources en Eau
IEC	Information, Education et Communication
IGES	Inventaire des GES
INFA/TOVE	Institut National de Formation Agricole de Tové
ITRA	Institut Togolais de Recherche Agronomique
MDP	Mécanisme pour le Développement Propre du PK
MERF /METRF	Ministère de l'Environnement et des Ressources Forestières/Ministère de l'Environnement, du Tourisme et des Ressources Forestières

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

OCDE	Organisation pour la Coopération et le Développement Economiques
OMD	Objectifs du Millénaire pour le Développement
OMS	Organisation Mondiale de la Santé
ONG	Organisation Non Gouvernementale
PACIPE	Programme d'Assistance à la Communication et à l'Information sur la Protection de l'Environnement
PAR/GIRE/AO	Plan d'Action Régional de Gestion Intégrée des Ressources en Eau de l'Afrique de l'Ouest.
PK	Protocole de Kyoto
PMARC	Programme Mondial d'Appui au Renforcement des Capacités
PNAE	Plan National d'Action pour l'Environnement
PNE-TOGO	Partenariat National de l'Eau du Togo
PNGE	Programme National de Gestion de l'Environnement
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PNUE	Programme des Nations Unies pour l'Environnement
POPs	Polluants Organiques Persistants
RC :	Renforcement de Capacité
SAO	Substances Appauvrissant la couche d'Ozone
SWOT :	Strengths (forces), Weaknesses (faiblesses), Opportunities (opportunités), Threats (menaces)
TdE	Togolaise des Eaux
TDR :	Terme de référence
UE	Union Européenne
UREC	Unités de Réduction d'Emissions Certifiées
V&A	Vulnérabilité et Adaptation
WACAF	Convention relative à la coopération en matière de protection l'environnement de Région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre

RESUME EXECUTIF

L'évaluation des besoins nationaux en matière de renforcement des capacités nationales dans le cadre du Projet Autoévaluation des Capacités Nationales à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement au niveau Mondial et National (ANCR-GEM) au Togo connaît une autre étape avec cette phase d'identification et d'analyse des besoins nationaux en matière de renforcement des capacités. L'élaboration du présent rapport d'étude a pris appui sur des documents existants dont celui du PNAE qui a été adopté en juillet 2001 et des rapports thématiques issus du bilan de mise en œuvre des AME.

Rappel des principaux problèmes environnementaux du pays

Le Togo est confronté à des problèmes environnementaux dont les causes sont multiples. Les problèmes évoqués dans le présent document ont été identifiés lors du processus d'élaboration du Plan National d'Action pour l'Environnement (PNAE). Il s'agit principalement :

- de la déforestation et du déboisement et de la dégradation de la couverture végétale,
- de la dégradation des sols et du déclin de la fertilité,
- de dégradation des aires protégées et de la faune,
- de l'envasement des cours d'eau et des lagunes,
- de la contamination et la dégradation de la qualité des eaux douces, de dégradation des ressources du littoral,
- de la dégradation du cadre de vie.

Résultats du bilan de la mise en œuvre des AME

Le bilan de la mise en œuvre des Accords Multilatéraux en matière d'Environnement (AME) a été fait sur la base de leurs obligations, des engagements que le Togo a pris en les signant et des efforts qu'il a réalisés. Les principaux efforts accomplis par le pays sont l'élaboration de la politique nationale de l'environnement, du PNAE, de la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique, de la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la Convention sur les Changements Climatiques et du Cadre National de Biosécurité, et les actions de terrain dont les reboisements. Le bilan a relevé aussi des lacunes et faiblesses. On peut en citer la non intégration des dispositions des AME dans le corpus juridique national, les insuffisances législatives et réglementaires, les insuffisances des moyens surtout financiers pour la mise en œuvre des mesures incitatives, la faible capacité des moyens financiers, humains, matériels des ministères techniques et des centres de formation. Des menaces au nombre desquelles les difficultés des populations à intégrer les préoccupations environnementales des conventions dans les pratiques quotidiennes et la persistance de la pauvreté ont été également mises en exergue.

Consécutivement aux nombreuses lacunes, faiblesses et contraintes, des besoins sectoriels et intersectoriels en matière de renforcement de capacités ont été identifiés au triple plan individuel, institutionnel et systémique. Il s'agit, entre autres de l'amélioration du cadre juridique de gestion de l'environnement, la formation des acteurs à l'élaboration de projets suivant les procédures des bailleurs, du renforcement des capacités des décideurs politiques, des journalistes, de la dotation des institutions de ressources humaines, financières et techniques appropriées.

Une analyse comparée des dispositions des conventions laisse clairement percevoir des interactions qui concernent, entre autres, l'information et la sensibilisation du public, le renforcement des capacités

juridiques et institutionnelles, la collaboration avec d'autres conventions ainsi qu'avec les politiques et stratégies nationales de développement, le partenariat entre les acteurs (public, privé, groupes cibles, bailleurs de fonds, etc.), la promotion de la coopération sous-régionale, régionale et internationale, la recherche et le transfert de technologie, la création d'organes nationaux de coordination, l'élaboration de stratégies et/ou de plans d'action. En dépit de ces interactions, il ressort de l'étude sur le bilan que les actions entreprises pour la mise en œuvre des AME au Togo sont caractérisées par une approche sectorielle et une insuffisance en matière de recherche de synergie.

Recommandations

Pour promouvoir un développement durable et permettre au pays de contribuer davantage à celui de l'environnement mondial, l'intégration des secteurs d'intervention des AME dans les politiques, stratégies, plans, programmes et projets nationaux s'avère indispensable.

Par ailleurs, le Gouvernement devra élaborer des politiques, des lois et des réglementations appropriées ou les actualiser puis renforcer les institutions dans la prise de décisions, la surveillance et l'évaluation ainsi que l'application effective des mesures.

INTRODUCTION

1. Contexte

Le processus d'élaboration de la stratégie nationale pour la création et le renforcement des capacités en vue de mieux gérer les ressources naturelles et l'environnement du pays et contribuer à une gestion durable de l'environnement mondial, dans le cadre de l'exécution du *Projet Auto évaluation des Capacités Nationales à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement au niveau Mondial et National (ANCR) au Togo*, se poursuit avec l'évaluation approfondie des besoins sectoriels et intersectoriels. Cette phase intervient après le bilan de la mise en œuvre des Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME), principalement des trois (03) Conventions de Rio, et des programmes et projets relatifs aux questions de l'eau, de la pollution et de l'assainissement. Les trois (03) Conventions de Rio, faut-il le rappeler, sont les Conventions des Nations Unies sur les Changements climatiques, la Diversité Biologique et sur la Lutte contre la Désertification.

Pendant la réalisation du bilan, un travail préliminaire sur l'identification des besoins a été entamé. Cette identification des besoins est consécutive aux nombreuses lacunes, faiblesses et contraintes qui ont été relevées dans le cadre du bilan. Grâce à cet état des lieux, le pays connaît désormais ses capacités de gestion de l'environnement de façon globale, et particulièrement sa gestion des conventions dont celles de Rio.

Le bilan a permis de relever des contraintes et faiblesses, ainsi que des forces et atouts dans la mise en œuvre des trois conventions de Rio et des programmes et projets en matière de l'eau, pollutions et assainissement. Ce travail a balisé la voie à la présente étude qui réalise un profil thématique pour chacun des quatre domaines ci-dessus cités, et une analyse intersectorielle, afin de permettre aux représentants des institutions publiques, privées, des ONG et de la Société civile impliquées dans le processus de dégager les priorités nationales en matière de besoins et de capacités à renforcer.

L'étude s'appuiera fortement sur les résultats du bilan sur les quatre thématiques.

2. Objectifs de l'étude

L'étude vise un double objectif. Il s'agit de faire :

- une évaluation approfondie des besoins nationaux et des possibilités en matière de renforcement de capacités pour chacun des quatre (04) domaines couverts par l'étude sur le bilan de situation, et ;
- une analyse intersectorielle des thématiques sur la Diversité biologique, les Changements climatiques, la Désertification et dégradation des sols, l'eau, pollution et assainissement, pour en dégager les liens et synergies dans la mise en œuvre des AME

Les objectifs spécifiques sont :

- ***pour l'évaluation sectorielle***
 - dégager une compréhension claire des obligations au titre de chacune des conventions et identifier les possibilités offertes au pays ;
 - examiner ce qui a été fait par le pays pour répondre à ses obligations et tirer profit des possibilités offertes par les conventions ;
 - évaluer la performance du pays en termes de forces et contraintes pour répondre à ses obligations et tirer profit de sa participation à la mise en œuvre des AME ;

- identifier les besoins ainsi que les possibilités prioritaires de renforcement de capacités dans les domaines : Changements climatiques, Diversité Biologique, Désertification et les questions de l'eau, y compris les pollutions et l'assainissement, au plan individuel, institutionnel et systémique, et ;
- dégager les conclusions essentielles pour l'étude.
- ***pour l'analyse intersectorielle***
 - identifier et analyser les forces, les contraintes et les besoins prioritaires en matière de renforcement de capacités intersectorielles ainsi que les possibilités prioritaires en matière de liens et de synergies ;
 - établir une liste de possibilités prioritaires en matière de liens et de synergies dans la mise en œuvre des AME et dans la gestion de l'environnement mondial et national visant un développement durable ;
 - établir une liste préliminaire des actions possibles de renforcement de capacités nécessaires pour répondre aux besoins intersectoriels prioritaires ;
 - préciser la manière d'intégrer au mieux les secteurs d'intervention des AME dans les politiques, stratégies, plans, programmes et projets nationaux ;
 - dégager les conclusions essentielles pour l'étude.

3. Résultat attendu

Le résultat attendu est la production du document d'analyse approfondie des besoins nationaux en renforcement de capacités sectorielles et intersectorielles au triple plan individuel, institutionnel et systémique.

Le document doit également prendre en compte les possibilités et la nécessité d'intégrer et de promouvoir les aspects relatifs au genre en accordant une attention particulière aux différences qui existent entre l'homme et la femme en ce qui concerne les opportunités des AME au Togo et la mise en œuvre des programmes et projets relatifs à l'eau, aux pollutions et à l'assainissement.

4. Rappel du concept « renforcement des capacités »

Selon le FEM et le PNUD, *le renforcement des capacités* est l'ensemble des « mesures prises pour accroître la capacité des individus, des institutions et des systèmes, à prendre et à appliquer des décisions, et à remplir leurs fonctions de façon efficace, efficiente et viable ».

Au plan *individuel*, le renforcement des capacités désigne le processus de changement des mentalités et des comportements, le plus souvent au moyen d'une formation pour faire acquérir des connaissances et améliorer les compétences, ou de l'apprentissage par la pratique, la participation, l'adhésion active à l'action menée et les processus qui permettent d'améliorer la performance grâce à des changements dans la gestion, la motivation, le moral, et les niveaux de responsabilité.

Au plan *institutionnel*, le renforcement des capacités est axé sur la performance de l'organisme dans son ensemble, sur ses moyens de fonctionnement, et sur sa faculté d'adaptation. Il vise à consolider l'institution en tant que système intégré incluant les individus et les groupes qui la constituent aussi bien que ses relations avec le monde extérieur. Outre les améliorations matérielles comme celles concernant l'infrastructure, le renforcement des capacités vise à clarifier les missions, les structures, les responsabilités et les filières hiérarchiques, les changements de procédures et de communication, et le redéploiement des ressources humaines.

Au plan *systémique*, le renforcement des capacités consiste à créer des « environnements propices » dans lesquels les individus et les institutions travaillent, ce qui englobe le cadre général d'intervention, le cadre économique et réglementaire, et les mécanismes incitant à une gestion responsable.

On entend par « *liens* » les rapports entre les thèmes et les questions traités par les AME, les mécanismes formels et informels de coordination des programmes et activités qui sont liés.

Les *synergies* sont les impacts positifs amplifiés découlant de la coordination ou de l'établissement de liens dans la mise en œuvre d'un ou de plusieurs AME.

5. Méthodologie

5.1 Approche méthodologique

L'approche méthodologique a été celle suivie lors de la réalisation des études sur le bilan de mise en œuvre des AME. Elle a été complétée par des interviews réalisées auprès de quelques personnes ressources, principalement des enseignants-chercheurs de l'Université de Lomé.

5.2 Au niveau des études thématiques

L'approche méthodologique adoptée découle des objectifs des études thématiques qui a consisté à faire le bilan de la mise en œuvre de la CDB, de la CCNUCC, de la CCD et des instruments juridiques relatifs à l'eau, l'assainissement et la pollution et d'identifier les besoins en renforcement de capacités.

Elle a eu recours au guide méthodologique d'élaboration des rapports d'autoévaluation des capacités à renforcer proposé par le FEM en 2001. L'utilisation de la Matrice SWOT suggérée par le FEM offre les outils permettant d'identifier les opportunités, les forces, les faiblesses et les menaces en relation avec la mise en œuvre des AME sus mentionnés afin de proposer les actions à mener au niveau national.

5.2.1 Principales étapes de la démarche

➤ Étape 1 : Réunions techniques avec le Coordonnateur National et le Directeur National du projet

La séance d'échange qui visait l'harmonisation de la compréhension des TDR par toutes les parties, a donné l'occasion au Directeur National du projet et au Coordinateur National de s'assurer que les consultants ont compris leur mission et leur mandat respectifs.

Deux autres séances de travail avec le Coordonnateur National ont permis de préparer la mission d'enquête devant couvrir toute l'étendue du territoire national.

➤ Étape 2 : La revue documentaire

Elle a porté essentiellement sur la documentation existante que l'équipe de consultants a pu consulter au niveau du centre de documentation du METRF et des structures intervenant dans la gestion de la diversité biologique, de la problématique des changements climatiques, de la désertification et de la dégradation des sols et, de l'eau, de l'assainissement et de la pollution ainsi que sur les sites web des secrétariats des différents AME concernés. Nombre de documents étaient non seulement en format dur mais également formats électroniques rendant facile le traitement de certaines informations.

➤ **Etape 3 : Les enquêtes et interviews**

Deux sorties de terrain ont été menées par l'ensemble des consultants afin de collecter les informations complémentaires à celles de la documentation.

La première du 11 au 16 juin 2007, a porté sur les Régions septentrionales du pays : la Région Centrale, la Région de la Kara et la Région des Savanes. Elle était consacrée essentiellement aux échanges et interviews avec les responsables des structures locales concernées, notamment les directeurs régionaux et préfectoraux, agents techniques des services déconcentrés, responsables d'ONG et Associations, quelques écogardes des aires protégées : Parc Oti-Kéran.

La deuxième sortie de terrain a eu lieu du 25 au 27 juin 2007. Elle a permis de procéder à des échanges avec responsables de la structure locale des régions des plateaux et maritime.

L'objectif de cette approche est de collecter auprès des différents intervenants des informations sur les actions/activités entreprises, les parties prenantes/partenaires nationaux et internationaux, les atouts, les forces, les faiblesses, les menaces, les contraintes, les perspectives, les opportunités, les leçons tirées et les besoins en renforcement de capacités.

Cette approche a visé également à préparer les acteurs en vue de leur participation au processus de l'ANCR au Togo et à celui de sa mise en œuvre.

Pour l'efficacité de l'enquête, les consultants se sont organisés en équipe pour effectuer leurs déplacements vers les structures ciblées.

Ainsi, soixante-douze (72) institutions concernées par les sujets ont été approchées au cours des sorties de terrain :

- les directions techniques centrales et décentralisées ayant en charge la gestion de l'environnement et des ressources forestières, des ressources en eau, de l'énergie, de la zone côtière, des industries, de l'agriculture, de l'économie et du développement, des finances, de l'éducation et de la recherche, sciences et technologie et des travaux publics ;
- dix-sept (17) ONG.

Quant à l'enquête dans la ville de Lomé, la capitale du pays, elle a ciblé vingt-sept institutions dont sept (07) ONG et les Points Focaux des principaux AME.

Les acteurs qui ont pris part au processus d'échange et de collecte des informations ont exprimé leur intérêt pour les actions entreprises en vue de l'autoévaluation des capacités à renforcer.

➤ **Etape 4 : Dépouillement, analyse et interprétation**

Le dépouillement a permis de faire des recoupements et de regrouper les informations par composantes.

L'analyse des résultats du dépouillement des questionnaires, des entretiens et des informations recueillies au niveau de la documentation a permis de faire l'état des lieux de la mise en œuvre des trois conventions de Rio et de la thématique eau, assainissement et pollution.

➤ **Etape 5 : Hiérarchisation des besoins en matière de capacités à renforcer**

L'exercice de hiérarchisation des besoins et par voie de conséquence des actions correspondantes, a été réalisé selon la méthodologie recommandée par le FEM dans son guide d'élaboration de l'ANCR.

Pour définir les besoins prioritaires en RC, le Guide de l'ANCR (FEM, 2001) suggère d'appliquer une « matrice de hiérarchisation » basée sur des critères simples au regard desquels les divers enjeux sont évalués et classés par ordre d'importance. A cet effet, les cinq (5) critères retenus sont les suivants :

1) Besoin

Il s'agit du besoin en renforcement de capacités identifié par rapport aux lacunes et faiblesses de la mise en œuvre des AME.

2) Groupes cibles

Ce sont les groupes d'acteurs intervenant dans le processus de mise en œuvre des AME retenus :

- **G1** : Groupe des administrations et organismes institutionnels ;
- **G2** : Groupe des institutions de formation et de recherche ;
- **G3** : Groupe des entreprises/sociétés (secteur privé) ;
- **G4** : Groupe des collectivités locales ;
- **G5** : Groupe des structures de la société civile ; et
- **TG** : Tous les Groupes d'acteurs.

3) Echelle géographique du besoin

Il s'agit d'estimer l'échelle géographique du besoin en renforcement des capacités. Cela permet d'examiner l'équilibre de répartition des efforts de renforcement de capacités aux différents niveaux du territoire national ou international/global. L'échelle des besoins peut-être locale, régionale, nationale ou international/globale.

4) Aptitude/capacité à satisfaire le besoin en renforcement de capacité

Il s'agit ici d'estimer l'aptitude du pays à satisfaire le besoin en renforcement de capacité identifié. Ce niveau peut être faible (bas), moyen ou élevé.

5) Degré d'importance ou ordre de priorité

Au sujet de ce critère, le Guide de l'ANCR suggère de classer chaque besoin en renforcement de capacité sur une échelle de 1 à 5 : 1 correspond au(x) problème(s) le(s) plus grave(s).

Dans les cas de la présente étude et dans le souci de faciliter et de simplifier l'évaluation, trois niveaux décroissants de priorité ont été retenus..

- **P1** : grande priorité : besoin indispensable plus urgent ;
- **P2** : moyenne priorité : besoin indispensable moins urgent ;
- **P3** : faible priorité : besoin indispensable pas urgent.

Les résultats de l'application de cette méthodologie sont complétés par les conclusions du jugement d'expert, surtout dans la détermination de l'échelle géographique du besoin en renforcement de capacité et des actions à mener.

5.3 Au niveau de l'évaluation des besoins nationaux en matière de renforcement des capacités

L'approche méthodologique a fait essentiellement recours à :

- la revue des rapports des études thématiques portant sur les changements climatiques, la diversité biologique, la désertification et la dégradation des sols et l'eau, l'assainissement et la pollution ;
- la lecture du rapport synthèse sur le bilan de la mise en œuvre des Accords Multilatéraux sur l'Environnement au Togo ;
- certaines dispositions des conventions ;
- des interviews additionnelles pour compléter les informations existantes.

5.4 Ateliers régionaux et national

La participation des parties prenantes au processus s'est poursuivie au moyen de cinq (5) ateliers régionaux (dans les chefs-lieux des cinq (05) Régions Economiques) et d'un (1) atelier national à Lomé.

Les ateliers régionaux ont réuni deux cent vingt sept (227) représentants des groupes socioprofessionnels du pays et particulièrement les acteurs intervenant dans les domaines de gestion de la diversité biologique, des changements climatiques, de la désertification et de la dégradation des sols, et de l'eau, de l'assainissement et de la pollution.

L'occasion a été offerte aux parties prenantes de :

- prendre connaissance de l'état des lieux qui est fait en matière de préservation de la diversité biologique, de problématique des changements climatique, de lutte contre la désertification et des questions d'eau, pollutions et assainissement ;
- réfléchir sur le concept de besoins en renforcement de capacités : processus d'identification et de hiérarchisation ;
- valider les informations recueillies et les conclusions de l'étude.

L'atelier national a permis aux représentants des institutions et aux acteurs clés de vérifier la prise en compte des préoccupations de toutes les parties prenantes et de procéder à la validation du rapport final de l'évaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités au Togo.

6. Structuration du rapport

A l'issue de ce processus, les informations recueillies ont permis d'élaborer le présent rapport structuré en trois (03) parties :

- rappel sur l'état des lieux des principaux problèmes environnementaux du pays ;
- évaluation des besoins sectoriels en matière de renforcement de capacités ;
- évaluation des besoins intersectoriels en matière de renforcement de capacités.

I- RAPPEL SUR L'ETAT DES LIEUX DES PRINCIPAUX PROBLEMES ENVIRONNEMENTAUX DU PAYS

Les problèmes environnementaux du pays sont influencés, entre autres, par la situation géographique, les conditions géologiques, climatiques et socio-économiques. Pays d'Afrique de l'Ouest, le Togo est situé sur la côte du Golfe du Bénin. Il a une superficie de 56.600 km² et est limité au sud par l'Océan Atlantique, au nord par le Burkina Faso, à l'est par le Bénin et à l'ouest par le Ghana. Localisé entre le 6° et le 11° degré de latitude nord et entre 0 et 2 degrés de longitude est, le pays s'étend du nord au sud sur 660 km, d'est à ouest sur 50 km au niveau de la côte. Son relief est peu accidenté, excepté la chaîne de l'Atakora qui traverse en écharpe le pays du sud-ouest au nord-est, avec des sommets parfois de plus de 900 m dans la partie méridionale de la chaîne. Des pénéplaines d'altitude variant entre 100 et 400 mètres se distinguent au nord, au centre et au sud du pays.

Le Togo appartient à la zone intertropicale au climat chaud et humide marqué par deux principaux courants éoliens. Il s'agit de la mousson en provenance du Sud-ouest porteuse de pluie, et des alizés (harmattan) en provenance du Nord-est qui soufflent en grande saison sèche. Il jouit d'un climat intertropical qui varie sensiblement des régions méridionales¹ aux régions septentrionales².

Au plan des ressources en eaux, le Togo est subdivisé en trois grands bassins : le bassin de l'Oti, dans la partie septentrionale du pays, couvre 47,3% du territoire ; le bassin du Mono occupe le tiers central et représente 37,5% du territoire ; le bassin côtier dans la partie méridionale du pays couvre une 14,3% du territoire avec un régime équatorial de transition en relation avec celui des pluies : deux saisons sèches alternant avec deux saisons de pluie.

La population togolaise est estimée à 5.637.000 habitants en 2006³ avec une densité moyenne de 99 habitants au km². L'agriculture représente 42% du PIB et emploie environ 70% de la population active.

Le Togo est subdivisé en cinq régions économiques et compte 30 préfectures et 4 sous-préfectures. Chaque préfecture est composée d'une commune urbaine et de plusieurs communes rurales. Ce sont des collectivités décentralisées dotées de personnalité morale et d'autonomie financière.

Au niveau environnemental, la volonté des autorités de développer des outils appropriés de gestion de l'environnement s'est traduite par :

- la création du Ministère en charge de l'Environnement ;
- l'adoption de la politique nationale de l'environnement ;
- l'adhésion à plusieurs AME ;
- l'élaboration du PNAE et des plans, stratégies et programmes sectoriels.

Malgré les nombreux efforts réalisés par le Togo, les problèmes environnementaux restent cruciaux. Dans le cadre du processus d'élaboration du PNAE, un diagnostic approfondi des problèmes a été fait. Afin de mieux situer l'évaluation des besoins en renforcement de capacités dans le cadre de la mise en œuvre des AME au Togo, il s'est avéré judicieux de rappeler ces problèmes en reprenant le tableau de synthèse des problèmes majeurs en matière d'environnement (Tableau 1).

Les principaux problèmes sont :

¹ Caractérisé par deux saisons sèches et deux saisons pluvieuses

² Caractérisé par une saison sèche et une saison pluvieuse.

³ Direction de la Statistique, de l'Information et de la Documentation

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

- la déforestation/ le déboisement et la dégradation de la couverture végétale ;
- la dégradation des sols/le déclin de la fertilité ;
- la dégradation des aires protégées et de la faune ;
- l'envasement des cours d'eau et des lagunes, la contamination et la dégradation de la qualité des eaux douces ;
- la dégradation des ressources du littoral ;
- la dégradation du cadre de vie.

Outre l'identification des causes, une hiérarchisation des priorités a été proposée.

Tableau 1 : Synthèse des problèmes environnementaux majeurs

Problème environnemental	Causes directes	Causes indirectes	Conséquences	Priorités par région
Déforestation/ Déboisement et dégradation de la couverture végétale	<ol style="list-style-type: none"> 1. Extension des cultures de rentes 2. Techniques agricoles inadaptées 3. Surexploitation forestière 4. Exploitation incontrôlée du bois énergie 5. Feux de brousse 6. Récolte incontrôlée de bois et de plantes médicinales 7. Braconnage et chasse 8. Surpâturage 9. Organisation institutionnelle et juridique insuffisante et peu performante 10. Elevage traditionnel (divagation des animaux) 11. Sécheresse 12. Inondations 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pression démographique 2. Pauvreté 3. Migration d'une zone rurale à une autre 4. Inefficacité de la lutte contre les feux de brousse 5. Régimes fonciers inadéquats 6. Absence d'alternative au bois énergie 7. Politique de prix des produits combustibles inadéquate 8. Mauvaise appréciation de la diversité biologique 9. Système de crédit insuffisant 10. Transhumance 11. absence de valorisation de la filière bois énergie 12. faible utilisation des énergies alternatives 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Dégradation des écosystèmes vulnérables 2. Raréfaction de certaines espèces végétales 3. Diminution de la couverture forestière 4. Perte d'habitat et de biodiversité 5. Erosion des sols 6. Réduction de disponibilité du bois de feu et d'œuvre 7. Réduction de disponibilité des produits forestiers 8. Augmentation du temps de travail des femmes 9. Dégradation et érosion des sols 10. Changements dans les régimes hydrologiques 11. Dégradation des pâturages 12. Réduction de la productivité de l'élevage 13. Perturbations climatiques 	Elevée pour les Plateaux ouest et Centrale

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Problème environnemental	Causes directes	Causes indirectes	Conséquences	Priorités par région
Dégradation des sols/ déclin de fertilité	<ol style="list-style-type: none"> 1. Extension des cultures de rente 2. Déboisement 3. Feux de brousse 4. Surpâturage 5. Méthodes de conservation des sols inexistantes ou inadaptées 6. Pression démographique (littoral, Plateaux ouest, Kara est) 7. Manque d'entretien du dispositif anti-érosif traditionnel (mont Kabyè) 8. Durée de jachère plus courte dans les systèmes de culture itinérante 9. Méthodes culturales inadaptées 10. Faible intégration agriculture-élevage-forêt 11. Gestion inadéquate des terres 12. Recherches et exploitations minières 13. Surexploitation des terres 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pauvreté 2. Politiques macro-économiques et de développement non appropriées 3. Problème foncier 4. Fourniture insuffisante et usage non judicieux d'intrants chimiques 5. Prix des intrants et des productions agricoles 6. Absence de système de crédit 7. Contrôle inadéquat des feux de brousse 8. Techniques de gestion de l'élevage inadéquates 9. Insuffisance/absence des paquets technologiques efficaces et bon marché 10. Techniques de construction non appropriées pour les ouvrages de génie civil 11. Réinstallation des populations migratrices 12. Organisation institutionnelle et juridique insuffisante et peu performante 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pertes de productivité à l'exploitation 2. Réduction de l'infiltration des eaux, intensification du ruissellement 3. Lessivage excessif 4. Envasement des rivières et réservoirs 5. Pertes de matières organiques et de terres arables 6. Dégradation des pâturages 7. Pertes du couvert végétal 8. Dégradation des écosystèmes vulnérables 9. Paupérisation 10. exode rurale 	Elevée pour Maritime Est Plateaux, Kara Est et Savanes

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Problème environnemental	Causes directes	Causes indirectes	Conséquences	Priorités par région
Dégradation des aires protégées et de la faune	<ol style="list-style-type: none"> 1. Feux de brousse 2. Recherche de terres fertiles 3. Surexploitation des ressources forestières 4. Mauvaise planification de l'utilisation des Terres 5. Chasse et braconnage 6. Indifférence envers les droits fonciers des communautés locales 7. Marginalisation des communautés locales dans les activités de planification et de gestion des aires protégées 8. Insuffisance de débouchés économiques 9. Ouvrages de génie civil 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pression démographique 2. Migration d'une zone rurale à une autre 3. Contrôle inefficace des feux de brousse 4. Régimes fonciers inadéquats 5. Orientation politique non appropriée 6. Absence de solutions alternatives écologiquement viables 7. Pauvreté 8. Crise socio-politique 9. Organisation institutionnelle et juridique insuffisante et peu performante 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pertes d'habitat et de biodiversité 2. Perte de revenus touristiques 3. Raréfaction des espèces 4. Disparition d'écosystèmes fragiles 5. Conflits entre populations déplacées et autochtones 6. Paupérisation 	Elevée pour toutes régions

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Problème environnemental	Causes directes	Causes indirectes	Conséquences	Priorités par région
Envasement des cours d'eau et des lagunes, contamination et dégradation de la qualité des eaux douces	<ol style="list-style-type: none"> Dégradation des forêts naturelles, des forêts galeries et ripicoles Surexploitation des formations aquifères Réduction de l'infiltration de l'eau Décharge non contrôlée des effluents urbains et industriels Pratiques agricoles inadaptées Insuffisance d'infrastructures d'assainissement Absence d'installations de traitement des eaux usées Mauvaise gestion des excréta humains et animaux Ruissellement d'eau vaseuse des bassins versants Utilisation inappropriée des engrais et des pesticides Divagation des animaux Erosion des sols Feux de brousse Organisation institutionnelle et juridique insuffisante et peu performante Exploitation des rives et lits des cours d'eau 	<ol style="list-style-type: none"> Notion de biens gratuits (accès libre à l'eau) Manque de fonds pour développer l'exploitation des formations aquifères plus lointaines Pression démographique Pauvreté Ignorance des principes fondamentaux d'hygiène Insuffisance du cadre juridique et manque d'application de la réglementation sur la lutte contre la pollution Insuffisance de connaissance du milieu et d'informations sur les problèmes de contamination 	<ol style="list-style-type: none"> Développement de maladies liées à l'eau avec des taux de morbidité et de mortalité élevés Abaissment de la productivité de la main d'œuvre Coûts supplémentaires accrus pour l'approvisionnement en eau potable Accroissement du temps de travail des femmes Salinisation des eaux douces Epuisement des ressources en eau autour de Lomé Eutrophisation de certains cours d'eau et de la lagune Apparition des jacinthes d'eau et des laitues d'eau (cas du système lagunaire) Changements dans l'habitat de la faune aquatique Perte de biodiversité Réduction du potentiel halieutique Dégradation d'écosystèmes fragiles Paupérisation 	Elevée pour toutes régions

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Problème environnemental	Causes directes	Causes indirectes	Conséquences	Priorités par région
Dégradation des ressources du littoral	<ol style="list-style-type: none"> 1. Construction du port de Lomé 2. Construction du barrage d'Akossombo 3. Construction du barrage de Nangbéto 4. Développement d'activités industrielles polluantes 5. Décharge non contrôlée des résidus et effluents urbains et industriels et eaux usées brutes 6. Délestage et dégazage des bateaux en mer 7. Régulation du débit du fleuve Mono par la construction du barrage de Nangbéto 8. Ensablement de l'embouchure du Lac Togo 9. Exploitation anarchique des plages 10. Déversement dans l'océan des effluents issus du traitement humide des phosphates 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Absence / inefficacité des mécanismes réglementaires et de leur application 2. Absence d'EIE adéquates 3. Manque de mitigation adéquate 4. Organisation institutionnelle et juridique insuffisante et peu performante 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Erosion du littoral 2. Perte de terres 3. Destruction des infrastructures et de la propriété privée 4. Destruction des bancs de sable et des plages 5. Sites touristiques menacés 6. Perte de revenus touristiques 7. Contamination du littoral et de la lagune 8. Eutrophisation de la lagune 9. Dégradation de l'écosystème marin 10. Réduction des ressources halieutiques 11. Dulcification des eaux en aval du fleuve Mono et de la lagune 12. Perte des revenus liés à la pêche 13. Surexploitation des bois des mangroves 14. Perte de la diversité biologique 15. Paupérisation 16. Réduction des superficies et dégradation d'espèce de mangrove 	Elevée pour la région Maritime

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Problème environnemental	Causes directes	Causes indirectes	Conséquences	Priorités par région
Dégradation du cadre de vie	<ol style="list-style-type: none"> 1. Planification urbaine non respectée 2. Urbanisation accélérée 3. Pollutions industrielles et minières 4. Pollutions industrielles par les déchets solides et dangereux 5. Mauvaise gestion des ordures ménagères et des déchets liquides 6. Mauvaise gestion des eaux pluviales et des eaux vannes 7. Emission de véhicules 8. Ignorance des principes fondamentaux d'hygiène 9. Absence de système efficace d'enlèvement et d'évacuation des ordures 10. Utilisation abusive des pesticides 11. Déversement non contrôlé des déchets urbains et industriels, des effluents et des matières brutes 12. Non application de la réglementation antipollution 13. Organisation institutionnelle et juridique insuffisante et peu performante 14. Divagation des animaux 15. Difficulté de la maîtrise de l'eau 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pression démographique, pauvreté et migration 2. Débouchés économiques concentrés à Lomé 3. Politique sur les droits d'importation non incitative pour lutter contre la pollution 4. Pauvreté 5. Surpeuplement 6. Manque de sensibilisation et d'éducation 7. Sous-estimation du rôle de la femme 8. Manque de compréhension du milieu et d'informations sur les problèmes 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Santé des populations menacée 2. Promiscuité 3. Taux de morbidité élevé 4. Diminution des capacités physiques de la main d'œuvre 5. Paupérisation 6. Contamination de l'air, de l'eau et des sols 7. Obstruction de la lagune, de la plage et des terrains vagues 8. Pollution marine 9. Dégradation des sites 10. Pertes d'agrément des paysages 	<p>Elevée pour toutes les régions mais la pollution industrielle est plus concentrée dans la zone côtière</p>

II- EVALUATION DES BESOINS SECTORIELS EN MATIERE DE RENFORCEMENT DE CAPACITES

L'analyse des besoins sectoriels en matière de renforcement des capacités constitue une étape vers l'élaboration de la stratégie nationale de renforcement de capacité pour la mise en œuvre efficace des AME au Togo, particulièrement des Conventions sur la diversité biologique, les changements climatiques, la désertification et la dégradation des sols et les programmes et projets sur l'eau, l'assainissement et la pollution. L'évaluation des besoins ne peut être complète que si les exigences juridiques, les opportunités offertes par les AME et les insuffisances liées à leur mise en œuvre sont identifiées.

2.1 Rappel des principales obligations résultant des AME

Le Togo est Partie à plusieurs AME. Mais dans le cadre de la mise en œuvre du Projet ANCR, les études thématiques ont traité des domaines de la diversité biologique, des changements climatiques, de désertification et de dégradation des sols et de l'eau, d'assainissement et de la pollution. Ainsi, les principaux instruments juridiques analysés sont :

- la Convention sur la Diversité Biologique et instrument connexe ;
- la Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques et instrument connexe ;
- la Convention des Nations Unies pour la lutte contre la Désertification et la dégradation des sols ;
- les instruments juridiques internationaux relatifs à l'eau, à l'assainissement et à la pollution.

2.1.1 Obligations relatives à la diversité biologique

2.1.1.1 Exigences relatives à la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique

Les dispositions de l'Article premier déclinent les trois objectifs principaux de la Convention sur la Diversité Biologique (CDB)⁴ :

- la conservation de la biodiversité ;
- l'utilisation durable des éléments de la diversité biologique ;
- le partage juste et équitable des avantages découlant de l'exploitation des ressources génétiques.

Au niveau du champ d'application la CDB couvre l'ensemble de la diversité biologique. Il s'agit de la diversité, de la variété et de la fréquence du monde vivant sous toutes ses formes et à tous ses niveaux. La CDB considère les gènes, les espèces et les écosystèmes comme les éléments de la diversité biologique. Seuls les éléments de la diversité biologique situés dans les limites de la juridiction nationale à savoir le territoire, la mer territoriale, le plateau continental et la zone économique exclusive relèvent de la compétence de l'Etat Partie⁵.

⁴ Adoptée en 1992 à Rio.

⁵ Article 4 de la CDB.

Les dispositions des articles 5 à 19 de la CDB donnent le cadre de référence auquel chaque Etat Partie doit se conformer. Les principaux engagements sont :

- l'adoption des mesures en vue de la conservation et de l'utilisation durable ;
- l'identification et la surveillance ;
- la prise des mesures de conservation *in situ* et *ex situ* ;
- l'adoption des mesures d'utilisation durable des éléments constitutifs ;
- l'organisation de l'éducation et la sensibilisation du public en matière de diversité biologique ;
- la réalisation des études d'impact et l'application des mesures appropriées de réduction des effets nocifs des projets ;
- l'adoption des mécanismes d'accès aux ressources génétiques ;
- la promotion de l'accès à la technologie et du transfert de technologie ;
- le développement du mécanisme d'échange d'informations (CHM).

2.1.1.2 Obligations relatives à la prévention des risques biotechnologiques

Le Protocole de Cartagena sur la Prévention des risques Biotechnologiques adopté le 29 janvier 2000 à Montréal, a pour objectif de contribuer à assurer un degré adéquat de protection pour le transfert, la manipulation et l'utilisation sans danger des organismes vivants modifiés résultant de la biotechnologie moderne qui peuvent avoir des effets défavorables sur la conservation et l'utilisation durable de la diversité biologique, compte tenu également des risques pour la santé humaine, en mettant plus précisément l'accent sur les mouvements transfrontières⁶. Il est exigé de chaque Partie⁷ de prendre « les mesures juridiques, administratives et autres nécessaires et appropriées pour s'acquitter de ses obligations au titre du Protocole »⁸.

2.1.2 Obligations relatives aux Changements climatiques

2.1.2.1 Exigences résultant de la CCNUCC

La Convention Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC)⁹ est un instrument juridique international par lequel les parties contractantes manifestent leur volonté commune de réduire le réchauffement actuel de la planète en vue de parer aux effets néfastes des changements climatiques sur la composition, la résistance et la productivité des écosystèmes naturels ou aménagés, le fonctionnement des systèmes socio-économiques et le bien-être et la santé de l'homme.

La Convention sur les changements climatiques se fixe pour objectif « de stabiliser les concentrations des GES dans l'atmosphère à un niveau qui empêche toute perturbation anthropique du système climatique dans un délai suffisant afin que les écosystèmes puissent s'adapter naturellement aux changements climatiques, que la production alimentaire ne soit pas menacée et que le développement

⁶ Article 1er du Protocole de Cartagena.

⁷ Partie désigne ici tout Etat ou organisation qui a signé et ratifié le Protocole ou qui y adhère.

⁸ Article 2 du Protocole de Cartagena.

⁹ Adoptée en 1992 à Rio.

économique se poursuive de façon durable »¹⁰ à l'échelle de la planète tout entière. Cependant, elle ne précise ni le niveau auquel il faudra ramener les concentrations des GES dans l'atmosphère, ni de combien il faudra que les Parties contractantes réduisent leurs émissions, ni le délai dans lequel ces réductions doivent être faites.

Partant du principe de la responsabilité commune mais différenciée, la CCNUCC a prévu, en son article 4, des engagements généraux et spécifiques.

Les principaux engagements communs à toutes les Parties sont¹¹ :

- l'élaboration d'inventaires des émissions nationales de GES ;
- l'adoption de programmes et plans d'action nationaux de lutte contre les changements climatiques ; et
- la mise en place d'une coopération des Parties en matière de transfert de technologie, de recherche scientifique, de gestion des zones côtières, de riposte et d'adaptation à la sécheresse et à la désertification, de sensibilisation, d'éducation et de formation du public sur les changements climatiques.

Les engagements spécifiques concernent les pays de l'OCDE et ceux dont l'économie est en transition vers l'économie de marché. Spécifiquement, il s'agit des Etats Parties des Annexes I et II.

2.1.2.2 Obligations résultant du Protocole de Kyoto

Conformément à l'article 17 de la CCNUCC le Protocole de Kyoto a été adopté le 11 décembre 1997. L'objectif de réduction couvre six principaux GES (dioxyde de carbone, méthane, oxyde nitrique, hydrofluorocarbures, perfluorocarbones, hexafluorure de soufre).

En outre, le Protocole assigne les parties de l'Annexe I à réaliser des études scientifiques, à mettre en place des mesures destinées à réduire les répercussions, à faciliter l'adaptation aux changements climatiques (Parties non Annexe I) et à faire rapport sur ces mesures.

Le Protocole de Kyoto a prévu des mécanismes de flexibilité devant permettre aux Parties d'honorer leurs engagements, à travers un vaste marché de réduction et/ou d'élimination des émissions des GES.

2.1.3 Obligations relatives à la désertification et à la dégradation des sols

La Convention sur la lutte contre la désertification adoptée le 17 juin 1994 à Paris, a pour objectif de « lutter contre la désertification et atténuer les effets de la sécheresse dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, grâce à des mesures efficaces à tous les niveaux, appuyées par des arrangements internationaux de coopération et de programme Action 21, en vue de contribuer à l'instauration d'un développement durable dans les zones touchées »¹².

En adhérant à la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la Désertification (CCD), les Parties s'engagent à :

¹⁰ Article 2 de la CCNUCC,

¹¹ Article 4 de la CCNUCC

¹² Article 2 de la CCD.

- collaborer entre elles au moyen d'accords bilatéraux ou multilatéraux avec nécessité de coordonner leurs efforts et de mettre au point une stratégie à long terme à tous les niveaux ;
- adopter une approche intégrée visant les aspects physiques, biologiques et socio-économiques de la désertification et de la sécheresse,¹³ ;
- accorder la priorité voulue à la lutte contre la désertification et à l'atténuation de la sécheresse, à y consacrer des ressources suffisantes, à s'attaquer aux causes profondes de la désertification, à sensibiliser les populations en particulier les femmes et les jeunes avec l'appui des ONG et en renforçant selon qu'il convienne la législation pertinente¹⁴ ;
- accorder la priorité aux pays Parties d'Afrique touchés compte tenu de la situation qui y prévaut sans oublier ceux des autres régions ;
- encourager la coordination des activités menées et l'exécution des programmes communs afin d'en tirer meilleur profit ;
- élaborer des programmes d'action nationaux¹⁵. Les pays touchés coopèrent pour élaborer des programmes sous régionaux ou régionaux en vue d'harmoniser et de rendre plus efficace les programmes nationaux ;
- accorder en priorité un appui à l'élaboration et à la mise en œuvre technique et financière des programmes d'action nationaux, sous régionaux et régionaux des pays en développement touchés et en particulier ceux qui se trouvent en Afrique. (engagement spécifique aux pays développés Parties) ;
- collaborer avec les autres pour le transfert et la mise au point de technologie, la recherche-développement scientifique, la collecte et la diffusion d'informations dans le domaine de la désertification, la dégradation des terres et la sécheresse (engagement spécifique aux pays touchés Parties) ;
- promouvoir le renforcement des capacités des institutions et celles du public par la sensibilisation, l'éducation et la formation pour lutter contre la désertification et atténuer l'effet de la sécheresse ;
- ne ménager aucun effort, dans la mesure de leurs capacités, pour dégager des ressources financières en faveur des programmes de lutte contre la désertification et d'atténuation des effets de la sécheresse.

2.1.4 Obligations internationales relatives à l'eau, à l'assainissement et à la pollution

Les obligations internationales relatives à l'eau, à l'assainissement et à la pollution résultent de plusieurs accords internationaux régissant de façon sectorielle ces domaines. Les principaux instruments juridiques internationaux relatifs auxdits domaines auxquels le Togo est Partie sont :

- La Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles (Alger, 1968). L'article V de cette convention est consacré à l'eau. Le paragraphe 1 de cet article exige des Etats-Parties d'instituer des politiques de conservation, d'utilisation et de développement des eaux souterraines et superficielles et de garantir aux populations un approvisionnement suffisant et continu en eaux appropriées ;

¹³ Article 4 de la CCD

¹⁴ Article 5 de la CCD.

¹⁵ Articles 9 et 10 Articles 9 et 10

- La Convention relative aux zones humides d'importance internationale particulièrement comme habitats de la sauvagine (Ramsar, 1971) ;
- La Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin des zones côtières de la région de l'Afrique de l'Ouest et du Centre (WACAF, Abidjan, 1981). L'objectif de cette convention est de protéger le milieu marin, les zones côtières et les eaux intérieures relevant de la juridiction des Etats de l'Afrique de l'Ouest et du Centre ;
- La Convention de Stockholm sur les Polluants Organiques Persistants adoptée le 22 mai 2001 qui a pour objectif la protection de la santé humaine et de l'environnement contre les Polluants Organiques Persistants. Cette convention vise à inventorier les différents produits chimiques polluants organiques et à établir un Plan de réduction des polluants ;
- La Convention de Rotterdam (10 septembre 1998) sur la procédure de consentement préalable en connaissance de cause applicable à certains produits chimiques et pesticides dangereux qui font l'objet d'un commerce international. Elle engage les Etats Parties à demander et obtenir un consentement préalable des pays d'accueil avant le transport ou le stockage des produits chimiques dangereux destinés au commerce ou à d'autres fins ;
- La Convention de Bâle sur le Contrôle des mouvements transfrontières de déchets dangereux et de leur élimination. Le but général de la Convention est de protéger la santé humaine et l'environnement contre les effets nuisibles qui peuvent résulter de la production, des mouvements transfrontières et de la gestion des déchets dangereux et des autres déchets.
- Le Protocole de Bâle sur la responsabilité et l'indemnisation en cas de dommages résultant des mouvements transfrontières et de l'élimination de déchets dangereux. Il engage les Parties contractantes à accepter de coopérer dans l'optique d'adopter des règles et procédures dans le domaine de la responsabilité et de l'indemnisation des dommages causés lors des mouvements transfrontières et l'élimination des déchets dangereux et des autres déchets ;
- La Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer des déchets dangereux et le contrôle de leurs mouvements transfrontières en Afrique. Elle régit l'interdiction d'importer des déchets dangereux et le contrôle de leurs mouvements transfrontières en Afrique.
- La Convention portant statut du fleuve Volta et création de l'Autorité du Bassin de la Volta (ABV), signée le 19 janvier 2007. Elle vise à promouvoir le renforcement de la concertation entre les pays riverains, la coordination efficace des actions de développement, la gestion durable et l'accroissement des ressources en eau et des écosystèmes connexes vitaux dans le bassin de la Volta ;
- La Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone de 1985 qui vise à éliminer totalement les substances qui appauvrissent la couche d'ozone (SAO) et les remplacer par les substances nouvelles non dangereuses pour l'ozone.

2.2 Principaux efforts réalisés dans le cadre de la mise en œuvre des AME

En adhérant aux AME, le Togo a l'obligation d'entreprendre des actions qui concourent à la mise en œuvre de ceux-ci tant aux plans politique, juridique que technique. Le tableau 2 résume les principaux efforts réalisés par le Togo.

Tableau 2 : Principaux efforts réalisés par le Togo

Thématiques Aspects	Diversité Biologique	Changements Climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollution
Politique	1. Politique Nationale de l'Environnement 2. Plan National d'Action pour l'Environnement			
	1. Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique 2. Cadre National de Biosécurité	1. Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC	1. Programme d'action National de lutte contre la Désertification (PAN) 2. Stratégie Nationale et Programme d'action dans le sous secteur des énergies traditionnelles	1. Document du Plan Stratégique de Mise en œuvre de la Politique Nationale d'Hygiène et d'Assainissement au Togo. 2. Document des Politiques nationales de l'eau et de l'assainissement 3. Plan national de mise en œuvre de la convention de Stockholm sur les POPs ; 4. Stratégie nationale du logement 5. Politique nationale en matière d'approvisionnement en eau potable et assainissement en milieu rural et semi-urbain ; 6. Document de la Politique nationale de gestion intégrée des ressources en eau (GIRE) ; 7. Plan national de mise en œuvre de la convention de Stockholm ; 8. Plan national de gestion des produits chimiques 9. Schéma directeur d'assainissement de la ville de Lomé
Juridique	1. Loi N° 88-14 u 3 novembre 1988 portant code de l'environnement 2. Loi n° 96-007/PR du 3 juillet 1996, relative à la protection des végétaux 3. Loi-cadre sur l'environnement 4. Code forestier 5. Décret N°2006-058/PR du 05 juillet 2006 fixant la liste des travaux, activités et documents de planification soumis à étude d'impact sur l'environnement (EIE) et les arrêtés d'application. 6. Décret du 5 février 1938 "portant organisation du régime forestier du territoire togolais ".			

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Thématiques Aspects	Diversité Biologique	Changements Climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollution
	<ol style="list-style-type: none"> Décret n° 2003-237/PR du 26 septembre 2003 relatif à la mise en place d'un cadre normalisé de gestion des aires protégées Arrêté n° 005 /METRF/CAB/SG/DF C du 21 mai 2004 portant composition des dossiers de requalification des aires protégées Arrêté n° 017/METRF/CAB du 13 Mai 2005 fixant les droits de circulation dans les aires protégées et les modalités de gestion. 	<ol style="list-style-type: none"> Loi N° 96-004/PR du 26 février 1996 portant code minier Loi N° 99-003 du 18 février 1999 portant code des hydrocarbures de la République Togolaise. 	<ol style="list-style-type: none"> Arrêté N° 13/METRF du 15/10/2001 portant organisation du contrôle de la circulation des produits et sous-produits forestiers et installation de postes de contrôle forestiers. Arrêté N° 0287/MISD du 13/12/2003 portant fixation de barrage de fouille de sécurité. Arrêté N°11/MERF/CAB du juillet 2006 portant réglementation de l'exportation et de la réexportation de bois de teck autres essences forestières Loi n° 96 -004 du 26 février 1996 portant Code Minier ; Arrêté N° 004/METRF du 26 avril 2004 portant création, attribution et fonctionnement du Comité National de Coordination et de Suivi de la lutte contre la désertification ; Arrêté N° 025/METRF/SG/DEF du 25/08/2005 portant réglementation de la délivrance des autorisations de dégagements et d'exécution des travaux sylvicoles par les Directeurs Régionaux de l'Environnement et des Ressources Forestières. 	<ol style="list-style-type: none"> Loi n° 96 -004 du 26 février 1996 portant Code Minier ; Code de la Santé Engagement vis-à-vis de la conférence des Nations Unies sur l'eau et l'environnement à Dublin ; Engagement régional en matière de Gestion Intégrée des Ressources en Eau (GIRE) au niveau de la CEDEAO

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Thématiques Aspects	Diversité Biologique	Changements Climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollution
Technique	<ol style="list-style-type: none"> 1. Inventaires fauniques, floristiques et des écosystèmes 2. Monographie de la Diversité Biologique 3. Etudes thématiques/Biosécurité 4. Rapports nationaux sur la Diversité Biologique 5. Rapport national sur l'environnement marin et côtier 6. Profil environnemental du littoral du Togo. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Inventaires des GES 2. Communication Nationale Initiale sur les Changements Climatiques 3. PANA (Plan d'Action National d'Adaptation aux changements climatiques 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Rapports nationaux de mise en œuvre de la CCD 2. rapport national sur l'environnement marin et côtier 3. profil environnemental du littoral du Togo 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Diagnostic de la Situation de l'Hygiène et de l'Assainissement au Togo 2. Revue du secteur urbain 3. Inventaire national initial des polychlorobiphényles et des équipements les contenant au Togo ; 4. Inventaire initial des pesticides POPs ; 5. Inventaire initial des substances inscrites à l'annexe C de la convention de Stockholm sur les polluants organiques persistants (Dioxines/furanes, PCB, HCB) ; 6. Evaluation de l'émission de Dioxines et Furanes ; 7. Rapport sur l'exposition de l'environnement et de l'Homme aux POPs ; 8. Profil chimique National ; 9. Etat des lieux des ressources en eau du Togo

2.3 Forces identifiées en matière de mise en œuvre des AME au Togo

L'évaluation sectorielle de la mise en œuvre des AME au Togo a permis d'identifier des forces résultant des prédispositions naturelles et des efforts du pays. Le tableau 3 résume les forces identifiées par thématique.

Tableau 3 : Forces

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
1. la dotation en équipements et renforcement institutionnel dans la gestion des SAO ; 2. la sensibilisation et la formation des acteurs sur les SAO ; 3. le renforcement des capacités nationales de gestion des SAO ;			
1. la richesse naturelle de la diversité biologique ; 2. l'existence du document de la monographie nationale de la diversité biologique ; 3. l'existence du document de la stratégie nationale de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique ; 4. l'existence du Cadre National de Biosécurité ; 5. la désignation des Points focaux (CDB, PC, CHM, BCH, Taxonomies) ;	1. la prise de conscience au plan national de l'évolution du climat et de ses effets sur les activités socio-économiques ; 2. prise de conscience de la nécessité de créer des structures de collectes de données dans tous les secteurs ; 3. l'instauration depuis 1977, par l'Etat, de la Journée de l'arbre célébrée tous les 1er juin et la promotion du reboisement ; 4. la promotion de par un grand nombre d'ONG ; 5. l'existence du système d'Information Energétique avec la publication annuelle du bilan énergétique (Direction Générale de l'Energie) ; 6. la désignation du Point focal et de l'AND de la CCNUCC ; et AND (Autorité Nationale Désigné du MDP)	1. la disponibilité des ressources naturelles : eau, sol, végétation et faune ; 2. l'existence de technologies applicables dans les systèmes de production et d'exploitation agricole et forestière durables ; 3. le niveau de scolarisation ; 4. l'existence d'une prise de conscience des pouvoirs publics du phénomène de désertification et une volonté politique qui se traduit par la mise en place de stratégies et plans d'action dans plusieurs domaines d'activités. 5. l'existence d'un cadre de concertation (comité national de coordination et de suivi de la lutte contre la désertification)	1. la disponibilité des ressources en eau ; 2. les possibilités de valorisation économique des ressources en eau ; 3. les institutions de coordination en matière de gestion de l'environnement, de l'eau et de l'assainissement et de la santé ; 4. les potentialités scientifiques et techniques existant dans le pays ; 5. l'existence des Schémas Directeurs d'Aménagement et d'Urbanisme pour les préfectures du pays dont les chefs-lieux sont des communes. 6. l'existence d'une structure de coordination Ozone

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
	<ul style="list-style-type: none"> 7. l'établissement d'une liste de critères d'évaluation et d'approbation des projets MDP ; 8. la élaboration d'une stratégie nationale de mise en œuvre de la CCNUCC ; 9. la création du Comité National sur les CC (CNCC) pour faciliter l'implication et la collaboration de tous les acteurs ; 10. la formation d'experts nationaux dans plusieurs domaines des CC ; 11. l'exécution du projet RAF visant l'amélioration des systèmes de collecte, de traitement, d'archivage et de diffusion des données ; 12. l'existence d'une base de données marégraphiques au Centre de Gestion Intégrée du Littoral et de l'Environnement (CGILE) ; 13. la participation régulière du Togo aux fora internationaux sur les CC ; 14. élaboration de PANA 		

2.4 Faiblesses dans la mise en œuvre des AME

Les contraintes et les faiblesses identifiées dans le processus d'évaluation sectorielle de la mise en œuvre des AME relatifs à la diversité biologique, aux changements climatiques, à la désertification et à la dégradation des sols, et à l'eau, à l'assainissement et à la pollution peuvent être regroupées en trois catégories. Les tableaux 4 ; 5 et 6 indiquent respectivement les faiblesses au plan systémique, institutionnel et individuel.

Tableau 4 : Faiblesses au plan systémique

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<ol style="list-style-type: none"> insuffisance de moyens financiers, humains et techniques pour la mise en œuvre de la stratégie nationale de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique, du PNGE et du Cadre National de Biosécurité ; non intégration des dispositions des AME relatifs à la diversité biologique dans le corpus juridique national ; absence d'indicateurs nationaux de biodiversité ; insuffisances des outils de gestion foncière : lacunes des textes et difficultés d'application des textes existants ; suspension des actions de réhabilitation des aires protégées inexistence d'un cadre juridique d'encadrement du domaine des savoirs traditionnels et des droits des communautés locales ; insuffisance des inventaires des ressources biologiques ; 	<ol style="list-style-type: none"> faibles capacités des décideurs politiques à appréhender le MDP en vue de saisir les opportunités qu'offre ledit mécanisme au pays ; faible appropriation de la problématique CC et du processus de mise en œuvre de la CCNUCC au niveau des institutions ; insuffisance de la documentation sur les CC en langue française ; faibles capacités techniques et matérielles à collecter, traiter, compiler, stocker et diffuser les données statistiques et les informations ; inadéquation des banques de données détenues par les services des statistiques, centres de documentation, etc. aux besoins en CC ; faible accessibilité/connaissance des modèles, des logiciels d'IGES et des manuels du GIEC. absence de modèle climatique régional ayant une résolution spatiale adéquate 	<ol style="list-style-type: none"> difficultés des populations à intégrer les préoccupations environnementales en générale et celles de lutte contre la désertification en particulier dans les pratiques quotidiennes, persistance de la pauvreté (62% de la population) et de la dégradation des conditions de vie, non maîtrise de la croissance démographique et la forte densité de population dans certaines zones, insécurité foncière. faible vulgarisation des textes réglementaires auprès du public et des institutions nationales, pratiques quotidiennes peu respectueuses de l'environnement ; baisse généralisée de l'aide au développement (due à la suspension de la coopération avec les principaux bailleurs de fonds) et le poids de la dette extérieure diminuant les ressources financières nationales disponibles pour appuyer un développement durable, 	<ol style="list-style-type: none"> insuffisance de textes réglementaires ; décentralisation non effective ; faible niveau d'accès à l'eau potable (34% en 2007, OMD) ; faible niveau d'accès aux infrastructures d'assainissement ; insuffisance dans le système de collecte des données ; appropriation insuffisante des ouvrages et équipements dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ; cadres de concertation inexistant ou peu performants ; faible capacité de mobilisation financière des collectivités locales et des ONG. quasi inexistence des laboratoires d'évaluation des diverses formes de pollution.

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
8. inexistence d'inventaire au niveau de la plupart taxons des règnes des Algues, des Invertébrés et des techniques et connaissances endogènes/savoirs traditionnels ; 9. absence d'un cadre juridique spécifique à la gestion du patrimoine génétique ; 10. insuffisance de la prise en compte à certains niveaux, de l'approche genre ;	pour l'élaboration des scénarii de CC à un horizon temporel donné. 8. absence de méthodes de collecte de données conforme aux besoins de la mise en œuvre de la CCNUCC ; 9. faible prise en compte des changements climatiques dans les politiques sectorielles ; 10. faibles capacités techniques et matérielles d'observation et de recherche en matière de CC.	8. insuffisances des ressources financières des ONG, des structures gouvernementales, des collectivités et l'inexistence de lignes budgétaires destinées au financement des actions locales de lutte contre la désertification au niveau des collectivités locales, 9. faible capacité de mobilisation des donateurs et bailleurs de fonds pour la lutte contre la désertification.	

Tableau 5 : Faiblesses au plan institutionnel

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
1. faible prise en compte des orientations de la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique et du Cadre national de Biosécurité par les décisions relatives aux aménagements institutionnels ; 2. non opérationnalisation des mécanismes d'enrichissement et de mise à jour des centres d'échange CHM et BCH ; 3. insuffisances des capacités des institutions sectorielles à	1. faible appréhension par les institutions des liens entre leurs missions et les CC ; 2. implication insuffisante des institutions techniques au processus de mise en œuvre de la CCNUCC ; 3. faible implication de certains acteurs clés (acteurs du secteur informel, médias, forces de sécurité et de l'ordre, industriels, ONG) ; 4. absence de systèmes de collecte, de stockage et d'archivage des données d'activités au plan régional et préfectoral ; 5. absence de Comités Locaux sur les CC devant assurer le lien entre la CNCC et les collectivités locale dans les deux sens (top - down & bottom - up) ; 6. faible représentation et participation du pays aux fora internationaux sur les CC ;	1. faible performance du cadre institutionnel : insuffisance des ressources humaines disponibles, des moyens financiers et matériels ; 2. faible capacité en moyens humains, matériels et financiers des ministères clés dans la lutte contre la désertification ; 3. difficultés de fonctionnement du Comité National de la CCD et des comités nationaux 4. insuffisance des actions de recyclage des cadres des ministères techniques dans le	1. faiblesse du cadre institutionnel de gestion intégrée de ressources en eau et d'approvisionnement en eau ; 2. multiplicité des intervenants dans le domaine de l'eau, de l'hygiène et de l'assainissement et manque de coordination entre les institutions ; 3. difficulté de fonctionnement des comités nationaux et interministériels ; 4. manque d'arrêtés d'application des décrets précisant les attributions des institutions/structures ; 5. faibles capacités des Directions Régionales et collectivités locales (Environnement, Eau,

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<p>intégrer les questions environnementales dans la planification et le cycle des programmes et projets ;</p> <p>4. non mise en place de certaines institutions prévues par le Cadre national de Biosécurité</p> <p>5. absence de textes portant organisation et attribution des directions techniques du ministère en charge de l'environnement</p>	<p>7. faible prise en compte des CC dans la prise de décision, dans l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et stratégies de développement ;</p> <p>8. faiblesse de synergie au niveau de la mise en œuvre des Conventions sur la désertification, la diversité biologique et sur les CC ;</p> <p>9. insuffisance de continuité dans le suivi des dossiers CC au niveau des institutions ;</p> <p>10. difficultés d'accès aux données d'activité et d'information auprès des structures de collecte ;</p> <p>11. faibles capacités des institutions publiques et privés et des ONG à saisir les opportunités qu'offrent la CCNUCC et le PK ;</p> <p>12. faible connaissance de la CCNUCC et du PK par les structures tant du secteur privé, des ONG que du secteur public ;</p> <p>13. faible prise en compte des changements climatiques dans le corpus juridique national ;</p> <p>14. faible contribution financière de l'Etat dans les projets CC ;</p> <p>15. manque de ressources financières pour le recyclage et la formation d'experts nationaux ;</p> <p>16. absence d'une structure spécialement chargée d'assurer la permanence des IGES.</p>	<p>domaine de la lutte contre la désertification,</p> <p>5. état embryonnaire de la recherche en matière de lutte contre la désertification,</p> <p>6. insuffisance de concertation entre les structures étatiques et les autres parties prenantes.</p> <p>7. faible opérationnalité des comités préfectoraux, cantonaux et villageois de gestion et de protection de l'environnement,</p> <p>8. faible intégration des préoccupations de lutte contre la désertification dans les politiques et stratégies sectorielles,</p> <p>9. insuffisance de dispositif de coordination et de suivi-évaluation des initiatives de lutte contre la désertification.</p> <p>10. faible opérationnalité des comités de gestion des feux de brousse</p>	<p>Assainissement...), personnel insuffisant, peu qualifié et moins motivé pour bien répondre aux missions qui leur sont assignées, et matériel élémentaire (machines à écrire, ordinateurs, véhicules...) inexistant.</p> <p>6. insuffisance dans le suivi de la qualité des eaux :</p> <ul style="list-style-type: none"> - très peu de laboratoires sont outillés pour cette mission ; - non publication des résultats d'analyses par la TdE ; - difficultés du laboratoire de l'Institut National d'Hygiène à effectuer des analyses de contrôle de l'eau distribuée par la TdE (insuffisance d'infrastructures et de réactifs),

Tableau 6 : Faiblesses au plan individuel

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
1. rareté d'experts qualifiés dans les domaines du droit de l'environnement et de la diversité biologique, de l'économie de l'environnement, de la politique et de la communication capables de relever les défis légaux et économiques pertinents pour la conservation de la diversité biologique et l'utilisation Durable de ses composantes.	1. non maîtrise par les experts nationaux des méthodologies et des bonnes pratiques en matière d'IGES ; 2. faibles capacités des experts nationaux à utiliser les modèles du GIEC et à concevoir les plus adaptés aux circonstances nationales 3. faibles capacités des agents des structures de collectes en techniques de collectes de données et d'élaboration des coefficients/ facteurs spécifiques d'émission ; 4. faible capacité à saisir les opportunités qu'offrent le MDP et le FEM.	1. peu de motivation et peu d'intérêt pour toute mission relative à la lutte contre la désertification insuffisance des conditions de motivation des agents 2. non acquisition de nouvelles connaissances dans le domaine de la lutte contre la désertification, 3. retard dans la prise de décision appropriée ; 4. développement d'une ignorance ou d'une indifférence vis-à-vis des problèmes relatifs à la lutte contre la désertification 5. démotivation et désintéressement pour toute mission relative à la lutte contre la désertification.	1. dysfonctionnement dans le déploiement des agents ; 2. recours à des mesures inappropriées aux circonstances et aux problèmes de l'eau, de l'assainissement et de pollutions par les agents ; 3. non application de la GIRE.

2.5 Opportunités identifiées en matière de mise en œuvre des AME au Togo

L'évaluation sectorielle de la mise en œuvre des AME au Togo a permis d'identifier des opportunités offertes au Togo par les mécanismes de mise en œuvre des AME.

Tableau 7 : Opportunités

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
1. Mécanismes multilatéraux de financement du FEM, de la BM, la BAD, la BOAD, et l'UE ; 2. Création des Points Focaux FEM.			
1. mécanismes spécifiques à la mise en œuvre de la CDB et du Protocole de Cartagena (programme d'appui du FEM/PNUE à la mise en place du Cadre National de Biosécurité) ; 2. élaboration et adoption de la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durable de la Diversité Biologique ; 3. élaboration et adoption d'un Cadre National de Biosécurité ; 4. projet d'appui de l'UEMOA et de la Banque Mondiale aux Etats de l'espace UEMOA dans la mise en place d'un cadre régional de biosécurité. 5. initiatives de l'Union Africaine et de la CEDEAO en matière de biotechnologie et de biosécurité.	1. mécanismes spécifiques à la mise en œuvre de la CCNUCC et le MDP ; 2. appui à l'élaboration des programmes nationaux pour faire face aux effets néfastes des changements climatiques ; 3. possibilité de bénéficier de la solidarité internationale dans la lutte contre les pollutions atmosphériques et les changements climatiques ; 4. possibilité de bénéficier du transfert de technologies propres aux fins de développement durable ; 5. appui à la préservation des écosystèmes naturels sensibles aux conséquences néfastes des changements climatiques ; 6. appui au renforcement des capacités institutionnelles, techniques et humaines dans le cadre de la lutte contre les changements climatiques. 7. mise en œuvre de la loi cadre	1. existence de technologies applicables dans les systèmes de production et d'exploitation agricole et forestière durables ; 2. existence d'une prise de conscience des pouvoirs publics du phénomène de désertification et une volonté politique qui se traduisent par la mise en place de stratégies et plans d'action dans plusieurs domaines d'activités ; 3. mécanismes spécifiques à la mise en œuvre de la CCD.	1. possibilités de valorisation économique des ressources en eau ; 2. potentialités scientifiques et techniques existant dans le pays ; 3. mécanismes spécifiques à la mise en œuvre des instruments juridiques relatifs à l'eau, l'assainissement et la pollution.

2.6 Menaces à la mise en œuvre des AME

Les menaces identifiées dans le processus d'évaluation sectorielle de la mise en œuvre des AME relatifs à la diversité biologique, aux changements climatiques, à la désertification et à la dégradation des sols, et à l'eau, à l'assainissement et à la pollution peuvent être regroupées en trois catégories. Les tableaux 8 ; 9 et 10 indiquent respectivement ces menaces au plan systémique, institutionnel et individuel.

Tableau 8 : Menaces au plan systémique

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<ol style="list-style-type: none"> 1. réticence de certains décideurs à mobiliser les moyens financiers, humains et techniques nécessaires la mise en œuvre de la stratégie nationale de conservation et d'utilisation durable de la diversité biologique, et du Cadre National de Biosécurité ; 2. Opposition de certains groupes de pression à l'intégration des dispositions des AME relatifs à la diversité biologique dans le corpus juridique national ; 3. défense des intérêts fonciers de groupes de minoritaire ; 4. opposition de certaines communautés et de certains acteurs à la réhabilitation des aires protégées 5. opposition de certains acteurs à la protection juridique des savoirs traditionnels et des droits des communautés locales ; 6. opposition de certains acteurs à l'élaboration d'un cadre juridique spécifique à la gestion du patrimoine génétique ; 	<ol style="list-style-type: none"> 1. refus prendre en compte le MDP dans les mesures de production et gestion de l'énergie ; 2. réticence des institutions à s'approprier la problématique CC et le processus de mise en œuvre de la CCNUCC au niveau ; 3. refus de produire de la documentation sur les CC en langue française ; 4. refus d'améliorer les systèmes de collecte, traitement, stockage et diffusion des données statistiques et les informations ; 5. rétention d'informations ; 6. refus de faire recours aux modèles, aux logiciels d'IGES et aux manuels du GIEC. 7. refus de financer l'élaboration de modèle climatique régional ayant une résolution spatiale adéquate pour l'élaboration des scénarii de CC à un horizon temporel donné ; 8. tendance à l'acquisition de véhicules individuels ; 9. persistance du refus des décideurs de prendre en compte les changements climatiques dans les politiques sectorielles ; 10. intensification de la pauvreté et du chômage 	<ol style="list-style-type: none"> 1. réticence de la population à abandonner les pratiques facteurs de la dégradation des sols et de désertification ; 2. refus de certains décideurs d'appréhender le degré de la pauvreté et de dégradation des conditions de vie des populations, 3. opposition de certains décideurs à l'amélioration de la sécurité foncière. 4. persistance de la non traduction des textes juridiques dans les langues nationales, 5. non amélioration des mécanismes de coopération avec les principaux bailleurs de fonds et le poids de la dette extérieure diminuant les ressources financières nationales disponibles pour appuyer un développement durable, 6. renforcement des conditionnalités à l'accès aux ressources financières par les ONG, des structures gouvernementales, des collectivités et l'inexistence de lignes budgétaires destinées au financement des actions locales de lutte contre la désertification au niveau des collectivités locales, 	<ol style="list-style-type: none"> 1. opposition de certains acteurs à l'amélioration des textes juridiques dans les domaines de l'eau et de l'assainissement ; 2. souvenance de crise sociopolitique ralentissant l'évolution de la mise œuvre de la déchristianisation ; 3. rareté des ressources financières à mobiliser pour la réalisation des infrastructures d'assainissement et de production de l'eau potable ; 4. camouflage des données pour échapper aux administrations fiscales ; 5. réticence des populations à s'approprier les ouvrages et les équipements dans le secteur de l'eau et de l'assainissement ; 6. réticence à la promotion de l'implication des différents acteurs dans les systèmes de gestion ; 7. opposition de certains acteurs

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<p>7. attachement aux principes traditionnels ou religieux contraires à l'égalité homme et femme.</p>	<p>dans le pays ;</p> <p>11. réduction du pouvoir d'achat moyen des togolais ;</p> <p>12. persistance de la déficience de la bonne gouvernance et de la transparence ;</p> <p>13. interférence des autorités dans l'application rigoureuse des textes juridiques régissant la gestion des ressources environnementales ;</p> <p>14. déficience communicationnelle entre les parties prenantes impliquées dans la gestion de l'environnement ;</p> <p>15. inexistence d'un plan d'action commun des ONG au niveau régional ;</p> <p>16. non structuration des directions régionales et préfectorales à l'image de leur direction centrale ;</p> <p>17. démotivation des bonnes volontés.</p>	<p>7. persistance du désintérêt des donateurs et bailleurs de fonds pour la lutte contre la désertification.</p> <p>8. intensification de la pauvreté et du chômage dans le pays ;</p> <p>9. démotivation des bonnes volontés.</p>	<p>au développement des outils de suivi-contrôle des diverses formes de pollution.</p>

Tableau 9 : Menaces au plan institutionnel

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<ol style="list-style-type: none"> 1. réticence de certains acteurs à l'amélioration des aménagements institutionnels qui prennent en compte la gestion de la diversité biologique et la biosécurité ; 2. refus de certains acteurs de fournir des informations nécessaires à la mise à jour des centres d'échange CHM et BCH ; 3. refus d'investir dans le renforcement de capacités nécessaires à l'intégration des questions environnementales dans la planification et le cycle des programmes et projets au niveau sectoriel ; 	<ol style="list-style-type: none"> 1. réticence de certaines institutions à reconnaître les liens entre leurs missions et les CC ; 2. réticence de certains acteurs clés) s'impliquer davantage dans la gestion de la problématique des CC ; 3. réticence de certains acteurs à voir le corpus juridique national intégré les préoccupations liées aux changements climatiques ; 4. réduction de la contribution financière de l'Etat dans les projets CC ; 5. Inexistence et/ou insuffisance de ressources financières pour le développement d'un partenariat avec les universités et centres de recherche des pays de l'annexe I pour la formation de spécialiste et le recyclage des chercheurs 	<ol style="list-style-type: none"> 1. rareté des ressources nécessaires au renforcement des capacités des institutions impliquées ; 2. non disponibilité des ressources nécessaires au fonctionnement du Comité National de la CCD, 3. rareté des nouvelles technologies appropriées à la lutte contre la désertification, 4. poursuite des actions sectorielles sans effets de synergie 5. persistance du vide au niveau des relais préfectoraux, cantonaux et villageois en matière de gestion et de protection de l'environnement, 6. absence d'informations nécessaires à la capitalisation des acquis, des échecs et des cas de succès en matière de lutte contre la désertification. 7. absence de base de données 	<ol style="list-style-type: none"> 1. réticence de certains acteurs à jouer sa partition dans un cadre institutionnel de gestion intégrée de ressources en eau et d'approvisionnement en eau ; 2. tentation à préserver certains privilèges ; 3. rareté des ressources nécessaires au fonctionnement des comités nationaux et interministériels ; 4. insuffisance de la gestion au niveau local ; 5. mise à disposition des populations des eaux de qualité douteuse ;

Tableau 10 : Menaces au plan individuel

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollutions
<ol style="list-style-type: none"> 1. Désintérêt des jeunes aux programmes de formation et des chercheurs aux programmes de la recherche sur l'environnement ; 2. Désintérêt des jeunes aux programmes de formation des spécialistes sur les groupes taxonomiques représentés au Togo et/ou insuffisance de bourses ; 3. Insuffisance des ressources de l'Etat à renforcer les capacités du METRF en ressources humaines avec des spécialistes pour chaque groupe systématique représenté au Togo ; 4. Désintérêt des intervenants aux programmes de formation sur la maîtrise des outils et des cycles de projets exécutés dans le cadre des directives du système des Nations Unies et autres partenaires ou inexistence et/ou insuffisance de ressources financières ; 5. Désintérêt des intervenants aux programmes de formation des compétences en conception, gestion et suivi évaluation des projets ou inexistence ou insuffisance de ressources financières. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Désintérêt des experts nationaux aux programmes de formation à la maîtrise des modèles du GIEC. 2. Désintérêt des agents de collecte aux programmes d'initiation à l'élaboration des coefficient/facteurs spécifiques d'émission. 3. Désintérêt des jeunes au programme national de formation et de spécialisation en CC.. 4. Désintérêt des experts nationaux au programme de formation au montage des scénarii fiables. 5. Désintérêt des intervenants au programme à la méthodologie de formulation de projets MDP et au processus de soumission au Bureau Exécutif (BE). 6. Inexistence et/ou insuffisance de ressources financières. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Lourdeurs administratives dans l'attribution des bourses et l'obtention de visas dans le cadre des études et perfectionnement en gestion des ressources naturelles et conception des projets. 2. Indisponibilité ou insuffisance des formateurs et des ressources financières nécessaires à l'organisation des formations modulaires sur la gestion intégrée des terres et le montage des projets 3. Désintérêt aux experts nationaux aux programmes de formation à la conception de modèles fiables plus adaptés au contexte national 4. insuffisance des bourses d'étude et de perfectionnement 5. inexistence et /ou insuffisance de ressources financières pour le développement d'un partenariat avec les universités et centres de recherche pour la formation de spécialistes et le recyclage des chercheurs 6. Inexistence et/ou insuffisance de ressources financières. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Désintérêt et indisponibilité des agents cibles pour les formations de recyclages 2. Inexistence ou insuffisance des ressources financières ou désintérêt et indisponibilité du personnel de l'Etat, des collectivités locales et des ONG pour la formation ou le recyclage dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement. 3. Inexistence ou insuffisance de ressources financières pour la création des conditions de motivation du personnel. 4. Inexistence ou insuffisance de moyens pour la création des conditions de sécurisation du personnel pendant l'exercice de leur fonction ou réticence des intéressés à utiliser les nouveaux équipements. 5. Inexistence ou insuffisance de moyens pour développer des mesures incitant à travailler en équipe ou incapacité des intéressés à travailler en équipe 6. Inexistence ou insuffisance de moyens à mettre en place des

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et Dégradation des sols	Eau, Assainissement et Pollutions
			<p>mécanismes d'évaluation des performances du personnel ou incapacité des responsables à organiser les évaluations</p> <p>7. Inexistence ou insuffisance de moyens pour développer des mesures facilitant la création des réseaux professionnels et les relations interpersonnelles ou la réticence des acteurs.</p>

2.7 Synthèse des besoins en renforcement des capacités

Il ressort des rapports thématiques sur la diversité biologique, les changements climatiques, la désertification et la dégradation des sols, et l'eau, l'assainissement et la pollution, que les besoins en renforcement de capacités indispensables pour améliorer les mécanismes de mise en œuvre des AME sont d'ordre systémique, institutionnel, individuel/humain.

L'approche des interventions reste sectorielle au niveau des quatre domaines.

2.7.1 Hiérarchisation des besoins en renforcement des capacités identifiés au plan systémique

Conformément aux directives du PNUE la hiérarchisation des besoins en renforcement des capacités a donné les résultats ci-après.

La lecture des tableaux doit se faire en tenant compte des notes explicatives suivantes :

- Au niveau des groupes cibles : G1 : Etat ; G2 : Centres de formation/recherche/expertise ; G3 : Secteur privé ; G4 : Collectivités locales ; G5 : ONG/associations/ groupements de femmes et de jeunes/ communautés locales puis TG : tous les groupes cibles.
- Au niveau de la capacité à satisfaire le besoin en renforcement de capacité : faible, moyenne ou élevée.
- Au niveau du degré d'importance ou ordre de priorité : P1 : grande priorité : besoin indispensable plus urgent, P2 : moyenne priorité : besoin indispensable moins urgent, P3 : faible priorité : besoin indispensable pas urgent.

a. Classification des besoins au plan systémique

Sont représentées successivement les classifications des besoins dans les domaines de :

- la diversité biologique ;
- les changements climatiques ;
- la désertification et la dégradation des sols ;
- l'eau, l'assainissement et la pollution.

Tableau 11 : Classification des besoins en renforcement de capacités au plan systémique dans le domaine de la diversité biologique

Besoin en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
1. Sensibilisation sur la nécessité de prendre en compte des orientations de la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique et du Cadre national de Biosécurité par les décisions relatives aux aménagements institutionnels ;	G1, G3	Nationale	Moyenne	P1
2. Relecture de la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique qui permet de prendre en compte des indicateurs nationaux de biodiversité ;	TG	Nationale	Moyenne	P1
3. la mobilisation des ressources pour la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique et du Cadre National de Biosécurité ;	TG	Nationale	Faible	P1
4. Amélioration du cadre juridique : 4.1 en complétant les mesures législatives et réglementaires, par des mesures d'application souples et non contradictoires ; 4.2 en élaborant un texte de loi régissant l'accès aux ressources génétiques et partage juste et équitable des bénéfices tirés de leur exploitation ; 4.3 en promouvant l'application effective des textes ;	G1	Nationale	Moyenne	P1
5. Appui au processus de mise en œuvre du programme de préservation des aires représentatives des différents écosystèmes, pour garantir leur pérennité et conserver leurs éléments constitutifs ;	TG	Nationale	Moyenne	P1
6. Prise en compte à tous les niveaux, de l'approche genre et une attention particulière à l'accès des couches les plus défavorisées aux services sociaux de base ainsi qu'aux ressources productives, doivent être de mise	TG	Nationale	Moyenne	P1
7. Amélioration du recours à l'approche participative	TG	Nationale	Moyenne	P1

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Besoin en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
8. Amélioration du système d'information et de communication sur les aspects relatifs à la biodiversité	TG	Nationale	Moyenne	P1
9. Développement d'un cadre formel de synergie au niveau des AME	G1	Nationale	Elevée	P1
10. Accroissement des efforts de mobilisation des ressources financières internes tant au niveau de l'Etat et que du secteur privé ;	G1, G4	Nationale	Faible	P1
11. Appui à la mise en place des mesures d'accompagnement pour la réhabilitation effective des aires protégées	G1, G5	Nationale	Moyenne	P2
12. Appui à la création et à la gestion des forêts communautaire	G1, G5	Nationale	Moyenne	P2
13. Renforcement des capacités des journalistes et animateurs des organes d'information en matière de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur la biodiversité.	G1, G5	Nationale	Moyenne	P2
14. Amélioration du système d'information des agents de l'Etat sur les AME	G1	Nationale	Moyenne	P2
15. Opérationnalisation des mécanismes d'accès des ONG/associations aux financements de l'Etat et du secteur privé	G1, G3, G5	Nationale	Moyenne	P2
16. Capitalisation des avantages synergétiques des activités de CCNUCC-CDB-CDD	TG	Nationale	Moyenne	P2
17. Mobilisation des ressources financières complémentaires par la diversification des sources de financement extérieur ;	TG	Nationale	Faible	P2

Tableau 12 : Classification des besoins en RC au plan systémique dans le domaine des changements climatiques

Besoin prioritaires en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
1. Mise à disposition des experts et institutions clés, des documents de base traduits en français.	TG	Nationale	Faible	P1
2. Octroi d'équipement approprié aux structures détentrices de données d'activité pour la collecte, l'analyse, la compilation, le stockage et la diffusion des données d'activité.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
3. Formation des agents de structures détentrices de données d'activité en techniques de collecte, de traitement, de compilation et d'archivage de données aux fins des besoins du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
4. Assistance pour la réadaptation, si possible des données existantes aux besoins des CC.	G1, G2	Nationale	Faible	P1
5. Facilitation de la circulation de l'information entre le CNCC et les comités locaux.	G1	Nationale	Faible	P1
6. Élaboration au niveau décentralisé de politiques et stratégies locales sur les CC.	TG	Nationale	Faible	P1
7. Equipement en kits de contrôle des fumées d'échappement.	G1	Nationale	Faible	P1
8. Dotation en équipement de pointe aux institutions d'observation et de recherche en CC (suivi des phénomènes météorologiques, hydrologiques et océanographiques, prévisions, monitoring en aménagement du territoire, recherche dans divers domaines des CC).	G1, G2	Nationale	Faible	P1
9. Renforcement des capacités des agents des Directions Régionales et Préfectorales de l'Environnement en gestion de l'environnement (recyclage continu des agents du ministère en charge de la mise en œuvre de la CCNUCC).	G1	Nationale	Faible	P1
10. Renforcement des habiletés des décideurs politiques à amener le pays à saisir les opportunités et les avantages qu'offre la mise en œuvre de la CCNUCC et particulièrement le MDP	G1	Nationale	Moyenne	P1
11. Information, sensibilisation et responsabilisation des institutions à tous les niveaux sur le processus de mise en œuvre de la CCNUCC.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Besoin prioritaires en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
12. Mise en place d'un mécanisme de suivi et d'évaluation du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.	TG	Nationale	Moyenne	P1
13. Intensification des actions d'IEC des acteurs et du public sur les CC et le processus de mise en œuvre	TG	Nationale	Moyenne	P1
14. Harmonisation des rubriques et du découpage des secteurs d'activités à ceux du GIEC, secteur Energie.	G1, G3	Nationale	Elevée	P1
15. Lutte contre l'érosion côtière	TG	Nationale	Elévée	P1
16. Promotion d'un dialogue permanent entre tous les acteurs et échange d'informations entre les acteurs centraux et les autres acteurs.	TG	Nationale	Faible	P2
17. Formation accélérée en anglais des experts nationaux.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P2
18. IEC des industriels sur l'avantage d'anticiper sur les impacts imputables à leurs activités sur l'environnement.	G1, G3, G5	Nationale	Moyenne	P2
19. Renforcement de capacités des agents des voiries et des municipalités en gestion participative et intégrée des déchets.	G1, G4, G5	Nationale	Moyenne	P2
20. Mise en place de normes relatives aux rejets d'effluents (liquides et gazeux).	G1, G2, G5	Nationale	Elevée	P2
21. Intégrer l'aspect environnemental dans le corpus juridique de gestion des transports	G1	Nationale	Elevée	P2
22. Appui à l'organisation de la filière bois énergie	G1, G5	Nationale	Moyenne	P2

Tableau 13 : Classification des besoins en RC au plan systémique dans le domaine de la désertification et de la dégradation des sols

Besoin prioritaires en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
1. Renforcement du système d'éducation, de communication et de plaidoyer pour un éveil de conscience sur les causes et conséquences de la désertification.	TG	Nationale	Faible	P1
2. Renforcement des actions concrètes de lutte contre la désertification sur le terrain (construction de retenues d'eau et d'ouvrages de lutte contre l'érosion, agroforesterie, reboisement, gestion des feux de brousses, gestion de la fertilité des sols, promotion des foyers améliorés et énergies renouvelables, aménagement des bas-fonds, etc.)	TG	Nationale	Faible	P1
3. Renforcement des capacités d'organisation des populations pour assurer une gestion concertée des RN	G1, G2, G4, G5	Nationale	Faible	P1
4. Développement des activités génératrices de revenus pour garantir la durabilité des actions entreprises.	G1, G3, G4, G5	Nationale	Faible	P1
5. Développement d'un mécanisme de mobilisation des ressources financières et de financement des actions de CCD	G1	Nationale	Faible	P1
6. Amélioration des connaissances des acteurs de développement sur les approches participatives	TG	Nationale	Faible	P2
7. Mise en œuvre d'un système national de gestion des informations	G1	Nationale	Moyenne	P2
8. Mise en place d'un programme de recherche – action	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P2
9. Renforcement des capacités climatologiques, météorologiques et les moyens de lancer des alertes précoces de sécheresse	G1, G2,	Nationale	Faible	P2

Tableau 14 : Classification des besoins en renforcement de capacités au plan systémique dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de la pollution

Besoin prioritaires en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
1. Amélioration de l'accès à l'eau potable, aux infrastructures d'assainissement et d'hygiène (milieu rural, semi urbain et urbain)	TG	Nationale	Faible	P1
2. Renforcement des capacités : investissements physiques (Milieux urbain, semi urbain et rural) et renforcement du cadre législatif	TG	Nationale	Faible	P1
3. Création des conditions de motivation des agents de l'Etat	G1	Nationale	Faible	P1
4. Acquisition de nouveaux équipements de collecte.	TG	Nationale	Moyenne	P1
5. Renforcement de la logistique (transport et équipement informatique) des services étatiques	G1	Nationale	Moyenne	P1
6. Publication des données.	TG	Nationale	Moyenne	P1
7. Acquisition de nouveaux outils d'archivage	G1, G2, G3	Nationale	Moyenne	P1
8. Etudes pour amélioration des connaissances	G1, G2, G5	Nationale	Faible	P2
9. Recrutement des agents qualifiés pour le suivi et la collecte des données	G1, G3, G4,	Nationale	Moyenne	P2
10. Etablissement d'un plan de carrière des agents de l'Etat	G1	Nationale	Elevée	P2
11. Création d'un centre de métier de l'eau et de l'assainissement.	TG	Nationale	Moyenne	P2
12. Réhabilitation des stations hydrométriques.	G1	Nationale	Moyenne	P2
13. Développement d'un réseau piézométrique dans le bassin côtier.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P2
14. Inventaire des ouvrages hydrauliques dans les différents bassins hydrographiques.	TG	Nationale	Moyenne	P2
15. Redéploiement des agents.	G1, G4, G2	Nationale	Faible	P3

b. Classification des besoins au plan institutionnel

Sont représentées successivement les classifications des besoins dans les domaines de ;

- la diversité biologique ;
- les changements climatiques ;
- la désertification et de la dégradation des sols ;
- l'eau, l'assainissement et la pollution.

Tableau 15 : Classification des besoins en RC au plan institutionnel dans le domaine de la diversité biologique

Besoin en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
1. Amélioration du cadre institutionnel en établissant un mécanisme de coordination et de suivi cohérent, en vue de générer un contexte de partenariat et des programmes multisectoriels : mise en place du comité diversité biologique	TG	Nationale	Moyenne	P1
2. Opérationnalisation des centres d'échange CHM et BCH par l'appui de l'Etat	G1	Nationale	Faible	P1
3. Mise en place des structures prévues par le Cadre National de Biosécurité	G1	Nationale	Moyenne	P1
4. Elaboration des textes portant organisation et attribution des directions techniques du ministère en charge de l'environnement	G1	Nationale	Moyenne	P1
5. Renforcement des capacités des institutions sectorielles pour l'intégration des questions environnementales dans la planification et le cycle des programmes et projets	TG	Nationale	Moyenne	P2

Tableau 16 : Classification des besoins en RC au plan institutionnel dans le domaine des changements climatiques

Besoin prioritaires en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
1. Clarification du rôle et de la responsabilité des institutions techniques dans le processus.	G1, G2, G5	Nationale	Faible	P1
2. Organisation des structures détentrices de données en un système national coordonné au niveau sectoriel par les directions techniques et au plan national par l'unité de coordination du processus de mise en œuvre de la CCNUCC.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
3. Organisation des structures détentrices de données en systèmes régionaux de collecte, de compilation et d'archivage, coordonné par la Direction Régionale de l'Environnement.	TG	Nationale	Faible	P1
4. Organisation des acteurs locaux en Comités Locaux sur les CC (CLCC).	TG	Nationale	Faible	P1
5. Augmentation du nombre et diversification des délégués nationaux aux COP	TG	Nationale	Faible	P1
6. Renforcement des capacités des délégués nationaux en négociation dans le cadre des fora internationaux sur les CC.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
7. Diffusion de la CNI et de la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC.	G1	Nationale	Faible	P1
8. Equipement des locaux/bureaux en matériel et outils adéquats	G1	Nationale	Faible	P1
9. IEC de tous les acteurs sur la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC	TG	Nationale	Faible	P1
10. IEC de tous les acteurs sur la CCNUCC et le PK	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
11. Appui financier pour l'amélioration du système de collecte des données	G1	Nationale	Faible	P1
12. Appui financier au pays pour renforcer l'efficacité des institutions techniques et de formation.	G1, G2, G5	Nationale	Faible	P1
13. Octroi d'un appui financier pour la médiatisation des activités relatives aux CC.	G1, G2, G5	Nationale	Faible	P1

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Besoin prioritaires en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
14. Octroi d'un appui financier aux systèmes de collecte de données pour la mise en œuvre d'une stratégie adéquate de collecte permanente des données d'activité	G1, G2, G5	Nationale	Faible	P1
15. Renforcement institutionnel des Points Focaux CCNUCC, FEM et GIEC.	G1	Globale	Faible	P1
16. Intensification de l'appui financier octroyé aux Points Focaux (FEM, CCNUCC, GIEC).	G1	Globale	Faible	P1
17. Renforcement des capacités des universitaires et instituts de recherche pour leur permettre de jouer efficacement leurs rôles.	G1, G2	Nationale	Faible	P1
18. Mise sur pied de programmes d'échanges entre les Parties dans les domaines de l'observation et de la recherche sur les CC	G1, G2	Nationale	Faible	P1
19. Création d'un centre de recherche en foresterie	G1, G2	Nationale	Faible	P1
20. IEC des institutions sur les CC et leurs liens avec les activités humaines	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
21. IEC des décideurs sur les CC, la CNI et la Stratégie Nationale de mise en œuvre de la CCNUCC.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
22. IEC des décideurs sur les engagements du pays à l'égard de la CCNUCC et les avantages liés à la mise en œuvre de la CCNUCC et du PK.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
23. Création d'un cadre de concertation des Points Focaux des différentes conventions et du FEM pour une mise en œuvre synergique des trois Conventions.	G1	Nationale	Moyenne	P1
24. Amélioration de la communication entre les Directions centrales et les Directions décentralisées	G1	Nationale	Moyenne	P1
25. Elaboration de textes relatifs à l'accès aux données et informations sur les CC auprès des structures de collecte	G1	Nationale	Moyenne	P1
26. IEC des structures détentrices de données et d'informations utiles aux études des CC, sur	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Besoin prioritaires en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
leur rôle (des institutions) dans le processus de mise en œuvre, puis de l'importance des données qu'elles détiennent.				
27. Formation des acteurs sur les critères d'éligibilité des projets MDP	G1	Nationale	Moyenne	P1
28. Elaboration des textes d'application de la CCNUCC et du PK au Togo.	G1	Nationale	Moyenne	P1
29. Elaboration de textes relatifs à la collecte, la gestion et l'accès aux données et informations sur les CC.	G1	Nationale	Moyenne	P1
30. Formation sur les mécanismes de financement de la CCNUCC	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
31. Formation en conception des projets FEM	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
32. IEC des acteurs sur le FEM, son rôle et ses domaines d'intervention.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
33. Renforcement des capacités de la Direction Générale des Transports en matière d'élaboration de stratégies de lutte contre la pollution véhiculaire.	G1	Nationale	Moyenne	P1
34. Création d'une Unité CC chargée de l'actualisation permanente des IGES et du suivi permanent du processus de mise en œuvre de la CCNUCC au Togo.	G1	Nationale	Moyenne	P1
35. Redéploiement voire recrutement et déploiement des ressources humaines spécialisées indispensables pour la mise en œuvre de la CCNUCC à l'échelle nationale.	G1	Nationale	Moyenne	P1
36. Implication des syndicats des acteurs du secteur informel dans l'exécution des activités s'inscrivant dans le cadre du processus de mise en œuvre de la CCNUCC	G1, G4, G5	Nationale	Moyenne	P1
37. Instauration au sein des institutions de l'obligation de restituer les résultats de fora nationaux et internationaux	G1, G2, G3, G5	Nationale	Elevée	P1
38. IEC des décideurs politiques, des institutions techniques, des industriels et des ONG sur les opportunités et les avantages qu'offre la mise en œuvre de la CCNUCC et particulièrement	G1, G2, G3, G5	Nationale	Elevée	P1

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Besoin prioritaires en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
le MDP.				
39. Responsabilisation des Directions Régionales et Préfectorales de l'Environnement dans le processus de la mise en œuvre au plan local de la CCNUCC.	G1	Nationale	Elevée	P1
40. Renforcement des capacités de la DGE en élaboration de stratégie nationale de développement énergétique viable.	G1	Nationale	Elevée	P1
41. Construction des locaux/bureaux	GI	Nationale	Moyenne	P2
42. Elaboration et application de textes relatifs aux CC.	G1, G3	Nationale	Moyenne	P2
43. Création par les institutions techniques d'une base de données sur les ONG intervenant dans leurs domaines respectifs	G1	Nationale	Elevée	P2
44. Equipement en matériels techniques adéquats de collecte et de gestion des déchets liquides.	G1, G4, G5	Nationale	Elevée	P2
45. Création du Fonds National pour l'Environnement alimenté par les taxes environnementales	G1	Nationale	Faible	P3
46. Mobilisation par l'Etat de ressources conséquentes pour les projets CC	G1	Nationale	Faible	P3
47. Mise en œuvre d'une politique de taxation environnementale : taxe sur la pollution (principe pollueur/payeur), taxe sur le bois et le charbon de bois etc.	G1	Nationale	Moyenne	P3
48. Concession de l'autonomie financière aux municipalités.	G1, G4	Nationale	Elevée	P3
49. Implication d'autres directions techniques dans le processus de mise en œuvre des textes sur les EIE.	G1	Nationale	Elevée	P3

Tableau 17 : Classification des besoins en RC au plan institutionnel dans le domaine de la désertification et de la dégradation des sols

Besoin prioritaires en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
1. Renforcement des capacités du Comité National de la CCD pour le rendre plus opérationnel	TG	Nationale	Moyenne	P1
2. Renforcement des capacités des comités de lutte contre les feux de brousse et de gestion de l'environnement	G1, G4, G5	Nationale	Moyenne	P1
3. Création d'une unité opérationnelle de gestion de la base de données en matière de désertification et de dégradation des sols	G1	Nationale	Faible	P1
4. Renforcement des capacités des organisations de la société civile	G4, G5	Nationale	Faible	P1
5. Renforcement des activités de recyclage des cadres des ministères techniques et des collectivités décentralisées dans le domaine de la lutte contre la désertification ;	G1, G4	Nationale	Faible	P2
6. Renforcement des capacités des institutions de recherche en matière de lutte contre la désertification et la dégradation des sols ;	G1, G2	Nationale	Faible	P2

Tableau 18 : Classification des besoins en RC au plan institutionnel dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de la pollution

Besoin prioritaires en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
1. Renforcement des capacités des divisions et des directions régionales (environnement, eau, assainissement) afin de les rendre plus opérationnelles	G1,	Nationale	Faible	P1
2. Mise en place des institutions inhérentes à la GIRE (Secrétariat permanent, Comités de bassin, Agence Nationale de l'eau) ;	G1	Nationale	Faible	P1
3. Création et le renforcement des organes de concertation au niveau national et régional.	G1, G2, G3	Nationale	Elevée	P1
4. Création d'un laboratoire central placé sous l'autorité de l'agence nationale de bassin	G1, G2, G3	Nationale	Moyenne	P1
5. Renforcement des capacités en ressources humaines des institutions en charge de la gestion de l'eau, de l'assainissement et de la pollution	G1, G3, G4,	Nationale	Moyenne	P2
6. Renforcement du PNE-Togo	G1, G2	Nationale	Moyenne	P2
7. Renforcement des infrastructures des directions régionales des ministères concernés	G1	Nationale	Moyenne	P2
8. Dotation en équipements adéquats des municipalités et des voiries pour une meilleure gestion des déchets	G1, G5	Nationale	Moyenne	P2
9. Organisation des associations des usagers de l'eau.	G1, G3, G4, G5	Nationale	Elevée	P2
10. Appuis aux ONG à la maîtrise de la bonne gouvernance	G1	Nationale	Moyenne	P2
11. Appuis aux ONG à la maîtrise des mécanismes de financement ;	G1	Nationale	Moyenne	P2
12. Développement des mécanismes relatifs à la délégation des services d'eau.	G1, G3, G4, G5	Nationale	Moyenne	P2
13. Création d'un centre d'information de l'eau	TG	Nationale	Moyenne	P2
14. Création d'un centre de métier de l'eau et de l'assainissement	TG	Nationale	Moyenne	P2
15. Etablissement des plans de carrières des agents	T1	Nationale	Moyenne	P3

c. Classification des besoins au plan individuel

Sont représentées successivement les classifications des besoins dans les domaines de ;

- la diversité biologique ;
- les changements climatiques ;
- la désertification et de la dégradation des sols ;
- l'eau, de l'assainissement et de la pollution.

Tableau 19 : Classification des besoins en RC au plan individuel dans le domaine de la diversité biologique

Besoin en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
1. Formation des compétences en conception, gestion et suivi-évaluation des projets	G1	Nationale	Moyenne	P1
2. Formation des intervenants sur les méthodes de gestion des projets exécutés conformément aux directives du système des Nations Unies	G1, G2	Nationale	Moyenne	P1
3. Formation des compétences en conception, gestion et suivi-évaluation des projets	G1	Nationale	Moyenne	P1
4. Renforcement des capacités en ressources humaines notamment par la formation, l'éducation et de développement de la recherche,	G1, G2, G3	Nationale	Faible	P2
5. Formation des spécialistes sur les groupes taxonomiques représentés au Togo	G1, G2, G5	Nationale	Faible	P2
6. Renforcement des capacités en ressources humaines du METRF avec des spécialistes pour chaque groupe systématique représenté au Togo	G1	Nationale	Moyenne	P2
7. Formation des spécialistes en biosécurité	G1, G2,	Nationale	Faible	P2
8. Formation des spécialistes dans les domaines du droit et politique de l'environnement, de l'économie de l'environnement, et de maîtrise des outils d'information et de communication	TG	Nationale	Moyenne	P2
9. Formation des spécialistes en aménagement et gestion des aires protégées	G1, G2, G4 G5	Nationale	Moyenne	P2

Tableau 20 : Classification des besoins en RC au plan humain dans le domaine des changements climatiques

Besoin prioritaires en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
1. Formation des experts nationaux à la maîtrise des modèles du GIEC.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
2. Formation des experts nationaux à la conception de modèles fiables plus adaptés au contexte national	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
3. Formation des experts nationaux au montage des scénarii fiables.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
4. Formation des experts nationaux à la maîtrise des directives, manuels, feuilles d'IGES.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
5. Formation des experts nationaux à la maîtrise des bonnes pratiques et de gestion des incertitudes des IGES.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
6. Formation aux bonnes techniques et savoir-faire en matière de collecte des données d'activité.	G1, G2, G3, G5	Nationale	Faible	P1
7. Elaboration et mise en œuvre d'un programme national de formation et de spécialisation en CC	G1, G2	Nationale	Faible	P1
8. Développement d'un partenariat avec les universités et centres de recherche des pays de l'annexe I ¹⁶ pour la formation de spécialiste et le recyclage des chercheurs.	G1, G2	Nationale	Faible	P1
9. Formation de spécialistes dans tous les domaines de l'observation systématiques (météorologie, océanographie, etc.)	G1, G2	Nationale	Faible	P1
10. Renforcement des compétences par la formation/le recyclage des observateurs et des chercheurs	G1, G2	Nationale	Faible	P1
11. Initiation des agents de collecte à l'élaboration des coefficient/facteurs spécifiques	G1, G2, G5	Nationale	Moyenne	P1

¹⁶ Pays de l'OCDE et pays en transition

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Besoin prioritaires en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
d'émission.				
12. Formation au montage du document de projets éligibles au FEM	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
13. Formation à la méthodologie de formulation d'un projet MDP et au processus de soumission au Bureau Exécutif (BE)	G1, G2, G3, G5	Nationale	Moyenne	P1
14. Formation des agents de la sécurité routière à la lutte contre la pollution véhiculaire	G1	Nationale	Moyenne	P1
15. Amélioration de la communication entre l'organe de mise en œuvre et les directions techniques et les ONG.	G1, G2, G5	Nationale	Moyenne	P1
16. Implication des ONG dans la sensibilisation et la collecte de données d'activité essentielles aux études en CC.	G1, G5	Nationale	Elevée	P1
17. Mise à la disposition des Directions Régionales et Préfectorales d'équipement technique, des outils et des moyens financiers appropriés.	G1	Nationale	Faible	P2
18. Formation des agents des municipalités et des voiries en gestion des déchets ou/et recrutement de spécialisées en gestion des déchets.	G1, G4	Nationale	Faible	P2

Tableau 21 : Classification des besoins en RC au plan individuel dans le domaine de la désertification et de la dégradation des sols

Besoin prioritaires en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
1. Facilitation de l'octroi des bourses d'études et de perfectionnement pour des formations diplômantes en gestion des RN et conception des projets.	G1	Nationale	Moyenne	P1
2. Organisation des formations modulaires sur la gestion intégrée des terres et le montage des projets	G1, G4	Nationale	Moyenne	P2

Tableau 22 : Classification des besoins en RC au plan individuel dans le domaine de l'eau, de l'assainissement et de la pollution

Besoin prioritaires en RC	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité
1. Organisation des formations de recyclages des agents	G1, G3	Nationale	Moyenne	P1
2. Création des conditions de sécurisation du personnel pendant l'exercice de leur fonction.	G1	Nationale	Moyenne	P1
3. Développement des mesures facilitant la création des réseaux professionnels et les relations interpersonnelles	TG	Nationale	Moyenne	P1
4. Formation ou le recyclage du personnel de l'Etat, des collectivités locales et des ONG dans les domaines de l'eau, de l'assainissement et de l'environnement.	G1, G3, G4, G5	Nationale	Moyenne	P2
5. Création des conditions de motivation du personnel.	G1	Nationale	Moyenne	P2
6. Développement des mesures incitant à travailler en équipe	G1	Nationale	Moyenne	P2
7. Mise en place des mécanismes d'évaluation des performances du personnel	G1	Nationale	Elevée	P3

2.8 Actions prioritaires à entreprendre

Au regard des contraintes et faiblesses, des opportunités et des besoins en renforcement de capacités identifiés, le Togo devra poursuivre des efforts en renforçant ses capacités au plan systémique (**tableau 23**), au plan institutionnel (**tableau 24**) et au plan individuel (**tableau 25**).

Tableau 23 : Actions prioritaires à entreprendre au plan systémique

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<ol style="list-style-type: none"> Elaborer et adopter des mesures d'application des textes ; Promouvoir un environnement favorable au recrutement des nouveaux diplômés Doter les institutions étatiques et de recherche de moyens matériels et techniques ; Doter le Togo d'indicateurs nationaux de la biodiversité Procéder au réexamen et à l'amélioration des textes relatifs à la gestion foncière ; Redynamiser les programmes de préservation des aires : <ul style="list-style-type: none"> organiser un forum national sur les aires protégées, poursuivre les actions de requalification des aires protégées, mobiliser les ressources financières nécessaires à la consolidation de la mise en œuvre du programme de réhabilitation des aires protégées ; Elaborer et adopter un cadre juridique 	<ol style="list-style-type: none"> Fournir de la documentation de travail traduite en français aux experts et aux institutions clés. Traiter les données existantes afin de les adapter aux besoins des études en CC. Créer un site Internet pour la mise en ligne des informations nationales et internationales relatives au processus de mise en œuvre de la CCNUCC. Traiter les données existantes afin de les adapter aux besoins des études en CC. Equiper les agents de la sécurité routière et les former à l'utilisation des kits de contrôle des fumées d'échappement. Doter les services météorologiques, océanographiques et hydrologiques de moyens techniques et financiers adéquats aux institutions d'observation et de recherche. Recycler/former les agents des Directions décentralisées en gestion de l'environnement. 	<ol style="list-style-type: none"> Renforcer le système d'éducation, de communication et de plaidoyer pour un éveil de conscience sur les causes et conséquences de la désertification. Poursuivre des actions concrètes de lutte contre la désertification sur le terrain (construction de retenues d'eau et d'ouvrages de lutte contre l'érosion, actions de CES/DRS, agroforesterie, reboisement, gestion des feux de brousses, la gestion de la fertilité des sols, la promotion des foyers améliorés, l'aménagement des bas-fonds, etc.) Développer un mécanisme de mobilisation des ressources financières et de financement des actions de lutte contre la désertification. Développer et rendre opérationnel un système national de gestion des informations. Renforcer les capacités d'organisation 	<ol style="list-style-type: none"> Accélérer le processus de mise en œuvre du code de l'eau et l'élaboration des décrets d'application Mettre en place les institutions inhérentes à la GIRE (Secrétariat permanent, Comités de bassin, Agence Nationale de l'eau) Comblar les insuffisances dans le système de collecte des données Mettre en place des normes et des directives relatives à l'eau Organiser des campagnes de sensibilisation et d'éducation des populations Créer un centre de métier de l'eau et de l'assainissement Créer un laboratoire central placé sous l'autorité de l'agence nationale de bassin. Adopter et appliquer la politique nationale d'hygiène et d'assainissement Accélérer le processus d'élaboration du code de la santé et des décrets

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<p>relatif aux savoirs traditionnels et droits des communautés locales ;</p> <p>8. Organiser des activités d'inventaire des ressources biologiques</p> <p>9. Faire recours aux techniques et connaissances endogènes dans les politiques, plans, programmes et projets au niveau sectoriel ;</p> <p>10. Développer et/ou valoriser les outils institutionnel, juridique, techniques et ressources humaines nécessaires à la mise en œuvre des mesures incitatives ;</p> <p>11. Organiser des activités d'inventaire exhaustif des techniques et connaissances endogènes/savoirs traditionnels ;</p> <p>12. Faire adopter les projets de textes relatifs à la biosécurité</p> <p>13. Instituer un cadre juridique spécifique à la gestion du patrimoine génétique</p> <p>14. Intégrer dans les programmes et projets de gestion de la biodiversité l'approche genre : faire du groupe femmes un acteur intégré à tout le processus</p> <p>15. Entreprendre des actions qui concourent à l'amélioration du système d'information et de communication sur les aspects relatifs à la biodiversité.</p> <p>16. Mobiliser des ressources financières pour la pleine mise en œuvre de la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durable de la Diversité Biologique, du Cadre National de Biosécurité et plans</p>	<p>8. Informer les décideurs politiques sur le processus de mise en œuvre de la CCNUCC et le PK au Togo</p> <p>9. Informer, former et sensibiliser les décideurs politiques sur les avantages et les opportunités liés à la mise en œuvre de la CCNUCC et du MDP</p> <p>10. Informer, sensibiliser et responsabiliser les institutions, tant au niveau central qu'au niveau des régions.</p> <p>11. Mettre en réseau le CNCC et les CLCC et faciliter les échanges d'informations entre eux.</p> <p>12. Multiplier les actions de sensibilisation à l'endroit de tous les acteurs et du public.</p> <p>13. Faire adopter le code forestier</p> <p>14. Prendre un arrêté d'application du code forestier.</p> <p>15. Adopter les rubriques et le découpage du GIEC pour la collecte et l'archivage des données d'énergie.</p> <p>16. Promouvoir un dialogue permanent et échanger à temps les informations entre les acteurs centraux et les autres acteurs.</p> <p>17. Créer un site Internet pour la mise en ligne des informations nationales et internationales relatives au processus de mise en œuvre de la CCNUCC.</p> <p>18. IEC les industriels sur l'intérêt de réaliser des EIE et sur les textes juridiques relatifs aux EIE.</p>	<p>des populations pour assurer une gestion concertée des ressources nationales.</p> <p>6. Développer des activités génératrices de revenus pour garantir la durabilité des actions entreprises.</p> <p>7. Mettre en place un programme de recherche - action</p> <p>8. Renforcer les capacités climatologiques, météorologiques et les moyens de lancer des alertes précoces de sécheresse.</p>	<p>d'application</p> <p>10. Créer le comité national de l'assainissement</p> <p>11. Combler les insuffisances dans le système de collecte des données</p> <p>12. Actualiser et mettre en exécution les plans directeurs d'assainissement des villes</p> <p>13. Elaborer des normes et des directives relatives à l'assainissement et à la pollution (niveaux de pollution, niveaux d'alerte, conditions de réalisation des ouvrages d'assainissement, etc.)</p> <p>14. Organiser des campagnes de sensibilisation et d'éducation des populations</p> <p>15. Créer un centre d'information de l'eau et de l'assainissement</p> <p>16. Créer un laboratoire central placé sous l'autorité de l'agence nationale de bassin</p> <p>17. Elaborer les textes d'application du code de l'environnement relatifs à la pollution</p> <p>18. Mettre en application tous les textes réglementaires relatifs à la lutte contre la pollution marine et côtière</p> <p>19. Combler les insuffisances dans le système de collecte des données</p> <p>20. Promouvoir le concept de technologies plus propres et de réduction des déchets dans les processus industriels</p> <p>21. Renforcer les actions de lutte contre les</p>

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
d'actions connexes	19. Former les agents des voiries et des municipalités en gestion participative et intégrée des déchets. 20. Fixer des normes sur les rejets d'effluents liquides et gazeux 21. Prendre et appliquer des textes réglementant l'âge des véhicules de seconde main importés et de ceux devant circuler. 22. Prendre un décret définissant les conditions d'expropriation des terres pour cause d'utilité publique dans le cadre de la création des puits de carbone).		pollutions. 22. Elaborer les nomenclatures des installations classées pour la protection de l'environnement. 23. Elaborer des normes de rejets dans l'air, l'eau et le sol. 24. Améliorer les connaissances des ressources en eau.

Tableau 24 : Actions prioritaires à entreprendre au plan institutionnel

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<ol style="list-style-type: none"> 1. Rendre opérationnel la sous-commission thématique biodiversité de la Commission Nationale de l'Environnement et de Développement Durable 2. Actualiser les données des centres CHM et BCH et acquérir les équipements informatiques nécessaires au fonctionnement du centre ; 3. Mettre en place les institutions prévues par le Cadre National de Biosécurité ; 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Définir et/ou clarifier le rôle et la responsabilité des institutions techniques dans le processus 2. Prendre des arrêtés portant création et organisation de systèmes sectoriels et national de collecte, de stockage, d'archivage et de diffusion des données. 3. Prendre des arrêtés attribuant la coordination des systèmes sectoriels aux directions techniques et la coordination du système nationale à l'unité de coordination du processus de mise en œuvre de la CCNUCC. 4. Prendre un arrêté portant création, organisation et attribution des systèmes régionaux de collecte, de compilation et d'archivage de données coordonné par les Direction Régionale de l'Environnement. 5. Prendre un arrêté portant création, attribution et organisation des CLCC. 6. Renforcer la collaboration entre l'Etat et les ONG ; 7. Fournir aux institutions de formation et de recherche, un personnel qualifié, un équipement adéquat et un support logistique conséquent pour une bonne formation dans les différents domaines des CC. 8. Doter d'équipements et de technologies de pointe les laboratoires de recherche dans les différents domaines des CC 9. Renforcer les capacités de la Direction Générale des Transport pour l'élaboration d'une stratégie nationale de lutte contre la pollution due aux 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Renforcer les capacités humaines, matérielles et financières des ministères clés dans la lutte contre la désertification (Ministères chargé de l'Environnement et de l'Agriculture), 2. Redynamiser le Comité National de la CCD, 3. Organiser les formations/recyclages des cadres des ministères techniques dans le domaine de la lutte contre la désertification, 4. Redynamiser le processus de décentralisation, 5. Promouvoir la recherche en matière de lutte contre la désertification, 6. Développer des mécanismes de concertation entre les structures étatiques et les acteurs étatiques et les autres parties prenantes. 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Accélérer la mise en œuvre de la décentralisation des collectivités locales 2. Renforcer les infrastructures d'assainissement 3. Renforcer les infrastructures d'approvisionnement en eau potable 4. Rendre opérationnel le PNE-Togo 5. Renforcer les capacités de mobilisation des ressources financières des collectivités locales 6. Créer et renforcer les organes de concertation au niveau national et régional. 7. Faciliter et encourager la coopération des collectivités locales avec les partenaires extérieurs 8. Organiser les associations des usagers de l'eau 9. Assurer la délégation des services d'eau. 10. Etablir des plans de carrières des agents.

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
	<p>véhicules et de promotion des véhicules propres.</p> <p>10. Prendre un arrêté ministériel portant création, attribution et organisation de l'Unité CC.</p> <p>11. Responsabiliser les Directions Régionales et Préfectorales pour la coordination de la mise en œuvre de la CCNUCC aux niveaux régional et préfectoral.</p> <p>12. Renforcer les capacités de la Direction Générale de l'Energie en élaboration de stratégie nationale de développement énergétique viable ;</p> <p>13. Equiper les structures détentrices de données d'activité en matériels appropriés nécessaires pour la collecte, l'analyse, le stockage et la diffusion des données.</p> <p>14. Equiper les municipalités de matériels techniques adéquats de collecte et de gestion des déchets liquides.</p>		

Tableau 25 : Actions prioritaires à entreprendre au plan individuel

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<ol style="list-style-type: none"> Organiser des stages de recyclage des enseignants et des chercheurs, Former des spécialistes pour chaque groupe systématique représenté au Togo : Angiospermes, Ptéridophytes, Bryophytes et Thallophytes pour ce qui concerne les plantes et les différents groupes d'animaux ; Renforcer les capacités en ressources humaines du METRF ; <ul style="list-style-type: none"> organiser des formations de spécialisation des agents en poste ; faire recruter de spécialistes pour chaque groupe systématique mieux représenté au Togo pour renforcer le personnel du METRF ; former de nouvelles compétences à mettre à la disposition des structures ; Former les intervenants sur les méthodes de gestion des projets exécutés conformément aux 	<ol style="list-style-type: none"> Former à l'utilisation des modèles et à l'interprétation des sorties de modèles. Former les experts nationaux à l'élaboration de modèles spécifiques. Former les experts nationaux à l'évaluation de la qualité des modèles. Former les experts nationaux aux techniques de montage de scénarii fiables. Former les experts nationaux à la maîtrise de la méthodologie de conduite des IGES. Former les experts nationaux à l'utilisation de modèles des feuilles de calcul d'IGES et à la maîtrise des bonnes pratiques et techniques de gestion des incertitudes des IGES. Former les agents de collecte en techniques de collecte de données selon les besoins en CC. Former des spécialistes dans tous les domaines de l'observation systématique. Renforcer les capacités des agents des services d'observation et des instituts de recherche Former les agents de collecte à l'élaboration de coefficients/facteurs spécifiques d'émission. Former à la méthodologie de formulation de projet MDP et le processus de soumission Former les agents de la sécurité routière à la lutte contre la pollution due aux véhicules Former les agents des municipalités et des voiries en gestion des déchets ou/et 	<ol style="list-style-type: none"> Développer des mécanismes d'octroi des bourses d'études et de perfectionnement pour des formations diplômantes en gestion des ressources naturelles et conception des projets. Organiser des formations de renforcement de capacités des acteurs de développement sur les approches participatives en vue d'une amélioration des connaissances. Organiser des formations modulaires sur la gestion intégrée des terres et le montage des projets. 	<ol style="list-style-type: none"> Créer les conditions de motivation des agents Envisager le redéploiement des agents Prévoir des formations de recyclage des agents Former le personnel des ONG en GIRE et en assainissement.

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, Assainissement, pollution
<p>directives du système des Nations Unies ;</p> <p>5. Organiser des formations de recyclage des agents en poste.</p>	<p>recrutement de spécialistes en gestion des déchets.</p> <p>14. Former à l'utilisation des modèles et à l'interprétation des sorties de modèles.</p> <p>15. Former les experts nationaux à l'élaboration de modèles spécifiques.</p> <p>16. Former les experts nationaux à l'évaluation de la qualité des modèles.</p> <p>17. Former les experts nationaux aux techniques de montage de scénarii fiables.</p> <p>18. Former les experts nationaux à la maîtrise de la méthodologie de conduite des IGES.</p> <p>19. Former les experts nationaux à l'utilisation de modèles des feuilles de calcul d'IGES.</p> <p>20. Former les experts nationaux à la maîtrise des bonnes pratiques et de gestion des incertitudes des IGES.</p> <p>21. Former les agents de collecte en techniques de collecte de données selon les besoins en CC.</p> <p>22. Former des spécialistes dans tous les domaines de l'observation systématique.</p> <p>23. Former les agents de collecte à l'élaboration de coefficients/facteurs spécifiques d'émission.</p> <p>24. Former les agents des municipalités et des voiries en gestion des déchets.</p>		

A l'issue de l'évaluation sectorielle de la mise en œuvre des AME relatifs à la diversité biologique, aux changements climatiques, à la désertification et à l'eau, à l'assainissement et à la pollution, il ressort :

- que de nombreux atouts et opportunités s'offrent au Togo, mais les contraintes et les faiblesses ont pesé sérieusement sur les efforts réalisés limitant ainsi les impacts de ces derniers d'une part,
- et d'autre part, que les insuffisances relevées reposent essentiellement sur la mise en œuvre sectorielle et l'exécution partielle des mesures d'ordre politique, stratégique et technique.

En matière de gestion de la diversité biologique, le Togo a, entre autres actions, entrepris des inventaires, élaboré la monographie nationale, la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique, le Cadre National de Biosécurité et le Profil environnemental du littoral du Togo. Certaines actions de terrains ont été également marquées par des activités d'information, d'éducation et de communication, et de conservation *in situ*.

S'agissant de la gestion de la problématique des changements climatiques, le Togo a élaboré la Communication Nationale Initiale dont les différentes études sectorielles et entrepris des actions d'information, d'éducation, de formation, de sensibilisation et de communication sur les changements climatiques et les opportunités liées à la mise en œuvre du MDP.

En outre, en matière de lutte contre la désertification et la dégradation des sols, le respect des obligations de la Convention requiert des capacités en rapport avec l'importance des objectifs. Il est difficile d'apprécier les efforts accomplis en matière de renforcement de capacités car il s'agit d'un domaine qui a souffert des effets de la situation socio-économique que traverse le pays depuis 1990. Il n'existe non plus de mécanismes fiables de suivi/évaluation en matière de renforcement de capacités. Néanmoins, le Togo a élaboré son Programme National de lutte contre la Désertification et produit deux rapports sur la mise en œuvre de la CCD.

Enfin, en matière de gestion de l'eau et des problèmes d'assainissement et de pollution, le Togo a réalisé des études qui ont permis d'identifier les potentialités en ressources en eau et la faiblesse des taux de couverture des services en eau potable et en assainissement de base. Il a également élaboré la politique nationale de l'approvisionnement en eau potable et de gestion intégrée des ressources en eau et la politique nationale d'hygiène et d'assainissement. En outre, des inventaires des POPs et des études sur les SAO et les pollutions marines ont permis d'élaborer des plans et programmes de gestions spécifiques.

Il ressort de l'évaluation sectorielle que les efforts réalisés sont modestes à cause de l'importance des contraintes d'ordre systémique, institutionnel et individuel et des insuffisances identifiées.

Ainsi, afin de permettre au Togo de respecter ses engagements vis-à-vis de la communauté internationale et de tirer profit des opportunités offertes par les AME, il est recommandé :

1. le renforcement de la conscience nationale en matière d'environnement par des actions d'information, de sensibilisation, d'éducation et de communication afin de donner aux citoyens la possibilité de se motiver et de s'organiser pour participer activement aux actions de développement durable ;
2. la création et le renforcement des capacités de la Commission Nationale du Développement Durable ;

3. la consolidation des cadres institutionnels et réglementaires relatifs aux quatre thématiques pour faciliter une concertation et une collaboration plus efficaces entre les institutions étatiques et les autres acteurs en vue de développer une synergie d'actions ;
4. le renforcement des capacités systémiques, institutionnelles et humaines afin d'atteindre les objectifs visés en matière de gestion de l'environnement mondial ;
5. le renforcement de l'alphabétisation fonctionnelle des populations rurales afin d'améliorer leur niveau de connaissances dans le domaine de la désertification avec l'appui des ONG et autres acteurs de développement ;
6. la réalisation des infrastructures d'assainissement parallèlement à l'exécution des programmes de construction de points d'eau potable ;
7. la mise en œuvre des plans directeurs de l'assainissement dans le cadre de l'assainissement collectif ;
8. la finalisation des instruments juridiques régissant le secteur d'activités industrielles et extractives afin de freiner la pollution qui ne cesse d'augmenter ;
9. la mobilisation des ressources financières internes et externes par l'amélioration des mécanismes de négociation avec les donateurs et les bailleurs de fonds ;
10. l'élaboration d'un plan d'action qui prend en compte les actions identifiées à mener.

III- EVALUATION INTERSECTORIELLE DES BESOINS EN MATIERE DE RENFORCEMENT DE CAPACITES

Les études thématiques qui ont fait le bilan de la mise en œuvre des AME, particulièrement des trois conventions de Rio, ont toutes révélé des contraintes, des insuffisances et des lacunes, mais aussi des atouts, des similitudes et des liens. Ces similitudes et liens tirent leur fondement des dispositions des conventions et des capacités du pays à mettre celles-ci en œuvre. C'est sur la base des résultats de ce bilan de situation que l'analyse intersectorielle des capacités nationales à renforcer est faite. L'objectif principal de cette partie de l'étude vise à dégager les questions communes aux conventions en termes de relations d'interdépendance, d'objectifs, de gestion et de mécanismes de fonctionnement.

D'une manière plus spécifique, il est question de :

- identifier et d'analyser les forces, les contraintes et les besoins prioritaires en matière de renforcement de capacités intersectorielles ;
- établir une liste de possibilités prioritaires en matière de liens et de synergies dans la mise en œuvre des AME et dans la gestion de l'environnement mondial et national visant un développement durable ;
- établir une liste préliminaire des actions possibles de renforcement de capacités nécessaires pour répondre aux besoins intersectoriels prioritaires ;
- préciser la manière d'intégrer au mieux les secteurs d'intervention des AME dans les politiques, stratégies, plans, programmes et projets nationaux ;
- préciser comment les activités dans le cadre des AME peuvent mieux servir et soutenir les initiatives nationales en vue d'optimiser les avantages et contribuer à un développement durable au niveau mondial et national ;
- dégager les conclusions essentielles pour l'étude.

3.1 Forces et faiblesses communes

3.1.1 Forces dans la mise en œuvre des conventions

En termes de bilan des forces dont dispose le pays pour mettre en œuvre les conventions, il faut principalement citer :

1. l'existence d'un Ministère spécifique en charge de l'environnement depuis 1987 ;
2. la prise en compte de l'environnement dans la constitution du 14 octobre 1992¹⁷ et l'adoption de textes législatifs et réglementaires en matière d'environnement ;
3. la signature et la ratification par le pays de la plupart des conventions, accords et traités en matière d'environnement et le financement des activités habilitantes par le FEM/PNUD ;

¹⁷ Article 41 de la Constitution du 14 octobre 1992.

4. la préparation des communications, rapports, monographies et stratégies nationales, consécutivement à l'adhésion du pays aux conventions dont celles de Rio ;
5. l'implication des acteurs des secteurs public et privé, des ONG et de la société civile dans la gestion de l'environnement à travers, le plus souvent, les cadres de concertation tels que les comités et commissions nationaux ;
6. la participation régulière du pays aux fora internationaux sur l'environnement ;
7. la politique de déconcentration et de décentralisation ;
8. l'accompagnement financier et technique du pays par les bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux, etc....

3.1.2 Faiblesses dans la mise œuvre des AME

La mise en œuvre des AME se heurte à plusieurs contraintes auxquelles s'ajoutent certaines faiblesses du pays. Ces faiblesses sont le plus souvent d'ordre social, structurel et/ou conjoncturel. Les principales faiblesses et contraintes identifiées sont les suivantes :

➤ Au plan systémique

1. les insuffisances législatives et réglementaires, l'inadaptation de la législation au contexte des conventions ;
2. la non vulgarisation des textes réglementaires auprès du public et des institutions nationales ;
3. l'inexistence d'un système formel et permanent d'éducation, d'information et de formation du public en matière d'environnement ;
4. la baisse généralisée de l'aide au développement (due à la suspension de la coopération avec les principaux bailleurs de fonds) et le poids de la dette extérieure diminuant les ressources financières nationales disponibles pour appuyer un développement durable ;
5. les insuffisances des dotations budgétaires destinées au financement des actions de gestion et de protection de l'environnement ;
6. la non prise en compte systématique de l'étude d'impact sur l'environnement dans la conception et la mise en œuvre de la plupart des programmes et projets de développement ;
7. la faiblesse/inexistence d'un cadre formel d'appui de l'Etat aux ONG ;
8. l'insuffisance des moyens matériels et techniques des institutions étatiques et de recherche ;
9. l'absence d'indicateurs de suivi de la gestion de l'environnement ;
10. l'absence de normes nationales en matière d'environnement ;
11. l'insuffisance de moyens pour la mise en œuvre des mesures incitatives.

➤ Au plan institutionnel :

1. la mise en œuvre cloisonnée des conventions par les directions techniques qui se traduit par une insuffisante concertation entre les Points focaux de ces conventions ;
2. les difficultés de fonctionnement et la non durabilité des cadres de concertations en raison des participations discontinues des représentants des ministères techniques ;

3. la faible capacité en moyens humains, matériels et financiers des ministères techniques et des centres de formation ;
4. l'insuffisance/ou l'inexistence de la recherche en matière d'environnement ;
5. l'insuffisance de concertation entre les structures étatiques et les autres parties prenantes en matière d'environnement ;
6. la faible opérationnalité des cadres de concertations préfectoraux, cantonaux et villageois de gestion et de protection de l'environnement ;
7. l'inexistence et/ou la difficulté d'accès aux banques de données ;
8. les insuffisances des capacités des institutions à intégrer les questions environnementales dans la planification et le cycle des programmes et projets ;
9. la faible implication de certains secteurs dans la mise en œuvre des conventions ;
10. la faible représentation et participation du pays aux fora internationaux sur les conventions ;
11. la faible implication des médias dans la sensibilisation du public ;
12. l'inexistence d'un cadre formel de synergie.

➤ **Au plan individuel/humain**

1. la persistance de la pauvreté qui est souvent identifiée comme l'une des causes de la dégradation des ressources naturelles ;
2. les difficultés des populations à appréhender les interdépendances des éléments de l'environnement et à intégrer les préoccupations environnementales dans les pratiques quotidiennes ;
3. la non maîtrise de la croissance démographique et la forte densité de population dans certaines zones ;
4. les insuffisances en ressources humaines (en nombre et en spécialiste) pour les différents secteurs d'activités ;
5. l'insuffisance des capacités des acteurs dans la maîtrise des outils et des cycles de projets exécutés dans le cadre des directives du système des Nations Unies et autres partenaires.

3.2 Liens et synergies

Chaque convention est un instrument qui a ses propres objectifs et obligations, mais qui présente également des liens, des synergies et des questions communes avec d'autres conventions.

L'objectif final recherché par les conventions est le développement durable requérant l'intégration à la fois des objectifs sociaux, économiques et environnementaux en vue de permettre aux générations présentes de satisfaire leurs besoins tout en garantissant la satisfaction de ceux des générations futures. Il est bien évident que la mise en œuvre de l'une de ces conventions ne peut se faire sans prendre en compte les autres.

Ainsi les conventions de la génération de Rio touchent à de nombreuses questions communes relatives à l'environnement et au développement durable. Elles se recoupent en de nombreux points.

Elles prônent toutes la collaboration entre elles parce que les problèmes écologiques auxquels elles tentent de donner des réponses sont inter reliées et interactives.

A titre d'illustrations de liens, la gestion des forêts et les pratiques agricoles ont des conséquences sur les changements climatiques, la diversité biologique et la dégradation des sols. Les conséquences de la déforestation (ou du déboisement) sont la perte de la diversité biologique, la dégradation des sols et les émissions de GES sans compter les effets socioéconomiques (baisse de la production et des rendements dans l'agriculture). La désertification et la dégradation de la diversité biologique sont liées ; les écosystèmes arides présentent une riche diversité biologique animale et végétale qui constituent les habitats essentiels pour certains mammifères et oiseaux migrateurs. Déjà fragilisés par leurs caractéristiques biophysiques, ces écosystèmes sont particulièrement sensibles à la dégradation des terres, cette dernière apparaissant comme cause et conséquence de la perte de biodiversité. La désertification peut contribuer au changement climatique. Le recul du couvert végétal consécutif à la dégradation des sols peut également se répercuter, en les limitant, sur l'absorption et le stockage du carbone. Ce qui constitue un facteur aggravant pour les espaces touchés puisque la désertification appauvrit de fait les sols en carbone. Les effets de la désertification pourraient être accentués par les changements climatiques qui rallongeraient ou aggraveraient les périodes de sécheresse.

Les impacts des changements climatiques pourraient se faire sentir sur de nombreux écosystèmes ; ceux-ci perdraient bon nombre d'espèces à savoir celles incapables de s'adapter ; aussi, la résilience et la productivité de ces écosystèmes s'en trouveraient réduites. Il est donc clair que les problèmes visés par les trois conventions de Rio sont liés.

D'autre part, les trois conventions, comme d'ailleurs les autres AME, ont aussi entre elles des liens étroits. Porteuses d'une dimension de « développement et de lutte contre la pauvreté », elles préconisent toutes une approche **transversale** et globale pour traiter des problèmes qu'elles visent.

Ainsi, l'article 8 de la Convention des Nations Unies **sur la** Lutte contre la Désertification dispose que : « Les Parties encouragent la coordination des activités menées en vertu de la convention et, si elles y sont Parties, en vertu d'autres accords internationaux pertinents, notamment la Convention-Cadre des Nations unies sur les changements climatiques et la Convention sur la diversité biologique, afin de tirer le meilleur profit des activités prévues par chaque accord tout en évitant les doubles emplois. Les parties encouragent l'exécution de programmes communs, en particulier dans les domaines *de la recherche, de la formation, de l'observation systématique ainsi que de la collecte et de l'échange d'information*, dans la mesure où ces activités peuvent aider à atteindre les objectifs des accords en question ». On peut également citer l'article 4, paragraphe € de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques : Toutes les Parties « Préparent, en coopération, l'adaptation à l'impact des changements climatiques et conçoivent et mettent au point des plans appropriés et intégrés pour la gestion des zones côtières, pour les ressources en eau et l'agriculture, et pour la protection et la remise en état des zones frappées par la sécheresse et la désertification, notamment en Afrique, et par les inondations ».

En définitive, une analyse comparée des objectifs des conventions laisse clairement percevoir des interactions qui concernent, entre autres :

- l'information et la sensibilisation du public ;
- le renforcement des capacités juridiques et institutionnelles ;
- la collaboration avec d'autres conventions ainsi qu'avec les politiques et stratégies nationales de développement ;
- le partenariat entre les acteurs (public, privé, groupes cibles, bailleurs de fonds, etc.) ;
- la promotion de la coopération sous-régionale, régionale et internationale ;
- la recherche et le transfert de technologie ;
- la création d'organes nationaux de coordination ;
- l'élaboration de stratégies et de plans d'action.

3.2.1 Synergie théorique

Les possibilités de synergie dans la mise en œuvre des AME peuvent être appréciées à travers le **tableau 26** qui compare certaines dispositions des principales conventions.

Tableau 26 : Liens de synergie au niveau des dispositions des AME

Conventions Prescriptions	Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols
Inventaires nationaux		Article 4.1 de la CCNUCC a)	
Plans d'action nationaux et régionaux	Stratégie	Article 4.1CCNUCC. b	Article 9, 10
Identification et surveillance	Article 7		Article 16
Aménagement de zones protégées	Article 8		
Législation	Article 8 k	Préambule	Article 5 e)
Recherche	Article 12 b	Article 5	Article 17, 19 b
Education du public	Article 13	Article 6	Article 5 d, 19, 6
Centre d'échange d'informations techniques	Article 18		Article 18
Participation populaire	Article 9	Article 6 a	Article 19 (4)

Conventions Prescriptions	Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols
Echange d'informations	Article 17	Article 7.2 b	Article 16
Formation	Article 12 a)	Article 6, 7, 12	Article 19
Rapports		Article 12	
Collecte des données	Article 7		Article 16
Examen des obligations d'évaluation de la mise en œuvre	Article 23	Article 12	
Rapport à la Conférence des parties sur les dispositions prises	Article 26	Article 7.2. e, 12	Article 26

3.2.2 Synergie pratique

Les formes de synergie pratique qu'implique la mise en œuvre des AME au niveau national peuvent être appréciées à trois niveaux :

- les implications institutionnelles de la gestion intersectorielle ;
- l'approche participative appliquée à la gestion des infrastructures de base ;
- les données transversales requises pour une gestion intégrée des AME.

Le tableau 30 illustre les domaines d'intervention des principaux acteurs ;

Tableau 27 : Principales implications institutionnelles de la gestion intersectorielle

Institutions/Structures	Diversité Biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, assainissement et salinité
Ministères				
Ministère chargé de l'Environnement	X	X	X	X
Ministère chargé des Finances	X	X	X	X
Ministère chargé de l'Administration Territoriale	X	X	X	X
Ministère chargé de l'Agriculture	X	X	X	X
Ministère chargé de l'Urbanisme	X	X		X
Ministère chargé des Ressources en Eau	X	X	X	X

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Thématique Institutions/Structures	Diversité Biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des terres	Eau, assainissement et hygiène
Ministère chargé de la Recherche	X	X	X	X
Ministère chargé des Transports	X	X	X	X
Ministère chargé de l'Industrie	X	X	X	X
Ministère chargé des Affaires Sociales	X	X	X	X
Ministère chargé de la Santé	X	X	X	X
Ministère chargé de l'Energie	X	X	X	X
Ministères chargés de l'Education	X	X	X	X
Ministère chargé de la Communication	X	X	X	X
Ministère chargé du Développement	X	X	X	X
Ministère chargé de la promotion de la Zone Franche	X	X	X	X
Ministères des Mines				
Points Focaux	X	X	X	X
Instituts de recherche et de vulgarisation				
<i>Universités du Togo</i>				
Faculté de Droit	X	X	X	X
FASEG	X	X	X	X
Département de Géographie	X	X	X	X
Départements de Physique et Chimie	X	X	X	X
Départements de botanique et de Zoologie	X	X	X	X
Ecole Nationale Supérieure des Ingénieurs		X	X	X
Ecole Supérieure d'Agronomie	X	X	X	X
Ecole Supérieure des Techniques Biologiques et Alimentaires	X	X	X	X
Centre d'Etudes, de Recherche Hydrographique et Océanique	X	X		X
Centre de Gestion Intégrée du Littoral et de l'Environnement	X	X		X
Laboratoire de Botanique et d'Ecologie	X	X	X	X
Laboratoire d'Entomologie	X	X	X	X
Laboratoire de Biotechnologies	X	X	X	
Laboratoire de Gestion, Traitement et Valorisation des Déchets de l'Université de Lomé		X	X	X
Laboratoire de Physique de l'Atmosphère de la faculté des Sciences	X	X	X	X
Laboratoire sur l'Energie Solaire		X	X	X
<i>Instituts de recherche et de vulgarisation agricoles</i>				
Institut Togolais de Recherche Agronomique (ITRA)	ç	X	X	X
Institut de Conseil et d'Appui Technique (ICAT)	X	X	X	X
Centre nationale des semences forestières	X	X	X	
Laboratoire de chimie de l'eau				X
Privés				
Entreprises	X	X	X	X
Organisation de la Société civile				

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Thématique Institutions/Structures	Diversité Biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, assainissement et gestion des déchets
Communautés à la base, ONG et Associations	X	X	X	X
Confessions religieuses	X	X	X	X
Comité nationale de coordination et de suivi de lutte contre la désertification	X	X	X	X
Syndicats	X	X	X	X
Conseil National du Patronat du Togo		X		X
Organes de concertation et de coordination				
Commission Interministérielle de l'Environnement (CIE)	X	X	X	X
Comité National de l'Environnement (CNE)	X	X	X	X
Comité National de coordination et de suivi de la gestion de l'environnement marin et côtier	X	X	X	X
Comités de protection et de gestion de l'environnement	X	X	X	X
Comités Régionaux et Locaux de Planification	X	X	X	X
Comité National sur les Changements Climatiques (CNCC)	X	X	X	X
Comité National pour le Développement Durable		X		
Unité de Coordination Nationale (UCN) du Programme pour les Moyens d'Existence Durable dans la pêche artisanale en Afrique de l'Ouest	X	X		X

L'importance du développement communautaire et l'approche participative appliquée à la gestion des infrastructures de base constituent mise en exergue dans le tableau 31.

Tableau 28 : Développement communautaire et approche participative appliquée à la gestion des infrastructures de base

<div>CONVENTION</div> <div>ACTIVITES</div>	Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols
1. Appui aux organisations socio professionnelles <ul style="list-style-type: none"> - agriculteurs, - éleveurs, - pêcheurs, - artisans - exploitants forestiers - Phytothérapeutes, vendeurs, Droguistes 	Cette activité permet de renforcer les moyens de production dans le sens d'une meilleure préservation de la diversité biologique	Cette activité permet de renforcer les moyens de production dans le sens d'une meilleure préservation des ressources naturelles permettant de maintenir les puits de carbone	Cette activité permet de renforcer les moyens de production dans le sens d'une meilleure préservation des ressources naturelles
2. Appui aux activités génératrices de revenus (AGR) <ul style="list-style-type: none"> - maraîchage, - artisanat, - micro crédit, - éco tourisme - aviculture - aviculture, apiculture, pisciculture... 	Les activités génératrices de revenus sont une solution alternative à l'exploitation abusive du bois à des fins monétaires. Donc elles contribuent à préserver la diversité biologique	Les activités génératrices de revenus sont une solution alternative à l'exploitation abusive du bois à des fins monétaires. Donc elles contribuent à réduire la pression sur les ressources ligneuses et permettent de préserver les puits de séquestration du carbone.	Les activités génératrices de revenus sont une solution alternative à l'exploitation abusive du bois à des fins monétaires. Donc elles contribuent à préserver les ressources ligneuses qui, à leur tour, protègent les terres

Les principales données transversales nécessaires à une gestion intégrée des AME en vue d'une synergie des interventions sont présentées par le tableau 32.

Tableau 29 : Principales données transversales requises dans la gestion intégrée de la mise en œuvre des AME

Ensemble de données requises sur	Diversité biologique	Changements climatiques	Désertification et dégradation des sols	Eau, assainissement et pollution
Utilisation des sols	X	X	X	X
Type de végétation	X	X	X	X
Forêts (type, densité, condition, production, ...)	X	X	X	
Forêts (régime de propriété, ..)	X	X	X	
Type de sol	X	X	X	X
Type d'agriculture	X	X	X	X
Utilisation de fertilisants		X	X	X
Recensement du bétail	X	X	X	
Zones humides	X	X	X	X
Océans	X	X		X
Climat (température, précipitations, etc.)	X	X	X	X
Topographie (élévation, pente, aspect, ...)	X		X	X
Hydrologie de surface (lacs, rivières,...)	X		X	X
Etablissements humains	X	X	X	X
Utilisation des intrants chimiques	X	X	X	X
Population (recensement et densité)	X	X	X	X
Routes et autres infrastructures	X	X	X	X
Activités industrielles	X	X	X	X
Centrales électriques (type, capacité, etc.)	X	X	X	X
Puissance de lignes de transport d'électricité	X	X		
Autres				

Tableau 30 : Prise en compte des exigences des principaux AME par le PNAE du Togo

N°	Programme d'action-PNAE Togo	CDB	CCNUCC	CCD
1.	Renforcer les capacités nationales en matière de la gestion de l'environnement	<p>Article 10 d : aider la population locale à concevoir et à appliquer des mesures correctives</p> <p>Article 12 : recherche et formation</p> <p>Article 13 : éducation et sensibilisation du public</p>	<p>Article 4 1i : encourager la formation l'éducation et la sensibilisation du public sur le changement climatique</p> <p>Article 5b : soutenir les efforts pour renforcer les capacités et moyens nationaux</p> <p>Article 5c : prendre en compte les préoccupations pour améliorer les capacités endogènes</p>	<p>Article 5d : sensibiliser les populations locales pour lutter contre la désertification</p> <p>Article 10 2d : renforcer les capacités climatologiques météorologiques et hydrologique</p> <p>Article 17 1a : aider à mieux comprendre les processus qui aboutissent à la désertification</p> <p>Article 17 1d : développe et renforcent les capacités de recherches nationales</p> <p>Article 19 : renforcement de capacités, éducation et sensibilisation</p>
2.	Promouvoir une conscience écologique nationale	<p>Article 8j : maintien les connaissances, innovations et pratiques des communautés autochtones</p> <p>Article 11 : mesure d'incitation</p> <p>Article 12a : mettre en place des programmes d'éducation pour conserver la biodiversité</p>	<p>Article 6a : éducation, formation et sensibilisation du public au niveau national</p> <p>Article 4 1i : encourager formation l'éducation et la sensibilisation du public sur le changement climatique</p>	<p>Article 10 2f : prévoir la participation effective au niveau national</p> <p>Article 10 3d : élaboration de projets à promouvoir de nouveaux moyens d'existence dans les zones sujettes de sécheresse</p> <p>Article 17 1a : aider à mieux comprendre les processus qui aboutissent à la désertification</p>

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

N°	Programme d'action-PNAE Togo	CDB	CCNUCC	CCD
		Article 13a : éducation et information du public		<p>Article 17 1c : sauvegarder intégrer et valoriser les connaissances et savoir faire locaux</p> <p>Article 18 2c : encourager et appuyer l'amélioration des technologies</p> <p>Article 19 1d : encourager l'utilisation et la diffusion des pratiques des populations locales</p> <p>Article 19 3 : appuyer les programmes de sensibilisation et d'éducation public</p>
3.	Prendre en compte les préoccupations environnementales dans la planification et gestion du développement durable	<p>Article 6b : intègre dans la mesures du possible la conservation et l'utilisation de la biodiversité dans les plans programme et politiques</p> <p>Article 14 b : prendre des dispositions pour qu'il soit prise en compte les effets de l'environnement sur la biodiversité</p>	<p>Article 4 1b : établir, mettre en œuvre et publier des programmes contenant des mesures visant à atténuer les changements climatiques</p> <p>Article 4 1f : tenir compte du changement climatique dans leurs politiques et actions sociales</p> <p>Article 4 2a : prendre en conséquence les mesures voulues pour atténuer les changements climatiques</p> <p>Article 3 3 : prendre des mesures de précautions pour prévoir prévenir ou atténuer les causes du changement climatique</p>	<p>Article 5e : créer un environnement porteur en renforçant selon qu'il convient la législation</p> <p>Article 10 1 : identifier par les programmes d'action nationaux les facteurs qui contribuent à la désertification et les mesure de lutte</p> <p>Article 10 2a : définir les stratégies à long terme pour lutter contre la désertification</p> <p>Article 10 2e : Promouvoir les politiques et renforcer les cadres institutionnelles</p> <p>Article 10 3e : élaborer le programme d'irrigation</p>

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

N°	Programme d'action-PNAE Togo	CDB	CCNUCC	CCD
4.	Promouvoir une gestion saine et durable des ressources naturelles et de l'environnement	<p>Article 8 : conservation in situ</p> <p>Article 9 : conservation ex situ</p> <p>Article 10 : utilisation durable des éléments constitutifs de la diversité biologique</p> <p>Article 11 : mesures incitatives</p>	Article 4 1c : encourager et soutenir l'application et la diffusion des pratiques et procédés qui permettent de prévenir et de maîtriser les émissions anthropiques	<p>Article 4b : prêter attention à la situation des pays en développement touchés de nature à promouvoir un développement durable</p> <p>Article 10 2c : accorder une attention particulière pour les terres qui ne sont pas encore dégradées</p> <p>Article 10 3b : renforcer les dispositifs de prévention et de gestion des situations d'urgence</p> <p>Article 10 3c : mise en place d'un système de sécurité alimentaire</p> <p>Article 17 1g : accroître les ressources en eau dans les zones touchées</p>
5.	Renforcer la coopération sous régionale pour une gestion concertée des problèmes environnementaux	<p>Article 13 b : coopération avec d'autres Etats pour mettre en place des programmes pour la gestion de la biodiversité</p> <p>Article 17 : échange d'informations</p> <p>Article 18 : coopération technique et scientifique</p> <p>Article 19 : gestion de la biotechnologie et</p>	<p>Article 4 1c : encourager et soutenir l'application et la diffusion des pratiques et procédés par leur coopération</p> <p>Article 4 1d : encourager la gestion rationnelle et le soutien par la coopération</p> <p>Article 4 1e : préparer en coopération, l'adaptation à l'impact des changements climatiques</p> <p>Article 4 1g : encourager et soutenir les travaux en recherche par les coopérations</p>	<p>Article 3b : améliorer la coopération</p> <p>Article 3c : instituer une coopération</p> <p>Article 4 2d : encourager la coopération entre les pays touchés par la désertification</p> <p>Article 4 2e : renforcer la coopération sous régionale</p> <p>Article 10 3a : créer au niveau sous régional des systèmes d'alerte pour aider les personnes déplacées pour raison écologiques</p> <p>Article 11 : élaborer des programmes</p>

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

N°	Programme d'action-PNAE Togo	CDB	CCNUCC	CCD
		répartition de ses avantages	<p>Article 4 1h : encourager et soutenir l'échanges des données par leur coopération</p> <p>Article 5c : coopérer pour améliorer les moyens et capacités endogènes</p> <p>Article 4 4 : aide des pays en développement par les pays développés Parties à faire face aux coûts de leur adaptation</p>	<p>d'action sous régionaux et régionaux</p> <p>Article 12 : coopération internationale</p> <p>Article 18 1c : faciliter la coopération technologique</p>

3.3 Identification des forces, faiblesses, opportunités et menaces au niveau intersectoriel

L'évaluation des besoins intersectoriels exige également l'inventaire des forces, faiblesses, des opportunités et les menaces liées à la mise en œuvre des principaux AME au Togo (tableau 34).

Tableau 31 : Forces, faiblesses, opportunités et menaces au niveau intersectoriel

Force	Faiblesse	Opportunité	Menace
<ol style="list-style-type: none"> 1. Existence d'une politique nationale de l'environnement 2. Existence des plans, stratégies et programmes sectoriels intégrant la protection de l'environnement et la réduction de la pauvreté 3. Instauration par l'Etat, de la Journée de l'arbre célébrée tous les 1er juin et promotion du reboisement, de l'agroforesterie et de l'agriculture organique par un grand nombre d'ONG 4. Existence d'un cadre institutionnel et juridique révisé et adapté aux AME 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Insuffisance des mesures de mise en œuvre de la politique environnementale 2. Insuffisance de la mobilisation des ressources financières internes 3. Insuffisance de la mobilisation des ressources financières externes 4. Inexistence d'un cadre formel de synergie 5. Insuffisances législatives et réglementaires, inadéquation de la législation au contexte des conventions 6. Non vulgarisation des textes juridiques et réglementaires auprès du public et des institutions nationales 7. Absence d'indicateurs de suivi de la gestion de l'environnement ; 8. Absence de normes nationales en matière d'environnement 9. Non prise en compte systématique de l'étude d'impact sur l'environnement (EIE) 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Mécanismes de financement du FEM 2. Activités habilitantes 3. Appuis à la production des rapports périodiques sur la mise en œuvre des différents AME ; 4. Mécanismes multilatéraux de la BM, de la BAD, de la BOAD et de l'UE ; 	<ol style="list-style-type: none"> 1. Pression de groupe d'intérêt ; 2. Rareté de ressources budgétaires de l'Etat ; 3. Lenteur dans le processus de décentralisation ; 4. Poursuite de la mise en œuvre cloisonnée des conventions par les acteurs du fait de l'insuffisante concertation entre les Points focaux de ces conventions

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Force	Faiblesse	Opportunité	Menace
	<p>dans la conception et la mise en œuvre de la plupart des programmes et projets de développement</p> <p>10. Insuffisances des structures concernées directement par la mise en œuvre des AME dans la maîtrise des mécanismes multilatéraux, bilatéraux et autres de mobilisation des ressources financières et de gestion des cycles des projets ;</p> <p>11. Insuffisances du système d'information et de communication sur les AME</p> <p>12. Insuffisances des outils de mise en formats appropriés des données/informations ;</p> <p>13. Insuffisance du recours à l'approche participative ;</p> <p>14. Absence de mécanismes de capitalisation des avantages synergétiques des activités de CCNUCC-CDB-CDD</p> <p>15. Insuffisance de moyens pour la mise en œuvre des mesures incitatives de protection de l'environnement</p> <p>16. Insuffisances des fonds alloués par le budget de l'Etat au financement des actions de gestion et de protection de l'environnement</p> <p>17. Faible capacité en moyens humains, matériels et financiers des ministères techniques</p> <p>18. Faible implication de certains secteurs</p>		

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Force	Faiblesse	Opportunité	Menace
	<p>(surtout privé) dans la mise en œuvre des conventions</p> <p>19. Mise en œuvre cloisonnée des conventions par les acteurs ;</p> <p>20. Inexistence et/ou difficultés d'accès aux banques de données</p> <p>21. faible capacité des agents à formuler de projets éligibles particulièrement dans les domaines d'intervention du FEM</p> <p>22. Insuffisances des capacités des institutions à intégrer les questions environnementales dans la planification et le cycle des programmes et projets</p> <p>23. Difficultés de fonctionnement et non durabilité des cadres de concertations en raison des participations irrégulières des représentants des ministères techniques ;</p> <p>24. Faible représentation et participation du pays aux fora internationaux sur les conventions</p> <p>25. Faible implication des médias dans la sensibilisation du public</p> <p>26. Insuffisance d'experts qualifiés dans les domaines du droit de l'environnement, de l'économie de l'environnement, de la politique et de la communication en matière de l'environnement</p> <p>27. Faible capacité des acteurs à formuler des projets éligibles dans les domaines</p>		

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Force	Faiblesse	Opportunité	Menace
	<p>d'intervention du FEM</p> <p>28. Persistance de la pauvreté qui est souvent identifiée comme l'une des causes de la dégradation des ressources naturelles</p> <p>29. Difficultés des populations à appréhender les interdépendances des éléments de l'environnement et à intégrer les préoccupations environnementales dans les pratiques quotidiennes</p> <p>30. Insuffisances de la maîtrise des dispositions des AME par les agents des services étatiques ;</p> <p>31. Insuffisances des capacités des journalistes et animateurs des organes d'information en matière de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur la biodiversité</p> <p>32. Faiblesse/inexistence d'un cadre formel d'appui de l'Etat aux ONG</p> <p>33. Insuffisance des moyens matériels et techniques des institutions étatiques et de recherche</p> <p>34. Insuffisance des formations interdisciplinaires de spécialisation dans les domaines relatifs aux AME au niveau national</p> <p>35. Non actualisation de certaines données du PNAE</p>		

3.4 Besoins prioritaires intersectoriels de renforcement de capacités

Eu égard aux faiblesses de tous ordres identifiées et à la lumière des questions communes traitées par les conventions, des mesures immédiates, à moyen et long termes devront être prises pour le renforcement des capacités au triple plan systémique, institutionnel et individuel en réponse aux besoins prioritaires ci-après. Certaines mesures relèvent plus d'une organisation interne au niveau des institutions que d'un véritable renforcement de capacités. Les tableaux 35, 36 et 37 résument les classifications des besoins et les actions à mener aux plans systémique, institutionnel et individuel.

Tableau 32 : Classification des besoins prioritaires intersectoriels et actions à mener au plan systémique

Besoin	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité	Action
1. Amélioration du cadre juridique par la relecture des textes et leur adaptation au contexte actuel	TG	Nationale	Moyenne	P1	1. prendre des textes d'application de la loi cadre 2. Réviser les textes sectoriels sur l'environnement
2. Production et diffusion en langage simplifié aussi bien dans les langues locales que les langues étrangères des textes juridiques	G1, G2	Nationale	Moyenne	P1	3. Diffuser largement les textes auprès du public
3. Amélioration de la diffusion des documents existants relatifs aux AME et aux différentes thématiques	TG	Nationale	Moyenne	P1	4. Rendre disponible et accessible les documents existants relatifs aux AME et aux différentes thématiques au public
4. Elaboration des indicateurs de suivi de la gestion de l'environnement	TG	Nationale	Moyenne	P1	5. Elaborer les indicateurs de suivi de la gestion de l'environnement
5. Elaboration des normes nationales en matière d'environnement	TG	Nationale	Faible	P1	6. Elaborer les normes nationales en matière d'environnement
6. Sensibilisation des décideurs politiques, du secteur privé et des planificateurs de projets sur les textes régissant l'EIE et sa prise en compte systématique dans les programmes et projets de développement	TG	Nationale	Moyenne	P1	7. Sensibiliser les décideurs politiques, du secteur privé et les planificateurs de projets sur les textes régissant l'EIE et sa prise en compte systématique dans les programmes et projets de développement
7. Renforcement des capacités des structures concernées directement par la mise en œuvre des AME dans la maîtrise des mécanismes multilatéraux, bilatéraux et autres de mobilisation des ressources financières et de gestion des cycles des projets ;	TG	Nationale	Moyenne	P1	8. Renforcer les capacités des structures concernées directement par la mise en œuvre des AME dans la maîtrise des mécanismes multilatéraux, bilatéraux et autres de mobilisation des ressources financières et de gestion des cycles des projets

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Besoin	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité	Action
8. Amélioration du système d'information et de communication sur les AME	TG	Nationale	Moyenne	P1	9. Améliorer le système d'information et de communication sur les AME
9. Amélioration du recours à l'approche participative	TG	Nationale	Moyenne	P1	10. Améliorer le recours à l'approche participative
10. Amélioration de la prise en compte par le budget de l'Etat des financements des actions de gestion et de protection de l'environnement	G1	Nationale	Moyenne	P1	11. Augmenter les fonds alloués à la protection de l'environnement
11. Création du Fonds national pour l'environnement	G1	Nationale	Faible	P1	12. Créer le Fonds national pour l'environnement
12. Amélioration de la coopération et de la concertation entre les directions techniques et les points focaux des conventions	G1	Nationale	Faible	P1	13. Créer un cadre permanent de concertation et de travail ou le renforcer entre les directions techniques et les points focaux des conventions 14. Créer la Commission Nationale pour le Développement Durable
13. Amélioration des outils de mise en formats appropriés des données/informations ;	TG	Nationale	Moyenne	P2	15. Renforcer les outils de mise en formats appropriés des données/informations ;
14. Capitalisation des avantages synergétiques des activités de CCNUCC-CDB-CCD	TG	Nationale	Moyenne	P2	16. Développer des mécanismes de capitalisation des avantages synergétiques des activités de CCNUCC-CDB-CDD
15. Financement par l'Etat des mesures incitatives de protection de l'environnement	G1	Nationale	Faible	P2	17. Intégrer dans le budget de l'Etat le financement des mesures incitatives de protection de l'environnement
16. Renforcement de l'appui de l'Etat aux ONG/Association et	G1	Nationale	Moyenne	P2	18. Mobiliser des ressources pour accompagner les ONG/Association et organisations à la base :

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Besoin	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité	Action
organisations à la base					financières, matérielles et humaines
17. Création d'écotaxes	G1	Nationale	Moyenne	P2	19. Renforcer les mesures budgétaires relatives à la mise en œuvre des AME par la création d'écotaxes
18. Sensibilisation des institutions détentrices de données	TG	Nationale	Moyenne	P2	20. organiser des actions de sensibilisation des responsables des institutions détentrices de données sur l'importance de leurs rôles par rapport aux données
19. Actualisation de certaines données du PNAE	TG	Nationale	Moyenne	P2	21. Organiser la relecture du PNAE
20. Amélioration du cadre d'appui aux ONG (appui technique et financier de l'Etat aux ONG)	G1, G3, G5	Nationale	Faible	P2	22. Appuyer techniquement et financièrement les ONG
21. Renforcement des capacités en moyens matériels et techniques des institutions étatiques et de recherche	G1, G2	Nationale	Moyenne	P2	23. Doter les institutions étatiques et de recherche de moyens financiers conséquents 24. Doter les institutions étatiques et de recherche de d'équipements adaptés à leurs missions

Tableau 33 : Classification des besoins de capacités à renforcer et actions à mener au plan institutionnel

Besoin	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité	Action
1. Recrutement et /ou redéploiement de cadres qualifiés	TG	Nationale	Moyenne	P1	1. Recruter le personnel qualifié et le former à la gestion de l'environnement
2. Appui financier de l'Etat pour rendre opérationnels les cadres de concertation	G1	Nationale	Moyenne	P1	2. Doter les institutions de moyens financiers conséquents à travers les ressources de l'Etat et par la recherche et leur mobilisation
3. Recherche et mobilisation de ressources financières pour l'acquisition d'équipements appropriés	TG	Nationale	Faible	P1	3. Doter les institutions techniques des équipements appropriés pour l'efficacité de leurs missions
4. Information sensibilisation et formation des acteurs à tous les niveaux ;	TG	Nationale	Moyenne	P1	4. Sensibiliser, former et responsabiliser les acteurs à tous les niveaux
5. Formation du personnel responsable des banques de données	G1, G2, G3	Nationale	Moyenne	P1	5. Former le personnel responsable des banques de données
6. Formation en conception, en gestion et suivi des projets	TG	Nationale	Faible	P1	6. Former les cadres des intervenants en conception, gestion et suivi des projets
7. Renforcement des capacités des institutions à intégrer les questions environnementales dans la planification et le cycle des programmes et projets	G1	Nationale	Moyenne	P1	7. Former les agents des institutions à la maîtrise des outils d'intégration de l'environnement dans la planification et le cycle des programmes et projets

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Besoin	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité	Action
8. Opérationnalité et durabilité des cadres de concertations	G1	Nationale	Moyenne	P1	8. Doter les cadres de concertations de moyens financiers approprié 9. Responsabiliser les personnels compétents pour les concertations
9. Augmentation du nombre et diversification des délégués nationaux aux COP ;	G1	Nationale	Moyenne	P1	10. Mobiliser des moyens financiers supplémentaires pour favoriser une plus grande représentation et une meilleure participation des délégués du pays aux COP ;
10. Mise au point et production de matériels appropriés pour la sensibilisation	TG	Nationale	Moyenne	P1	11. Mettre au point et produire des matériels appropriés pour la sensibilisation
11. Renforcement de la gouvernance au niveau des intervenants	TG	Nationale	Moyenne	P1	12. Promouvoir la bonne gouvernance des ressources
12. Développement d'un cadre formel de synergie au niveau des AME	TG	Nationale	Faible	P1	13. Développer et rendre opérationnel un cadre formel de synergie.
13. Redynamisation du processus de décentralisation	G1	Nationale	Moyenne	P2	14. Prendre des mesures pour rendre effective la décentralisation
14. Amélioration de la collaboration entre les Directions techniques et la société civile	G1, G5	Nationale	Moyenne	P2	15. Sensibiliser les Directions techniques sur la nécessité d'améliorer la collaboration avec

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Besoin	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité	Action
					les organisations de la société civile 16. Mettre en place un cadre permanent de concertation
15. Formation accélérée en anglais des experts et certains cadres nationaux	G2	Nationale	Moyenne	P2	17. Organiser des formations accélérées en anglais des experts et certains cadres nationaux
16. Renforcement institutionnel des organes régionaux de mise en œuvre des conventions	G1	Nationale	Faible	P2	18. Doter les organes régionaux de moyens techniques, humains et financiers conséquents
17. Mise en place des mécanismes continus de suivi et évaluation des politiques et des stratégies	TG	Nationale	Moyenne	P2	19. Elaborer des mécanismes continus de suivi-évaluation des politiques et des stratégies
18. Création/renforcement des banques de données	G1, G2, G3	Nationale	Moyenne	P2	20. Créer/renforcer les banques de données
19. Renforcement des capacités des délégués nationaux en négociation dans le cadre des fora internationaux	G1	Nationale	Moyenne	P2	21. Renforcer les capacités des délégués nationaux en négociation de portée internationale sur l'environnement
20. Renforcement des équipements et des capacités en ressources humaines des médias	G1	Nationale	Moyenne	P3	22. Renforcer les organes d'information en équipements 23. Redéploier/former des journalistes en environnement

Tableau 34 : Classification des besoins de capacités à renforcer et actions à mener au plan humain

Besoin	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité	Action
1. Renforcement des capacités en moyens humains des ministères en charge de l'environnement, de l'agriculture ;	G1	Nationale	Faible	P1	1. Recruter de nouvelles compétences, acquisition d'équipements et affectation de nouvelles ressources pour des ministères chargés de l'environnement, de l'agriculture et la communication
2. Renforcement des capacités en ressources humaines /formation de spécialistes pour les différents domaines de l'environnement	TG	Nationale	Moyenne	P1	2. Renforcer les capacités existantes en ressources humaines dans les différents domaines de l'environnement 3. Former/recruter des spécialistes dans les différents domaines de l'environnement
3. Appui aux populations dans le cadre des initiatives privées et génératrices de revenus	TG	Nationale	Faible	P1	4. Apporter des appuis financiers et techniques aux populations aux fins de l'initiation des activités génératrices de revenus
4. Sensibilisation de la population sur l'importance et les rôles uniques et interdépendants joués par chaque élément de l'environnement	TG	Nationale	Moyenne	P1	5. Sensibiliser la population sur l'importance et les rôles uniques et interdépendants joués par chaque élément de l'environnement
5. Formation de groupes cibles sur la compréhension et la prise en compte des préoccupations environnementales dans les pratiques quotidiennes	TG	Nationale	Moyenne	P1	6. Former des groupes cibles sur la compréhension et la prise en compte des préoccupations environnementales dans les pratiques quotidiennes

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

Besoin	Groupe cible	Echelle du besoin	Capacité à satisfaire efficacement le besoin	Degré de priorité	Action
6. Promotion des formations interdisciplinaires de spécialisation dans les domaines relatifs aux AME à l'INFA de Tové et dans les établissements universitaires au niveau national.	G1, G2, G3	Nationale	Moyenne	P1	7. Promouvoir les formations interdisciplinaires de spécialisation dans les domaines relatifs aux AME à l'INFA de Tové et dans les établissements universitaires au niveau national.
7. Formation des acteurs en conception des projets	G1	Nationale	Moyenne	P2	8. Former les acteurs sur l'élaboration des projets et procédures de financement
8. Organisation des formations pour les agents des services étatiques sur la maîtrise des dispositions des AME	G1	Nationale	Moyenne	P2	9. Organiser des formations pour les agents des services étatiques sur la maîtrise des dispositions des AME
9. Renforcement des capacités des journalistes et animateurs des organes d'information en matière de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur les AME	G1, G5	Nationale	Moyenne	P2	10. Renforcer les capacités des journalistes et animateurs des organes d'information en matière de collecte, de traitement et de diffusion des informations sur la biodiversité
10. Amélioration du cadre d'appui aux ONG (appui technique et financier de l'Etat aux ONG)	G1, G3, G5	Nationale	Faible	P2	11. Appuyer techniquement et financièrement les ONG
11. Sensibilisation du public à la planification et au contrôle des naissances	TG	Nationale	Moyenne	P3	12. Sensibiliser le public à la planification et au contrôle des naissances

3.5 Intégration des secteurs d'intervention des AME dans les politiques, stratégies, plans, programmes et projets nationaux

Depuis décembre 1998, le Togo a adopté une politique nationale de l'environnement dont l'objectif vise à « promouvoir une gestion globale et rationnelle de l'environnement pour améliorer le cadre et les conditions de vie des populations dans la perspective d'un développement durable ».

Pour y parvenir, des orientations stratégiques dans lesquelles devraient s'inscrire les programmes et projets de développement ont été proposées. Ces orientations cadrent fort bien avec les préoccupations de développement durable prônées par les conventions de Rio.

Toutefois, l'analyse des plans de développement économique et social du pays montre que les considérations d'ordre environnemental n'ont été que partiellement prises en compte. Très peu d'acteurs intègrent la dimension environnementale dans leurs initiatives de développement.

Une telle situation n'est pas de nature à assurer un développement durable au pays. A cet effet, un grand travail d'éducation, de formation et de sensibilisation des différents groupes socio-professionnels du pays devra être très rapidement entrepris. Il sera le soubassement des actions de renforcement des capacités à entreprendre, de manière à donner à ces différents groupes socio-professionnels les aptitudes requises pour l'intégration des préoccupations environnementales dans leurs pratiques quotidiennes.

En amont de toutes les politiques sectorielles, l'Evaluation Environnementale Stratégique (EES) devrait être obligatoirement un préalable à toute autre décision. Les impacts des politiques, plans et programmes devront dorénavant être évalués pour permettre d'améliorer la planification et justifier les choix de développement après des analyses comparatives des différentes options. Les projets sectoriels qui en découleront devront être ensuite mis en œuvre après l'étude d'impact sur l'environnement (EIE).

Par ailleurs, la politique globale de relance de la croissance économique du pays devra s'appuyer sur des orientations et stratégies de gestion durable des ressources naturelles et de l'environnement pour assurer l'intégration des préoccupations environnementales dans tous les secteurs de développement ainsi que dans la gestion locale du développement afin de mieux impulser le développement durable.

C'est par l'amélioration de la gestion des ressources naturelles et de l'environnement local, régional et national que le pays pourra contribuer au mieux à la gestion durable de l'environnement mondial.

De plus, la planification environnementale dans le processus de développement doit devenir partie intégrante de tout le processus de planification et de gestion macro économique, sociale et politique du pays. A cet effet, une meilleure intégration des activités des AME dans le Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté (DSRP) et le document de stratégie de développement axé sur les OMD s'impose. Grâce à la mise en place d'un cadre favorable à la croissance pour la réduction de la pauvreté à travers la diversification de l'économie, par l'amélioration de la compétitivité, le développement du secteur privé et l'accès équitable des populations aux services sociaux de base, les conditions de vie des populations s'inscriront dans la perspective d'un développement durable.

Somme toute, il est aujourd'hui impérieux de programmer les actions de développement du pays en tenant compte des capacités de l'environnement à les soutenir. Il faut dorénavant des actions non improvisées mais mûries et réfléchies qui s'intègrent dans les politiques, stratégies et plans nationaux. Etant donné que l'introduction des actions découlant des AME est postérieure à la prise des textes qui régissent la gestion des ressources naturelles et de l'environnement du pays, une relecture de ces textes s'impose, si elle ne l'est pas encore, avec la prise en compte du concept de développement durable que véhiculent les conventions, particulièrement celles de Rio.

Le Gouvernement devra développer des lois, politiques et des réglementations appropriées ou les actualiser et renforcer les institutions dans la prise de décisions, la surveillance et l'évaluation ainsi que l'application effectives de ces mesures.

Il devra être mis à la disposition des institutions les moyens humains qualifiés, financiers et techniques suffisants pour leurs missions. A ce titre, l'environnement devra être inscrit, au terme de ce processus, comme l'une des priorités nationales. Il ne peut en être autrement, car aucune activité ne s'est développée jusqu'alors et ne peut se développer sans prendre appui sur les ressources naturelles et l'environnement.

La participation des populations sans exception devra être encouragée et renforcée, particulièrement celle des femmes et des jeunes, directement ou indirectement à travers les ONG et les associations.

CONCLUSION

La gestion durable de l'environnement repose sur des institutions solides et performantes et sur des textes appropriés. Au Togo comme dans la plupart des pays en développement, le concept de gestion durable de l'environnement est véritablement introduit dans le cadre institutionnel seulement au lendemain de la Conférence de Rio sur l'Environnement et le Développement (CNUED) en juin 1992. Le développement de ce concept est donc postérieur à l'adoption de la plupart des textes nationaux qui régissent la gestion de l'environnement.

L'évaluation sectorielle intersectorielle de la mise en œuvre des AME relatifs à la diversité biologique, aux changements climatiques, à la désertification, à l'eau, à l'assainissement et à la pollution au Togo a permis :

- d'inventorier les efforts réalisés par le Togo, notamment :
 - en matière de gestion de la diversité biologique, des inventaires ont été réalisés, la Monographie nationale, la Stratégie Nationale de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique, le Cadre National de Biosécurité et le Profil environnemental du littoral du Togo ont été élaborés. Certaines actions de terrains ont été également marquées par des activités d'information, d'éducation et de communication, et de conservation *in situ*.
 - en matière de gestion de la problématique des changements climatiques, le Togo a élaboré la Communication Nationale Initiale dont les différentes étapes du processus ont pris en compte des actions d'information, d'éducation, de formation, de sensibilisation et de communication sur les changements climatiques et les opportunités liées à la mise en œuvre du MDP.
 - en matière de lutte contre la désertification et la dégradation des sols, le Togo a élaboré son Programme National de lutte contre la Désertification et produit deux rapports sur la mise en œuvre de la CCD.
 - enfin, en matière de gestion de l'eau et des problèmes d'assainissement et de pollution, le Togo a réalisé des études qui ont permis d'identifier les potentialités en ressources en eau et la faiblesse des taux de couverture des services en eau potable et en assainissement de base. Il a également élaboré la politique nationale de l'approvisionnement en eau potable et de gestion intégrée des ressources en eau et la politique nationale d'hygiène et d'assainissement. En outre, des inventaires des POPs et des études sur les SAO et les pollutions marines ont permis d'élaborer des plans et programmes de gestion spécifiques ;
- de mettre en exergue les forces et les faiblesses, les opportunités et les menaces ;
- d'identifier les besoins en matière de renforcement de capacités au plan sectoriel et intersectoriel.

Cette évaluation sectorielle et intersectorielle révèle aussi que les efforts réalisés sont modestes à cause de l'importance des faiblesses identifiées d'ordre systémique, institutionnel et individuel.

Ainsi, afin de permettre au Togo de respecter ses engagements vis-à-vis de la communauté internationale et de tirer profit des opportunités offertes par les AME, il est recommandé :

➤ **Au plan sectoriel ;**

- la consolidation des cadres institutionnels et réglementaires relatifs aux quatre thématiques pour faciliter une concertation et une collaboration plus efficaces entre les institutions étatiques et les autres acteurs en vue d'une synergie d'actions ;
- le renforcement des capacités systémiques, institutionnelles et humaines afin d'atteindre les objectifs visés en matière de gestion de l'environnement mondial ;
- le renforcement de l'alphabétisation fonctionnelle des populations rurales afin d'améliorer leur niveau de connaissances dans le domaine de la désertification avec l'appui des ONG et autres acteurs de développement ;
- la réalisation des infrastructures d'assainissement parallèlement à l'exécution des programmes de construction de points d'eau potable ;
- la mise en œuvre des plans directeurs de l'assainissement dans le cadre de l'assainissement collectif ;
- la finalisation des instruments juridiques régissant le secteur d'activités industrielles et extractives afin de freiner la pollution qui ne cesse d'augmenter ;

➤ **Au plan intersectoriel :**

- le renforcement de la conscience nationale en matière d'environnement par des actions d'information, de sensibilisation, d'éducation et de communication afin de donner aux citoyens la possibilité de se motiver et de s'organiser pour participer activement aux actions de développement durable ;
- le développement des politiques, des lois et des réglementations appropriées ou leur actualisation et le renforcement des institutions dans la prise de décisions, la surveillance et l'évaluation ainsi que l'application effectives de ces mesures ;
- la création et le renforcement des capacités de la Commission Nationale pour le Développement Durable ;
- la mobilisation des moyens humains qualifiés, financiers et techniques suffisants pour leurs missions. A ce titre, l'environnement devra être inscrit, au terme de ce processus, comme l'une des priorités nationales.
- la promotion de la participation des populations à la gestion de l'environnement sans exception, particulièrement celle des femmes et des jeunes ;
- l'amélioration des mécanismes de négociations avec les donateurs et les bailleurs de fonds pour la mobilisation des ressources financières internes et externes.

L'élaboration de la stratégie nationale sur le renforcement des capacités pour une meilleure mise en œuvre des Accords Multinationaux sur l'Environnement prendra appui sur les résultats de la présente étude, notamment sur les besoins sectoriels et intersectoriels et les actions de renforcement proposées.

BIBLIOGRAPHIE

I- DOCUMENTS DE POLITIQUES ET STRATEGIES NATIONALES

1. METRF, 1998 : Politique Nationale de l'Environnement du Togo, 35 p.
2. METRF, 2001 : Programme d'Action National de Lutte Contre la Désertification, 161 p.
3. METRF, 2003 : Stratégie de Conservation et d'Utilisation Durables de la Diversité Biologique, 164 p.
4. METRF, 2004 : Stratégie Nationale de Mise en Œuvre de la CCNUCC, 115 p.
5. METRF, 1997. Plan National d'Action pour l'Environnement du Togo, 173 p.
6. METRF, 2005. Cadre National de Biosécurité, 160 p.

II- RAPPORTS

1. BRABANT P, & AL., 1996 : Etat de dégradation des terres résultant des activités humaines, édition ORSTOM, 55 p.
2. FEM, 2001 : Guide de l'autoévaluation nationale des capacités à renforcer pour gérer l'environnement mondial, p.22-32.
3. GEF, 2001 : Éléments de collaboration stratégique et cadre de l'action du FEM pour un renforcement des capacités à l'appui de la protection de l'environnement mondial : Formule proposée.
4. METRF, 1999 : Premier Rapport National de mise en œuvre de Convention des Nations Unies sur la Lutte Contre la Désertification au Togo, 30p.
5. METRF, 1999. Profil environnemental du littoral du Togo. Projet Régional Grand Ecosystème Marin du Golfe de Guinée, Ministère de l'Environnement et de la Production Forestière, ONUDI, Université du Bénin.
6. METRF, 2001 : Communication Nationale Initiale du Togo sur les Changements Climatiques, 201p.
7. METRF, 2002 : Bilan de la mise en œuvre de l'Agenda 21 au Togo, 62 p.
8. METRF, 2002 : Rapport national sur le Bassin du fleuve Volta au Togo : Inventaire des éléments environnementaux prioritaires : Analyse, Stratégie et Plan d'Action, 81p.
9. METRF, 2005 : Troisième Rapport National de mise en œuvre de la Convention des Nations Unies sur la lutte Contre la Désertification au Togo. 52 p.
10. METRF, 2005 : Troisième Rapport National sur la Biodiversité, 97p.
11. METRF, 2006 : Profil Environnemental du Littoral du Togo, 122 p.
12. Ministère de l'Eau et des Ressources Hydrauliques, 2007 : Politique et Stratégie Nationale pour la Gestion Intégrée des Ressources en Eau au Togo, Volume 3 : avant projet de Loi portant code de l'eau.

13. Ministère de l'Eau et des Ressources Hydrauliques, 2006 : Politique nationale d'hygiène et d'assainissement.
14. Ministère de la Santé, 2001 : Diagnostic de la situation de l'hygiène assainissement au Togo.
15. Ministère de l'Eau et des Ressources Hydrauliques, 2006 : Politique sectorielle en matière d'Approvisionnement en eau potable et assainissement en milieu rural et semi -urbain au Togo.
16. OURO- DJERI, E. 2007 : Bilan de trente années de célébration de la journée de l'arbre au Togo : Communication, 9 p.
17. OURO-DJERI, E.; KOUAMENOU, M. et OURO-LANDJO W., 1999 : Expérience Togolaise en Matière de lutte Contre la Désertification et proposition de Stratégies et de Plan d'Action. PNAE/ MEPF, Togo 75p.

III- INSTRUMENTS JURIDIQUES

1. PNUE, 1995 : Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, 71p.
2. Secrétariat de la CDB, 2001 : Convention sur la Diversité Biologique.
3. Secrétariat de la CCNUCC, 1992 : Texte juridique de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC).

ANNEXES

Annexe 1

Principaux Conventions, Traités et Accords internationaux auxquels le Togo est Partie en matière d'environnement.

1. Convention concernant l'emploi de la céruse dans la peinture, Genève 1921
2. Convention relative à la conservation de la faune et la flore à l'état naturel, Londres 1933
3. Convention internationale pour la protection des végétaux, Rome 1951
4. Accord concernant les mesures à prendre pour la protection des peuplements de grosses crevettes, de homards d'Europe, de langoustines et de crabes, Oslo 1952.
5. Convention sur le criquet migrateur africain, Kano 1962
6. Traité interdisant les essais d'armes nucléaires dans l'atmosphère, dans l'espace extra-atmosphérique et sous l'eau, Moscou 1963.
7. Convention phytosanitaire pour l'Afrique, Kinshasa 1967.
8. Convention africaine sur la conservation de la nature et des ressources naturelles, Alger 1968.
9. Convention relative aux zones humides d'importance internationale, particulièrement comme habitats de la sauvagine, Ramsar 1971.
10. Traité interdisant de placer des armes nucléaires et d'autres armes de destruction massive sur le fond des mers et des océans ainsi que dans leur sous-sol, Londres, Moscou, Washington 1971
11. Convention concernant la protection du patrimoine mondial culturel et naturel, Paris 1972
12. Convention sur l'interdiction de la mise au point, de la fabrication et du stockage des armes bactériologiques, (biologiques) et à toxines et sur leur destruction, Londres, Moscou, Washington 1972
13. Convention internationale sur la prévention de la pollution par les navires, Londres 1973
14. Convention sur la prévention de la pollution des mers résultant de l'immersion des déchets et d'autres matières, Londres 1973
15. Convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages menacées d'extinction (C.I.T.E.S.), Washington 1973
16. Convention relative à la conservation des espèces migratrices appartenant à la faune sauvage, Bonn 1979
17. Convention relative à la coopération en matière de protection et de mise en valeur du milieu marin et des zones côtières de la région de l'Afrique et de l'Ouest et du Centre (WACAF), Abidjan 1981
18. Protocole relatif à la coopération en matière de lutte contre la pollution en cas de situation critique, Abidjan 1981
19. Convention des Nations-Unies sur le droit de la mer, Montego Bay 1982

Evaluation des besoins nationaux en matière de renforcement de capacités

20. Accord International sur les Bois Tropicaux, Genève 1983
21. Convention de Vienne pour la protection de la couche d'ozone, Vienne 1985
22. Convention sur l'assistance en cas d'accident nucléaire d'urgence radiologique, Vienne 1986
23. Protocole de Montréal relatif à des substances qui appauvrissent la couche d'ozone, Montréal 1987
24. Convention de Bamako sur l'interdiction d'importer des déchets dangereux en Afrique et sur le contrôle de leurs mouvements transfrontières et la gestion des déchets dangereux produits en Afrique, Bamako 1991
25. Convention sur la Diversité Biologique, Rio 1992
26. Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques, Rio 1992
27. Convention des Nations Unies sur la Lutte contre la Désertification dans les pays gravement touchés par la sécheresse et/ou la désertification, en particulier en Afrique, Paris, 1994
28. Texte juridique de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les Changements Climatiques (CCNUCC) ; Rio 1992.

Annexe 2

TERMES DE REFERENCE

1. Contexte et justification

Le Togo vient de procéder, à travers quatre (04) études thématiques, au bilan de la mise en œuvre des Accords Multilatéraux sur l'Environnement (AME) qu'il a signés et ratifiés et à une ébauche d'identification de besoins nationaux en matière de renforcement des capacités dans le cadre de l'exécution du **Projet Auto évaluation des Capacités Nationales à Renforcer pour la Gestion de l'Environnement au niveau Mondial et National (ANCR)**. Les quatre études ont principalement fait le bilan de la mise en œuvre des Conventions des Nations Unies sur les Changements Climatiques, la Diversité Biologique, la Désertification, et sur les questions de l'eau, y compris les pollutions et l'assainissement.

Le bilan a permis de relever des contraintes et faiblesses, ainsi que des forces et atouts dans la mise en œuvre des trois conventions de Rio et des programmes et projets en matière de l'eau, pollutions et assainissement. Ce travail a balisé la voie pour la réalisation d'un profil thématique pour chacun des quatre domaines, et pour une analyse intersectorielle, afin de permettre aux représentants des institutions publiques, privées, des ONG et de la Société civile impliquées dans le processus de dégager les priorités nationales en matière de besoins et de capacités à renforcer.

2. Objectif de l'étude

L'étude vise un double objectif. Il s'agit de faire :

- une évaluation approfondie des besoins nationaux et les possibilités en matière de renforcement de capacités pour chacun des quatre (04) domaines couverts par l'étude sur le bilan de situation, et ;
- une analyse intersectorielle des quatre (04) thématiques pour en dégager les liens et synergies dans la mise en œuvre des trois (03) Conventions de Rio.

3. Résultats attendus

Le résultat attendu est la production d'un document d'analyse approfondie d'orientation de base qui dégage les besoins nationaux en renforcement de capacités sectorielles et intersectorielles au triple plan individuel, institutionnel et systémique.

Le document devra également prendre en compte les possibilités et la nécessité d'intégrer et de promouvoir les aspects relatifs au genre en accordant une attention particulière aux différences qui existent entre l'homme et la femme en ce qui concerne les opportunités des AME au Togo.

4. Eléments de méthodologie

Le travail devra se faire par un consultant indépendant sous l'autorité de la coordination du projet et devra procéder à une revue analytique approfondie des rapports thématiques assortie de propositions concrètes et concises, relativement au mandat ci-dessous. Le consultant devra adopter une approche concertée et participative dans la réalisation de l'étude.

5. Mandat du consultant

Le mandat du consultant consiste à :

▪ ***pour l'évaluation thématique***

- dégager une compréhension claire des obligations au titre de chacune des conventions et identifier les possibilités offertes au pays ;
- examiner ce qui a été fait par le pays pour répondre à ses obligations et tirer profit des possibilités offertes par les conventions ;
- évaluer la performance du pays en termes de forces et contraintes pour répondre à ses obligations et tirer profit de sa participation à la mise en œuvre des AME ;
- identifier les besoins ainsi que les possibilités prioritaires de renforcement de capacités ***pour chacun des quatre (04) thématiques couvertes par le bilan de situation*** (Changements climatiques, Diversité Biologique, Désertification et les questions de l'eau, y compris les pollutions et l'assainissement), au plan individuel, institutionnel et systémique, et ;
- dégager les conclusions essentielles pour l'étude.

▪ ***pour l'analyse intersectorielle***

- identifier et analyser les forces, les contraintes et les besoins prioritaires en matière de renforcement de capacités intersectorielles ainsi que les possibilités prioritaires en matière de liens et de synergies ;
- établir une liste de possibilités prioritaires en matière de liens et de synergies dans la mise en œuvre des AME et dans la gestion de l'environnement mondial et national visant un développement durable ;
- établir une liste préliminaire des actions possibles de renforcement de capacités nécessaires pour répondre aux besoins intersectoriels prioritaires.

Le consultant devra préciser à ce niveau la manière d'intégrer au mieux les secteurs d'intervention des AME dans les politiques, stratégies, plans, programmes et projets nationaux. De même, le consultant précisera comment les activités dans le cadre des AME peuvent mieux servir et soutenir les initiatives nationales en vue d'optimiser les avantages et contribuer à un développement durable au niveau mondial et national ;

- dégager les conclusions essentielles pour l'étude.

4. Qualifications

Le consultant devra répondre à l'un des profils ci-après : un Botaniste, un Ecologue, un Zoologiste, un Biologiste, un Environnementaliste, un Géographe, un Forestier, un Juriste spécialisé en gestion de l'environnement, un Agronome, ayant des connaissances avérées dans les domaines thématiques des trois (03) conventions de Rio, de l'eau, des pollutions et de l'assainissement. Il devra également avoir une aptitude en analyse des capacités individuelles, institutionnelles et systémiques, une grande capacité de communication et de rédaction de rapport de portée nationale et internationale, et une expérience dans un processus de consultation des acteurs locaux.

Le consultant doit avoir un niveau BAC + 5 minimum, possédant une expérience de sept (07) ans au moins dans la réalisation d'études dans le domaine de l'environnement et particulièrement dans celui des Conventions de Rio et des questions de l'eau, y compris les pollutions et l'assainissement.

La maîtrise de l'outil informatique est un atout dans la sélection du candidat.

5. Obligations

Le consultant travaillera en étroite collaboration avec la coordination du projet avec laquelle il s'entendra sur les détails des termes de référence. Il devra soumettre, avant la signature du contrat avec le PNUD, la méthodologie de travail, en tenant compte des détails convenus et des éléments de méthodologie décrits ci-haut.

L'étude sera réalisée en prenant comme premiers documents de base les rapports des quatre (04) études thématiques.

Le rapport /document comportera un résumé de 02 pages maximum et une bibliographie.

Le consultant déposera le rapport/document provisoire de l'étude à l'expiration franche de 30 jours. Le rapport /document définitif sera remis 07 jours après la réception des observations de la coordination du projet.

Le consultant prendra part aux réunions entrant dans le cadre de la validation de l'étude.

6. Coût et financement de l'étude

Le budget de l'étude qui sera déterminé dans le contrat de prestation de service qui sera conclu avec le PNUD équivaut aux prestations de 30 jours de consultation.

7. Durée de l'étude

La durée de l'étude est estimée à deux (02) mois, y compris l'atelier de validation du rapport.

8. Langue de travail et forme de remise du rapport/document

La langue de travail est le français. Le rapport/document final sera remis sur support papier et sous format numérique compatible PC, Microsoft Word, police Garamond, taille 14, interligne 1.